



## Causeries juillet 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

### Le 1er juillet

Les infos et les causeries du mois de juin sont en ligne au format pdf. Je remercie le camarade P. qui m'a fait savoir hier par courriel qu'il m'envoyait un chèque de soutien.

J'aurais voulu poursuivre la causerie d'hier mais je n'ai pas le temps.

J'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (104), il m'a laissé plus que "perplexe" à plus d'un titre.

La campagne du POI en direction des appareils du PS, du PCF et du PG est vraiment lamentable, pire encore. Le POI semble ignorer que l'immense majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans ces partis à la solde du capital. Le POI leur sert la soupe et colporte ainsi des illusions dans ces partis, dès lors qu'il le veuille ou non il en est le complice, le double langage habituel des dirigeants du POI. Le POI semble aussi ignorer les dernières prises de positions des dirigeants de ces partis, dont celle de M. Aubry qui a martelé encore avant-hier à Roubaix "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", d'accord avec Sarkozy, position que le PS défend depuis le début et maintes fois répétée. Alors, dès lors que le PS tient publiquement ce discours, y compris dans des meetings rassemblant des travailleurs, cela signifie que ce parti a décidé que ce serait sa position officielle et qu'il n'y avait pas lieu de revenir dessus.

C'est formidable, le PS apparaît tel qu'il est vraiment, on devrait s'en réjouir, cela devrait faciliter la rupture avec ce parti de la part de tous ceux qui parmi les intellectuels et les couches moyennes le soutenaient, et bien non au POI ils pensent le contraire, il faudrait continuer de le faire passer pour un parti ouvrier - Gluckstein l'écrit textuellement dans son éditorial. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le POI n'a pas d'autre horizon politique à proposer aux travailleurs que l'amélioration de la condition ouvrière sans cesse remise en cause et finalement leur soumission au régime capitaliste que le PS et sa politique expriment directement et suffisamment clairement, qu'en réalité le POI n'a pas du tout l'intention de combattre pour renverser l'ordre établi.

Vous connaissez sans doute la formule : se placer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, elle appartient au même registre que le front unique en direction de ces partis, elle sert en même temps à le justifier, à condition que les masses aient vraiment des illusions dans ces partis. Or ce n'est pas cas, peu importe martèlent-ils au POI, on va faire en sorte qu'il n'en soit rien par un tour de passe-passe, on va commencer par prétendre que le PS serait un parti ouvrier, ensuite comme il ne se comporte pas vraiment comme un parti ouvrier, on va proclamer que ce sont les travailleurs qui le pensent et non pas nous, ce qui permettra de justifier sournoisement nos adresses en sa direction et le front unique qui va avec pour qu'il se comporte enfin comme un vrai parti ouvrier, au passage on lui fait la leçon pour être

plus crédible et le tour est joué, on aura prouvé une fois de plus qu'on a raison et que notre stratégie est la meilleure, à qui ? c'est une autre paire de manches apparemment. Ce tour de prestidigitation est basé encore une fois sur un syllogisme partant d'un postulat erroné, volontairement fabriqué et faux notez bien.

Y. Legoff écrit : "*Alors, les dirigeants du PS, du PCF et du Parti de gauche doivent cesser de tergiverser. Qu'attendent-ils pour se prononcer ?*". Mais c'est déjà fait, vous ne savez pas lire, vous êtes sourds ou quoi ? Vous imaginez un instant les conséquences de la même politique opportuniste au cas où le PS accèderait au pouvoir en 2012 ? Voyez ce qui s'est passé entre 1981 et 1995 sous Mitterrand et vous aurez compris. C'était le seul objectif des dirigeants de l'OCI qui dirigent le POI aujourd'hui comme l'affirmera P. Lambert dès... 1972. Sauf qu'avec la crise actuelle, le front populaire pourrait se terminer plus rapidement qu'à cette époque et dans des conditions beaucoup plus dramatiques pour le mouvement ouvrier.

Dans son éditorial Gluckstein fait preuve d'un cynisme incroyable : "*Signant la lettre ouverte dont le Parti ouvrier indépendant a pris l'initiative, ils sont nombreux à dire, et parmi eux des militants du PS et du PCF : « Quelque chose ne tourne pas rond : pourquoi les dirigeants des partis s'obstinent-ils à noyer le poisson ? Que veulent-ils en réalité ? »*". Ces militants complètement arriérés, il a été les chercher où Gluckstein ? Ils sont combien dans ce pays dans ce cas ?

Et la réponse ? Mais quelle réponse, il n'y a pas de réponse camarades, chacun pense ce qu'il veut du PS, chacun a le droit d'avoir des illusions dans ce parti bourgeois, alors que l'on sait très bien ce qu'il veut, ses dirigeants le disent suffisamment clairement tous les jours, il veut que le projet du gouvernement soit adopté avec quelques améliorations ici ou là, voilà qui ne prête pas à confusion, pourquoi, parce que c'est le frère jumeau de l'UMP, seule la sémantique (le langage ou la terminologie) empruntée au mouvement ouvrier change quelque peu pour mieux tromper les naïfs. Dès lors, pourquoi ne pas dire la vérité aux travailleurs ? A ne pas la dire, quelle crédibilité à le POI ? Aucune. En quoi devrait-il inspirer confiance ? En rien.

Il faut bien comprendre que pour les dirigeants du POI, la retraite est tout et le combat pour en finir avec les institutions et le capitalisme n'est rien, au lieu que la tactique soit subordonnée à la stratégie, ils inversent les rôles, ce qui rend caduc ou impossible le combat contre le régime, ce que confirme la politique du POI et explique qu'il ne propose aucune issue politique aux travailleurs, c'est un parti petit-bourgeois opportuniste et rien d'autre, pour lequel vivre sous un régime capitaliste n'est pas vraiment un problème du moment qu'on arrive à en sous-tirer encore des miettes, miettes destinées en priorité à son fond de commerce qui est le même que celui des syndicats pour continuer à exister politiquement.

Répétons-le, qui est contre la défense de nos retraites ? Personne en dehors de quelques attardés, dès lors s'en tenir à ce créneau suffit à légitimer notre combat, on n'en demande pas plus, telle est la politique du POI à l'heure où la crise de l'Etat prend une tournure politique avec l'affaire Woerth, le POI le sait et le dit mais ne veut pas le traduire concrètement dans sa politique, c'est donc délibérément que les dirigeants du POI ont adopté une position révisionniste par rapport au marxisme. Comment ne pas voir qu'ils conçoivent chaque combat de la classe ouvrière comme une abstraction détachée de l'objectif de son combat, cela saute aux yeux, de plus en plus au fur et à mesure que la crise du capitalisme et du régime s'amplifie. C'est le meilleur moyen d'empêcher le prolétariat de chercher et de trouver une issue à la crise du capitalisme.

Lorsque le combat pour les retraites sera terminé et quelle qu'en soit l'issue, ils procéderont comme depuis 60 ans, ils passeront à autre chose et ainsi de suite sans jamais poser la question de l'Etat et du pouvoir politique, protégeant ainsi le pouvoir en place sans que la conscience de classe du prolétariat ne progresse, l'air de rien, sans que leurs militants ne s'en aperçoivent, soit parce qu'ils sont déjà complètement gangrenés par le réformisme, soit parce qu'ils ont cessé de combattre pour le socialisme. Comme disaient les socialistes en 1902 aux ouvriers de Carmaux : on a remporté une bataille mais pas la guerre, on est en guerre contre les capitalistes, le combat continue car ce qu'on veut c'est notre émancipation totale du capital... Quel parti aujourd'hui a le courage de tenir un tel discours ? Aucun.

Bref, Gluckstein s'adresse aux appareils dans son éditorial, donc il ne nous concerne pas.

Cependant, il semblerait qu'il soit difficile de faire avaler cette nouvelle couleuvre à tous leurs militants, les dirigeants du POI sont obligés d'y mettre les formes (page 11) : "*La déclaration du bureau national et la lettre aux dirigeants des partis doivent être correctement comprises ce n'est pas une supplique aux dirigeants ; elles doivent être la base de discussions organisées avec les travailleurs autour de nous...*", sur la base d'illusions distillées en direction du PS, PCF et PG, une supplique qui ne veut pas dire son nom et qu'ils sont incapables d'assumer en plus.

Cela a peut-être un rapport avec la perte de près de 3.000 adhérents depuis la fondation du POI, en effet dans le même article on apprend qu'il n'y a plus que 7.100 adhérents au POI. Souvenez vous l'interview de Schivardi à la *Dépêche* du 3 juin 2010, donc il y a moins d'un mois : "*Le Parti ouvrier indépendant (POI) compte 10 000 adhérents. « Nous serons 15 000 d'ici 2 012 », prédit Gérard Schivardi*", passons.

Je n'ai pas encore eu le temps de lire entièrement le IO n°104, j'ai remarqué que pour la troisième fois en quatre numéros ils servaient aussi la soupe à ce qu'il faut bien appeler désormais un appendice du POI, la Libre Pensée ou la bonne conscience appliquée commence par soi-même pour faire oublier leur incurie politique ou leur couardise.

IO n°101 page 14, une pleine page, *Le serment laïque de Vincennes* - Un entretien avec Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

IO n°102 page 14, une moitié de page, Communiqué de la Libre Pensée - *La logique concordataire à l'œuvre dans le Code de l'éducation.*

IO n°104 page 14, un trois quart de page, Célébration du 50e anniversaire du serment de Vincennes (19 juin 1960), *Discours prononcé le 19 juin 2010 à Vincennes au rassemblement pour la laïcité (extraits)*, par Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée (FNLP).

L'opportunisme du POI ne s'arrête pas là, en page 8 on peut lire un article insignifiant de Jeanneney (ex-PS), vous savez celui qui avait déclaré dans un interview du 4 avril 2007 : "*Je ne suis pas pour le Grand soir.* Je n'y avais pas pensé avant, cela m'est venu en écrivant ces lignes : Les Schivardi, Jeanneney et consorts ne voulaient pas rejoindre un parti (le PT) issu d'un parti se réclamant du trotskisme, le PCI, du coup Lambert et Gluckstein ont eu l'idée de changer une nouvelle fois le nom de leur parti, ainsi, après pour ainsi dire avoir fait disparaître toute trace du PCI, plus rien ne s'opposait à ce qu'ils rejoignent un parti ayant rompu avec le trotskisme qu'ils doivent proprement détester, comme tous les républicains d'ailleurs. Quant aux militants du CCI-PT, ils ont été les otages et les spectateurs impuissants de ce marchandage qui s'est conclu dans leur dos et à leur insu, leur parti appartenant à ses dirigeants à la façon d'un vulgaire boutiquier propriétaire de son fond de commerce et des salariés qu'ils emploient.

Cet historien amateur écrit : "*A l'époque (en 1910 -LdC), le patronat recherchait de toutes ses forces l'association capital-travail, avec l'image du patron « bon papa » avec ses ouvriers...*" et plus loin, "*Il y a bien longtemps que le patronat a abandonné ce genre d'idées : aujourd'hui, c'est l'époque du « tout pour les mêmes », du « bosse et tais-toi »...*", parce qu'en 1910 les ouvriers auraient eu une existence meilleure qu'aujourd'hui pour un peu, alors qu'ils grattaient de 12 à 14 heures par jour dans des conditions effroyables, y compris les enfants, curieux non ?

Au début du XXe siècle quand les ouvriers ou les mineurs se mettaient en grève le gouvernement envoyait l'armée qui leur tirait dessus, les syndicalistes étaient emprisonnés puis licenciés, les patrons ne leur appliquaient pas la formule « *bosse et tais-toi* » mais bien bosse et crève ! Et dire que cette année, lors de la commémoration de la Commune au Père Lachaise, le POI avait confié à Schivardi et Jeanneney de rédiger et lire un article en hommage aux Communards, on en a honte pour les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI !

Il termine son article ainsi : "*...c'est Guesde qui avait raison (contre Jaurès - LdC) en affirmant que la lutte des classes ne s'arrête jamais et qu'elle est toujours une question de rapport de force*", c'est vrai qu'en passant d'une revendication à une autre et ainsi de suite sans qu'elle s'inscrive dans la perspective politique du socialisme, quand chaque droit ou avantage acquis est remis en cause lorsque le rapport de force est au désavantage de la classe ouvrière, vient ensuite l'heure de les reconquérir et ainsi de suite pour l'éternité amen, sans que finalement on se donne un autre objectif, les capitalistes peuvent dormir tranquille avec des gens comme ce Jeanneney.

En fait, la lutte des classes, tout comme la politique ou la démocratie, ne prendra fin qu'avec l'extinction des classes et de l'Etat, perspective dans laquelle ne se situe manifestement pas le combat du POI. Ceux qui par ignorance affirment que le POI est un parti trotskiste se trompent, le courant CCI dit encore trotskiste du POI dirige ce parti, mais la politique qu'il met en oeuvre n'a rien à voir avec le trotskisme avec lequel ses dirigeants ont rompu, d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement avec dans ce parti des républicains, des démocrates ou d'ex-membres du PCF qui rêvent encore de l'*époque glorieuse* du parti stalinien (J-C Marquiset), en réalité la politique du POI est faite sur mesure pour ces contre-révolutionnaires et ce parti n'en a pas d'autres. Est-ce que tous les militants du CCI-POI y ont déjà réfléchi ?

### **Revalorisation des salaires des fonctionnaires.**

Les salaires des cinq millions de fonctionnaires français de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux seront augmentés de 0,5% au 1er juillet mais gelés en 2011, annonce le gouvernement.

Les huit organisations CGC, CGT, CFTC, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont annoncé avoir quitté la réunion avec Eric Woerth en forme de protestation.

"*Les organisations ont exprimé leur colère et celle des agents publics dans un contexte: de perte de pouvoir d'achat, d'aggravation des conditions de travail, de suppressions massives d'emplois et de réforme des retraites*", disent-elles dans un communiqué.

"*Elles ont refusé que les salariés du public comme du privé paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables*", ajoutent-ils, appelant à la "*mobilisation*". (Reuters 30.06)

### **Reprise en main au sommet.**

Nicolas Sarkozy a confirmé mercredi aux députés UMP qu'il envisageait un remaniement gouvernemental et une réorganisation du parti cet automne, une fois la réforme des retraites votée, rapportent des parlementaires. (Reuters 30.06)

### **Dettes publiques.**

Le gouvernement français a relevé à la hausse ses prévisions de dette publique à 83,7% du PIB en 2010, 86,5% en 2011, 87,5% en 2012 et

87% en 2013, dans le rapport préparatoire au débat d'orientation budgétaire.

Selon les données publiées mercredi par l'Insee, la dette publique a augmenté de 46,5 milliards d'euros au premier trimestre 2010 pour atteindre 1.535,5 milliards, soit environ 80,3% du PIB.

Ce pourcentage représente une hausse de 2,2 points par rapport à la fin 2009 quand la dette au sens de Maastricht s'élevait à 1.489,0 milliards d'euros ou 78,1% du PIB.

Sous l'effet de la hausse de l'endettement, la dette de l'Etat a augmenté de 43,4 milliards d'euros au premier trimestre pour s'élever à 1.206,0 milliards.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens du traité de Maastricht prend en compte celle des administrations de sécurité sociale (63,0 milliards), des administrations publiques locales (159,3 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (Odac, 112,6 milliards).

La dette des administrations de sécurité sociale a augmenté de 8,6 milliards d'euros alors que celle des administrations publiques locales et des organismes divers d'administration centrale a diminué de 2,8 milliards dans un cas comme dans l'autre. (Reuters 30.06)

En admettant que la dette des organismes sociaux serait de 63 milliards d'euros, sur 1.535,5 milliards cela représenterait à peine 4% environ de la dette publique, et cela nécessiterait de tailler à la hache dans nos retraites ou les dépenses de santé ? Non bien sûr, le gouvernement poursuit un autre objectif : la privatisation des retraites et de la santé.

### **Tout, tout, tout pour les banquiers !**

La Banque centrale européenne (BCE) a cherché à rassurer des marchés financiers très tendus mardi, assurant que le système bancaire ne serait pas perturbé par l'arrivée à échéance cette semaine de près de 500 milliards d'euros de prêts d'urgence.

Les établissements financiers de la zone euro vont ainsi devoir rembourser jeudi à la BCE 442 milliards d'euros. Il s'agit de la première tranche de trois opérations à un an offertes aux banques commerciales au plus fort de la crise.

Les banques de la zone euro, "*pourront toutes rembourser*" même s'"*il y a quelques banques qui sont en moins bonne situation qui peuvent éventuellement souffrir*", a déclaré mardi Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE.

Interrogé sur Europe 1, il a ajouté: "*Nous ferons en sorte qu'il n'y ait aucun problème et que tout cela se passe bien*".

Les deux tranches suivantes à un an viennent à échéance en septembre et en décembre.

Pour alléger la charge de remboursement des banques, la BCE a présenté des facilités d'emprunts supplémentaires. Ainsi, mercredi, à la veille de l'échéance, l'institution présidée par Jean-Claude Trichet va offrir aux banques des fonds illimités à trois mois.

L'offre totale de liquidité dans le système bancaire de la zone euro devrait dépasser 900 milliards d'euros - une première - avant le remboursement de jeudi, ce qui suggère que le marché monétaire n'aura pas de problème à traiter les sorties de fonds.

"*Il y a beaucoup de liquidités disponibles pour combler le fossé, et il y a beaucoup d'argent dans les dépôts*" de la BCE, estime Simon Maughan, analyste bancaire chez MF Global au Royaume-Uni.

Menace peut-être plus importante pour les marchés, estime Andrew Lim, analyste chez Matrix Securities à Londres : le risque que la demande de fonds à trois mois soit beaucoup plus forte que prévu. Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que les banques empruntent 210 milliards à trois mois, ce qui serait un plus haut record.

Dans la mesure où le taux Euribor à trois mois est nettement inférieur à celui de 1% auquel la BCE prêtera son argent, une demande très élevée lors de cette opération constituera un signal d'inquiétude.

Cela donnera à penser que les banques ayant perdu accès au financement interbancaire sont plus nombreuses que prévu.

Signe que les banques sont en train de stocker des fonds, la BCE a reçu un accueil mitigé pour ses dépôts à une semaine, une opération destinée à absorber la liquidité créée par les achats d'urgence d'emprunt d'Etat par la BCE.

Les banques n'ont déposé que 31,9 milliards d'euros malgré le taux pratiquement sans risque de 0,54% offert par la BCE. Celle-ci avait

espéré que 55 milliards lui seraient présentés. (Reuters 29.06)

### **Heuliez, fin du dernier épisode.**

Le binôme composé de la société française BGI (Baelen de Gaillard Industries) et de la société allemande ConEnergy a été choisi pour reprendre l'entreprise Heuliez.

Le projet présenté par le tandem franco-allemand prévoit que BGI reprenne les activités traditionnelles d'emboûtissage et de carrossage de la société Heuliez New World, placée en redressement judiciaire avec la holding Heuliez Concord.

ConEnergy et le groupe Kohl reprendraient les activités autour de la voiture électrique regroupées au sein de Heuliez Véhicules Electriques (HVE), confiée en attendant à Trans Consult International (TCI), société spécialisée dans la gestion de crises, qui assure un management de transition.

Les deux sociétés se sont engagées à reprendre 481 salariés (70 en portage, c'est-à-dire en chômage technique et formation) dont 333 pour BGI (20 en portage). (Reuters 30.06)

### **La charrette.**

Grande-Bretagne. Lloyds Banking Group va supprimer 650 emplois et cesser d'utiliser un réseau d'agences indépendantes, précipitant la fermeture de 265 d'entre elles et donc la possible suppression de centaines d'emplois en plus. (Reuters 30.06)

---

## **Le 2 juin**

J'avais oublié de télécharger les documents de la Tribune libre de juillet, avec mes excuses.

Etonnant de voir monter au créneau au quart de tour tous ce que ce pays comporte de bonnes consciences, à commencer par le PS et le PCF ou encore des dirigeants de la CGT, des gens qui se mobilisent pour défendre deux "humoristes" licenciés dans des conditions qui demandent à être éclaircies pour ma part, alors que ces partis et ce syndicat refusent obstinément d'appeler au retrait du projet scélérat du gouvernement sur les retraites.

On assiste au même spectacle pitoyable de récupération avec les sans-papiers, les sans-abris et j'en passe qui sert utilement à faire oublier qu'ils soutiennent le régime... et qui ils sont véritablement. Ces spécialistes des causes perdues parce qu'impossibles à résoudre sans renverser au préalable le régime en place ou de causes prêtant à réserves ou confusion et pour ainsi dire à la limite du défendable ou carrément indéfendables, cela existe, n'hésitent pas à recourir à la démagogie ou à des amalgames pour faire parler d'eux ou se faire remarquer par les médias qui reprennent en boucle leurs déclarations ; les médias aux ordres ayant compris depuis longtemps quel intérêt il y avait pour le régime à présenter parfois ces gens-là sous un angle avantageux de manière à sauver les apparences, cela faisant partie du jeu institutionnel auquel se livrent sans réserves cette fois les uns et les autres.

Voyez braves gens comment le PS, le PCF et la direction de la CGT défendent la liberté d'expression ou la démocratie, alors qu'en réalité ils la piétinent quotidiennement en se présentant comme des représentants de la classe ouvrière tout en refusant de prendre en compte son rejet massif et majoritaire de la contre-réforme du gouvernement sur les retraites par exemple, son droit légitime à la retraite (à taux plein sans condition) dès 50 ans.

L'amalgame ici consiste à prétendre qu'en licenciant deux "humoristes" intervenant sur une radio du service public, la direction de France Inter aurait forcément outrepassé ses droits. Si tel est le cas, cela ne devrait pas être difficile de le prouver en se penchant sur les faits qui leur sont reprochés au regard de la législation du travail en vigueur, or personne n'y fait référence, étonnant, non ?

L'amalgame consiste aussi à prétendre qu'un humoriste pourrait absolument tout se permettre, y compris tenir des propos qui relèvent de la diffamation ou pire encore, qu'il serait au-dessus des lois. Les fous du roi pourraient agir pour ainsi dire indéfiniment en toute impunité... jusqu'au moment où ils tombent en disgrâce et sont remerciés, ce que ces bonnes consciences semblent avoir oublié ou se moquer. Pourquoi et c'est là qu'on en vient au vif du sujet, parce qu'en tant que salarié d'un service public il serait pratiquement impossible d'être licencié, sauf en cas exceptionnel de faute professionnelle grave ou lourde. Tout ce qui touche au service public est considéré comme sacré, tabou. Pas touche au capitalisme d'Etat, c'est sacré, c'est un sanctuaire qui doit demeurer inviolable, inattaquable, inamovible, etc. A tel point que même le POI s'en est mêlé ! (voir le n°104 d'*Informations ouvrières*)

L'humour qui tourne sans cesse à la vulgarité gratuite ou à la diffamation n'est pas particulièrement une perversité de l'esprit, mais plutôt le produit d'un manque d'imagination ou d'inspiration de leur auteur, de leur incapacité à renouveler leur registre terminologique et de leur médiocrité sémantique, pour ne pas dire franchement culturel ou intellectuel ou les deux à la fois. On pourrait faire une analogie avec les

militants ou les gens qui à court d'arguments vous insultent ou vous calomnient.

Ce travers ou cette débauche de vulgarités ou de propos diffamatoires tient lieu à lui tout seul de révélateur des limites ou des faiblesses intellectuelles de ceux qui s'y livrent. Il indique qu'une limite a été franchie en s'exposant parfois à des conséquences désagréables ou imprévues. Il est également le témoin de la décadence et de la décomposition de la société, de l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons à la changer radicalement, des miasmes (odeurs pestilentielles) qui se dégagent de son état de putréfaction avancée.

Je me souviens avoir fait ce constat avec Coluche quelque temps avant qu'il ne disparaisse.

Au début, son humour était agrémenté à la marge de quelques vulgarités comme on en trouve dans le langage populaire, c'était osé mais banal. Il continua sa carrière sans encombre pendant quelques années, jusqu'au moment où il sembla que la source de son inspiration s'était tarie, et à partir de ce moment-là il ne pouvait plus prononcer trois mots sans glisser systématiquement une vulgarité. Le clown était devenu franchement pathétique, alors que le bonhomme m'était plutôt sympathique. Il était déjà fini comme comique. Il était sur la pente descendante, incapable de se renouveler, il ne lui restait plus que des "cons", "merde" ou des "enculés" à la bouche, bref, il est parti au bon moment.

On est en train d'analyser un fait et on n'en a rien à faire des états d'âme des uns et des autres, j'espère que l'on se comprend.

Oui j'ai apprécié Coluche à ses débuts, il faisait partie de notre milieu et il nous faisait marrer, mais ce serait malhonnête de ma part de ne pas avouer qu'à la fin je le trouvais franchement pitoyable, j'en avais même de la peine pour lui c'est pour dire, car je prédisais que les médias finiraient par le lâcher, parce que son vocabulaire ordurier était devenu insupportable à entendre à la longue.

Ce qui est intéressant aussi dans cette histoire, c'est de voir l'ex-patron d'un journal satirique, Charlie Hebdo, Philippe Val, à la manoeuvre à la direction de France Inter. Cela devrait donner à réfléchir sur la place et le rôle de ce genre de journal dans le pays, sur tous ces gens qui sont soi-disant de gauche ou anarchisants et dont la bonne conscience ou les traits d'humour ne servent qu'à faire oublier à la fois leur manque de volonté ou de courage et leur propre incapacité intellectuelle à concevoir la société au-delà du capitalisme, à affronter le régime en place. Ces gens-là supportent très bien la présence de la misère humaine ou l'existence des contradictions que la survie du capitalisme engendre, c'est même principalement leur fond de commerce, et gageons que ce n'est pas cela qui les empêche de dormir.

Cela nous fait penser également à tous ces contestataires, tous ces révolutionnaires ou anticapitalistes qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'organiser, pour ne pas participer au combat du prolétariat en refusant de s'associer librement au combat que mène le POI ou le NPA, qui sont les deux seuls partis dans ce pays, qui chacun à leur façon essaient d'organiser les travailleurs, sans se sentir forcément obligé d'adhérer à ces partis, entre les différents engagements qui leur sont proposés, ils sont incapables de se décider et préfèrent s'abstenir, comme si seule la critique serait constructive ou servirait à quelque chose...

Mes voisins, des Français d'une trentaine d'années maximum, comme pratiquement tous les matins dès que le soleil commence à taper, ont pris leur planche et sont partis se baigner, ils n'ont que quelques dizaines de mètres de plage à parcourir pour être en contact avec les premières vagues. Ensuite ils prendront une bonne douche et le thé sous les cocotiers. Après ils feront un petit brin de lecture ou de cassettes assis sur les marches de l'escalier de la maison qu'ils ont louée, et sur les coups de midi ils partiront déjeuner dans une gargotte indienne à Pondichéry. De retour chez eux, l'heure de la sieste aura sonné. Puis, profitant du coucher de soleil, ils iront faire trempette à nouveau, c'est tellement agréable avec une eau proche de 30°C. En fin de journée, ils iront faire quelques courses avant de passer la soirée entre potes tranquillement installés sous les cocotiers à discuter de ce qui leur passe par la tête, gageons qu'eux aussi refont le monde à l'occasion. Dure la vie, dur le capitalisme, dur de supporter la misère environnante, n'est-ce pas ?

Absolument rien ne m'empêcherait de vivre comme eux dès demain matin, c'est tellement facile. Et puis pendant 20 ans je n'ai pas milité et je me suis détourné de toute activité politique sans que mes convictions n'en aient souffertes, rien ne serait plus facile que d'avoir bonne conscience en me disant qu'au bout du compte mon activité politique ne sert à rien ou presque, qu'on n'a qu'une vie après tout et que je la gâche en la passant devant cet écran d'ordinateur qui me bouffe quotidiennement les yeux, pour en retour ne retirer aucune satisfaction de ce travail ingrat, lassant et épuisant.

Vous comprendrez j'espère qu'étant placé dans cette situation, j'ai franchement du mal à avaler certaines critiques ou à supporter certains comportements, non pas spécialement de la part de militants, mais quand je vois les manifestations d'hypocrisie et de bonne conscience que l'affaire de ces deux "humoristes" a déclenchées, je ne peux me retenir de dire ce que je pense, et vous noterez que je n'ai employé aucune vulgarité, je me suis retenu ou plutôt j'ai passé une meilleure nuit que la veille, donc mon petit cerveau fonctionnait mieux ce matin.

Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Affaire Woerth-Bettencourt, la suite du feuilleton de l'été. Le trésorier de l'UMP et ministre du Travail mis en cause.**

1- Avec l'annonce mardi par François Baroin d'une enquête confiée à l'Inspection générale des finances sur l'affaire Bettencourt, l'UMP

espère que la polémique autour d'Eric Woerth va s'éteindre. Les résultats de l'investigation devraient être rendus sous les 10 jours, a expliqué jeudi matin sur France inter Frédéric Lefebvre. «Ainsi, ceux qui se posent des questions honnêtement vont avoir des réponses: l'administration fiscale a-t-elle reçu des pressions ou non, a-t-elle fait son travail ou non? Et ensuite (...) tout le monde devra se taire et certains devront s'excuser publiquement auprès de M. Woerth», a expliqué le porte-parole de l'UMP.

Un vœu pieux pour l'instant, puisque les critiques ont continué de s'abattre sur la double casquette – ministre et trésorier de l'UMP – d'Eric Woerth. Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer (UMP), a lui-même estimé qu'Eric Woerth serait «probablement» le dernier à pouvoir cumuler un portefeuille ministériel avec la fonction de trésorier de parti.

Bernard Accoyer a jugé légitime leur demande (des députés de l'opposition -LdC) de création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Bettencourt-Woerth. D'après lui, elle «ne pose pas de problème de recevabilité sur le fond». Autre victoire, sur le plan médiatique cette fois-ci: Le tribunal de grande instance (TGI) de Paris a rejeté ce jeudi les demandes de Liliane Bettencourt et de son gestionnaire de fortune, Patrice de Maistre, d'un retrait des sites Médiapart et Le Point des enregistrements pirates réalisés au domicile de l'héritière de L'Oréal.

Pas un jour ne passe sans une nouvelle information sur le sujet, plus ou moins importante. Lemonde.fr a révélé que le ministre du Travail, à l'époque au Budget, a dîné chez Liliane Bettencourt le 30 janvier 2008. Par ailleurs, l'avocat de Florence Woerth a fait savoir que sa cliente avait porté plainte le 24 juin pour diffamation contre Eva Joly et Arnaud Montebourg pour « manifester son souci de vérité et de transparence ». Son mari, le ministre du Travail Eric Woerth, avait annoncé le 20 juin l'intention de son épouse de porter plainte contre le député socialiste et, le 22, contre l'eurodéputée. (20minutes.fr 01.07)

**2-Le fisc a remboursé 30 millions d'euros à la milliardaire Liliane Bettencourt en mars 2008 au titre du bouclier fiscal, une opération qui a dû recevoir l'aval de l'ancien ministre du Budget, Eric Woerth, affirme jeudi le site internet Mediapart.**

Le versement a été opéré par le trésor public via un virement bancaire sur un compte détenu par Liliane Bettencourt à la BNP, selon une source fiscale proche du dossier citée par Mediapart.

Ce remboursement a eu lieu après une demande en ce sens faite par les conseils de Mme Bettencourt, héritière de L'Oréal, adressée entre la fin du mois de janvier 2008 et le début du mois de février 2008, selon Mediapart.

D'après ce site, qui rapporte les propos d'un fonctionnaire des impôts ayant requis l'anonymat, *"les remboursements opérés par l'administration fiscale, lorsqu'ils sont supérieurs à plusieurs millions d'euros, nécessitent l'aval du ministre de tutelle"*.

*"Eric Woerth, ministre du budget au mois de mars 2008, a donc dû donner son accord pour le versement de cette somme colossale"*, ajoute Mediapart.

Selon les chiffres officiels, les 47% de bénéficiaires redevables de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) captent plus de 99% des sommes remboursées, soit en moyenne 75.674 euros par personne. (Lepoint.fr 01.07)

### **Conjoncture industrielle.**

La croissance de la production manufacturière s'est ralentie en juin en Europe, celle de la zone euro tombant même à un plus bas de quatre mois, indication supplémentaire du manque de souffle de la reprise économique dans la région.

*"Dans beaucoup de pays occidentaux, on va voir le rythme de croissance économique ralentir au second semestre de l'année. C'est le chemin que l'on emprunte"*, commente Mark Miller, économiste chez Lloyds TSB Corporate Markets, à Londres.

*"Pour l'Europe continentale, les exportations restent toujours un moteur de la croissance économique mais je ne sais pas combien de temps cela peut continuer."*

En France, la croissance de l'activité manufacturière a ralenti pour le deuxième mois consécutif et le secteur a continué de détruire des emplois.

Le ralentissement de l'activité manufacturière n'est pas propre à l'Europe et touche aussi les pays émergents, puisque l'Inde et surtout la Chine sont également concernés.

La croissance de l'activité manufacturière a ralenti aux Etats-Unis en juin, pour tomber à son plus bas niveau depuis décembre 2009, le secteur affichant toutefois son onzième mois de croissance d'affilée. (Reuters 01.07)

**Ils y pensent tout haut et le font savoir. Augmenter la TVA pour financer la baisse des impôts sur les bénéficiaires des entreprises.**

Interview de Frédéric Bedin qui a été réélu pour un an à la tête de Croissance Plus, association patronale des sociétés à fort potentiel.

Le Figaro.fr/JDF.com - Quel bilan tirez-vous pour l'année 2009 ? Frédéric Bedin - Nous avons d'abord obtenu le renouvellement du crédit impôt-recherche. Nous avons également décroché, aux côtés d'autres organisations, la nomination d'un médiateur de la sous-traitance.

Et notre campus de printemps à Avoriaz a été un succès: nous avons réuni trois ministres, la présidente du Medef Laurence Parisot, et les représentants de tous les syndicats.

Comment les entreprises de croissance ont-elles vécu la crise ?

Elles continuent à grandir! Par divers moyens: fusions, ouverture du capital, recherche de nouveaux marchés à l'étranger, etc. Les 350 membres de Croissance Plus ont créé 50.000 emplois sur les cinq dernières années. Les entreprises de service adhérentes de Croissance Plus ont vu leur chiffre d'affaires croître de 50% en 2009.

Nous encourageons d'ailleurs les Français à utiliser leur énergie pour soutenir les entreprises de croissance plutôt qu'à tenter de sauver celles qui périclitent. Nous sommes un foyer de croissance potentiel, et un nid d'optimisme!

Quels chantiers vous attendent en 2010?

Notre principal cheval de bataille sera la fiscalité. On ne peut pas durablement avoir un impôt sur les sociétés «en cloche», avec des petites et grandes sociétés payant peu d'impôts et les moyennes, en croissance, soumises à plus de charges!

De façon plus générale, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés en Europe est de 25-26%, alors qu'en France nous culminons à 33%. Nous demandons une baisse de l'impôt sur les sociétés et une hausse de la TVA. C'est possible, le nouveau gouvernement britannique l'a même fait en 15 jours. (Lefigaro.fr 01.07)

Même dans ce genre de réunions patronales on trouve les syndicats !

### **Vive les vacances !**

Les syndicats d'aviateurs -personnels qui ravitaillent les avions en carburant- ont décidé jeudi de lever leur appel à une grève nationale à partir de vendredi, après avoir obtenu l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO avait appelé à ce mouvement de grève reconductible à compter du 2 juillet pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et de sécurité. Le mouvement aurait pu sérieusement perturber les premiers départs des grandes vacances. (AP 01.07)

---

### **Le 3 juillet**

J'ai rectifié la date de la causerie d'hier, un copier/coller inachevé quoi.

### **Un parvenu, paranoïaque, psychotique, corrompu, flambeur, frimeur, etc., dirige le pays.**

De Dominique de Villepin à propos du remaniement ministériel annoncé par Sarkozy et qui aura lieu... dans trois mois : "*C'est une grande première, un remaniement annoncé par anticipation avec un effet différé de plusieurs mois. Dans quelle situation sont aujourd'hui les ministres montrés du doigt, qui sont supposés devoir partir? Dans quelle situation sont-ils vis-à-vis des Français, vis-à-vis d'eux mêmes, mais surtout vis-à-vis de leur administration? Un ministre, c'est le chef d'une administration, or un ministre en sursis, qui est désigné comme partant, c'est un ministre qui perd immédiatement tout son crédit auprès de son administration*"

On imagine la joie qui est la sienne à exhiber à la face du monde sa toute puissance sur le destin des uns et des autres. Sans parler du déni de responsabilité que cela révèle. « *Ca n'est pas moi qui échoue, mais les nuls qui sont tout autour de moi et m'ont trompé. Donc, je vais les punir et les faire souffrir* ».

Durant trois mois, le souverain va pouvoir amuser la galerie des journalistes politiques avec son remaniement. Qui sera disgracié ? Qui sera épargné ? Qui sera élevé ? Étonnant spectacle que ce narcissisme pathologique érigé en modèle politique, terrible alliance de la corruption des mœurs et de la perversité d'un caractère.(Lepost.fr 02.07)

### **Retraites. UMP et PS : même combat.**



Ajustement de communication ou stratégie électorale, le premier secrétaire du PS insiste désormais sur le fait qu'il sera inévitable de "*travailler plus longtemps*" et que sa formation ne prône pas le retour à l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde si elle arrive au pouvoir.

La contre-réforme des retraites, approuvée par tous les courants internes en mai au terme de longues négociations, acte l'allongement de la durée de cotisation mais "*la droite nous matraquait sur le mode: ils sont barjots, ils veulent obliger tout le monde à partir à 60 ans*", explique un membre de la direction du PS. "Cela n'a jamais été le cas".

"(Nicolas Sarkozy) voudrait une opposition qui dit n'importe quoi, qui soit irréaliste, mais les Français savent que nous savons gérer", a fait valoir l'ancienne ministre des Affaires sociales mardi à Roubaix lors d'un meeting sur les retraites.

"Il va falloir travailler plus longtemps, nous en sommes bien d'accord", répète-t-elle dorénavant, défendant une réforme "*équilibrée*": un tiers de mesures d'âge, un tiers de mesures fiscales et un tiers de réforme de société - un argumentaire qu'elle n'avait jamais utilisé jusqu'alors.

Pas question non plus de nier l'état désastreux des finances publiques de la France: les mots rigueur et austérité font de plus en plus partie de son vocabulaire - un changement sémantique qui hérisse la gauche du PS.

On assiste à la "*première étape du recentrage de la première secrétaire candidate*", analyse un proche du porte-parole du parti, Benoît Hamon. "*On savait que ça allait arriver mais la rapidité avec laquelle elle enclenche la deuxième est un peu déconcertante*", déplore-t-il.

Le nouveau discours de Martine Aubry a en revanche les faveurs des partisans de Dominique Strauss-Kahn, qui saluent un retour au réalisme.

"On sait tous qu'on ne peut pas sauver le système de retraites sans mesures d'âge", explique François Kalfon, secrétaire national aux études d'opinion. "*Penser qu'on gagne une présidentielle par la gauche, ça n'a plus cours*." (Reuters 03.07)

No comment, c'est assez clair !

## Etats-Unis

Quelque 125.000 emplois ont été détruits en juin aux Etats-Unis, chiffre le plus important depuis octobre dernier, selon les statistiques diffusées vendredi par le ministère du Travail. (AP 02.07)

## Chine

La Chine a annoncé vendredi la révision de la croissance de son produit intérieur brut 2009 à 9,1% contre une estimation antérieure à 8,7%.

Sur son site internet, le Bureau national de la statistique explique cette modification par une réévaluation à la hausse de la production industrielle et une meilleure contribution du secteur des services. (Reuters 02.07)

---

## Le 4 juillet

Un petit problème informatique, j'actualiserai les rubriques demain.

On est dimanche, c'est l'été, c'est les vacances paraît-il, on en profite pour se détendre.

Il est 9h du matin, 5h30 en France, Magueswary m'appelle pour me rassurer dès fois que j'aurais lu tôt ce matin un article sur ce qui s'est passé cette nuit à Aubagne, elle vient juste de rentrer chez elle.

Sur les coup de 3h30 des individus ont mis le feu à des poubelles situées en bas de chez elle à quelques mètres d'importantes canalisations de gaz. Police et pompiers arrive rapidement sur les lieux, tout le quartier est évacué car une odeur de gaz aurait été détectée. Heureusement qu'elle n'a pas pris son somnifère car il est si puissant qu'elle ne se serait pas réveillée. Elle me dit que son coeur bat un peu vite, mais que tout va bien, elle ajoute "*c'est tout le pays qui est comme ça, tout le monde en a marre, il y a vraiment trop de violences et de problèmes...*".

On a discuté encore un moment au téléphone, elle attend que la Cotorep lui confirme (définitivement) son statut d'handicapée depuis plus de trois mois, pour la seconde fois en un an ils ont perdu son dossier ! Je lui ai répété que lorsqu'elle en aurait terminé avec ses papiers, le

mieux serait de quitter définitivement ce pays puisque son coeur est réparé et fonctionne correctement, que dans notre situation on a tout intérêt à vivre en Inde plutôt qu'en France, elle craint un nouveau tsunami, puis elle me parle de son mal de tête persistant depuis son opération du coeur, qu'elle le vive en France ou en Inde c'est du pareil au même, oui mais en France en cas de problème elle sera mieux soignée, sans doute, peut-être, elle n'a pas encore admis qu'elle devra continuer de vivre le restant de ses jours avec des douleurs quotidiennes et je n'ai pas réussi davantage que ses médecins à lui faire comprendre que sa survie était à ce prix-là et qu'on n'y pouvait rien...

En quittant la France en août 96, c'était une façon de dire merde au capitalisme, merde à la vie à laquelle il nous destinait et qui allait forcément empirer au fil du temps, quand on n'a pas le choix et qu'on ne peut pas s'en sortir quelque part, on tente sa chance ailleurs, c'est un réflex de survie plus qu'autre chose dans mon cas, surtout quand on n'entend pas transiger sur nos principes ou convictions, il arrive un moment où on se retrouve dans une situation intenable, au chômage, en location dans le privé et sans revenu, sans aucun soutien familial ou autres que faire d'autres que de partir quand on en a encore la possibilité, on prend certes un énorme risque mais on n'a pas le choix.

Il y a des gens qui peuvent compter sur leur famille ou des amis, ce n'est pas mon cas, il faut dire que je n'ai rien fait pour non plus, j'ai horreur de l'hypocrisie. Il y a des gens qui économisent et qui sont propriétaires de leur habitation, j'ai choisi avant tout de vivre et de ne pas m'embarasser la vie avec un titre de propriété, d'être tenu au système par un crédit, je considérais que c'était déjà hypothéquer le peu de liberté que leur société nous accorde, je ne pouvais m'y résoudre compte tenu des incertitudes qui planaient sur notre avenir. Je ne regrette pas ce choix, ai-je eu vraiment le choix, oui entre la lèpre et le choléra comme toujours pour tous ceux de notre classe.

On n'est pas partis en Inde pour faire fortune ou exploiter la misère humaine, mais pour travailler et essayer de vivre de notre travail sans avoir en permanence à rendre des comptes à une saloperie de patron et angoisser à l'idée de se retrouver une énième fois au chômage pour délit d'opinion ou refus de servir comme esclave. Maintenant les choses ne se sont pas déroulées exactement comme on l'espérait, je voulais monter une cocoteraie pour assurer nos vieux jours et personne ne nous a aidé du coup ce projet a avorté, j'ai bossé comme prof de français, je me suis cassé la tête pour passer mon premier diplôme universitaire à 45 ans, mais là encore il aurait fallu que je me batte et courbe l'échine pour conserver mon emploi ou en trouver un autre, j'ai refusé de me plier à cette exigence, l'être humain en général est superficiel et médiocre, j'étais parti de France justement parce que je ne le supportais plus.

Pour peut-être obtenir un poste de prof de français à plein de temps au lycée français en contrat local, on m'a expliqué que je devais faire du lobbying, je ne déconne pas, la secrétaire du proviseur m'a dit que je ne passais pas assez souvent, que je ne savais pas m'y prendre, qu'on ne me voyait jamais, il faut vous montrer monsieur Tardieu, etc. La dernière prof que j'ai remplacée et qui prendra sa retraite cette année est une catholique fanatique, dans le hall d'entrée de sa maison qui donne sur la rue elle a accroché des panneaux vantant les mérites de Jésus, et une fois qu'on a pénétré chez elle on s'aperçoit tout de suite qu'il y en a sur tous les murs, plus des statues de la Vierge, des Saints, des crucifix, la Bible entourée de guirlandes en papier, de fleurs et de petites lumières, bref, il aurait fallu que je me lie d'amitié avec cette femme pour qu'elle me recommande au proviseur et qu'ainsi j'ai une bonne chance de la remplacer, non franchement je ne pouvais pas me résoudre à faire preuve d'une telle hypocrisie. Elle m'avait invité à venir avec Magueswary le dernier jour de mon remplacement, on pourrait déjeuner ensemble m'avait-elle dit, je n'ai jamais donné suite.

Je ne suis pas un homme de compromis, dans la vie comme en politique, et je ne suis pas du genre à dire aux autres faites ce que je vous dis mais ne faites pas ce que je fais. Je commence par m'appliquer à moi-même les principes que j'ai adoptés, c'est la raison pour laquelle je ne laisse jamais passer la moindre accusation de faiblesse, surtout pas de la part de militants qui se comportent en procureurs et dont nous serions bien curieux de connaître le comportement dans la vie de tous les jours, car cela ne doit pas être plus brillant que chez nos contemporains en général.

Vous pouvez comparer sur le plan politique (et dans la vie) le comportement de Lénine et Trotsky. Le recours au compromis se justifie en dernier lieu, lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité de parvenir à ses fins ou d'avancer vers l'objectif qu'on s'est fixé.

Lénine a toujours eu une profonde aversion pour le compromis, contrairement à Trotsky qui présentera en permanence cette faiblesse. Que ce penchant de Trotsky se retrouve dans ses écrits et certaines de ses analyses ou positions, cela n'a apparemment jamais effleuré le moins du monde l'esprit de ses "héritiers". Je serais même tenté d'affirmer qu'ils ont fait pire en les généralisant jusqu'à la caricature, je pense bien sûr au front unique que l'on ne devrait utiliser qu'en dernier recours tant il présente d'inconvénients, à défaut de mieux il peut arriver que l'on soit obligé d'en passer par une sorte de compromis avec des partis que l'on considère comme nos ennemis et ceux du prolétariat, au point, si l'on s'acharne à y recourir tous les quatre matins, de favoriser le développement d'une confusion dans la tête des travailleurs entre ce que ces partis sont réellement et ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais, alors que la classe ouvrière les a vus à l'oeuvre pendant des décennies ou davantage et sait déjà quoi en penser, mais ses certitudes sont fragiles et mal étayées en l'absence d'une conscience politique développée, cette opération quand elle prend une tournure répétée et quasi névrotique s'apparente à un lavage de cerveau où l'on oublie toutes nos certitudes pour les remplacer par d'autres du jour au lendemain sans autre forme de procès. Je ne suis pas sûr que Trotsky et Lénine aient conçu le front unique à cette fin, un euphémisme. Le POI est passé de la caricature au grotesque en appelant le PS à réaliser l'unité pour le retrait du projet du gouvernement sur les retraites, alors que ses dirigeants s'emploient quotidiennement à expliquer qu'ils soutiennent ce projet et donc Sarkozy. Il est passé maître dans l'art de colporter des illusions dans le PS et le PCF chez les travailleurs.

On peut très bien définir une orientation politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et que ses représentants devraient en principe adopter, reprendre ou défendre si leurs actes étaient conformes à leurs intentions, sans qu'il soit nécessaire de les appeler à le faire, une fois constaté qu'ils en ont adopté une qui constitue l'antithèse de la nôtre. Dès lors, on aurait davantage intérêt à démontrer aux travailleurs le côté foncièrement réactionnaire de ces partis et de leurs politiques pour qu'ils s'en détachent ou ne leur accorde aucune confiance, ces partis

constituant des obstacles à la résolution des problèmes auxquels est confronté le prolétariat.

Une autre voie, une autre stratégie existe.

D'un côté, on expose notre propre politique, de l'autre, on expose honnêtement et loyalement en quoi la politique des autres partis est réactionnaire, sans recourir à des insultes ou des procédés foireux pour en détourner les travailleurs, partant du principe que l'on construit un parti pour prendre le pouvoir. Or, comme ce n'est pas l'objectif du POI ou du NPA, dont l'existence et la raison d'être consistent à enchaîner des batailles les unes après les autres qui n'ont aucun lien entre elles, et oui fatalement puisqu'ils font abstraction volontairement du seul lien susceptible de fournir une orientation à leur combat, la question de l'Etat et du pouvoir politique, le combat pour renverser le régime. Même dans leur propagande il n'en est nulle part question.

Les dirigeants de ces partis se sont détournés de cette stratégie parce qu'ils n'y croient pas ou plus, pour eux il est impossible d'envisager que dans l'avenir un parti ouvrier pourrait prendre un jour le pouvoir, ils considèrent concrètement qu'il n'y a aucun enseignement à tirer de la révolution russe et du parti bolchevique, la révolution d'Octobre fut une exception, un anachronisme, et en remontant plus loin ou en se demandant pourquoi, on arrive au constat qu'ils ne croient plus non plus le prolétariat capable un jour de prendre le pouvoir. Pour eux la solution ne peut être qu'institutionnelle, alors que la révolution brise la légalité des institutions, ce qui explique qu'ils lorgnent sur les élus jusqu'à s'encanailler avec des membres de partis bourgeois sous des prétextes divers, par exemple la défense de la laïcité, des départements, etc.

En réalité, c'est dans le socialisme qu'ils ne croient pas ou plus, d'où l'adhésion possible à leurs partis de personnes rejetant le socialisme, dès lors le marxisme ne leur sert plus à rien, ils peuvent construire des partis qui n'y font pas référence. Ainsi ils peuvent donner l'impression d'oeuvrer à notre cause, alors qu'en réalité ils s'éloignent et nous éloignent de plus en plus de notre objectif qu'ils ne partagent pas. (A suivre)

Une autre histoire qui remonte au début de l'année.

Magueswary mon épouse était retournée en Inde début décembre et elle n'est repartie en France que le 18 mars. Elle s'imaginait que le gouvernement lui avait versé la prime de Noël qu'il avait alloué aux Rmistes en 2008, elle était d'environ 120 euros, plus de 7.000 roupies, de quoi faire une super java en Inde ! Manque de bol, en consultant son relevé bancaire à son retour, pas trace de l'aumône de La Talonnette. Manju qui ne peut pas piffré le locataire du Palais questionne des gens, qui lui apprennent qu'elle avait été supprimée sous prétexte que le RSA avait remplacé le RMI, le gouvernement subventionne la misère, il ne faut pas lui en demander trop sous peine de ruiner l'Etat déjà fortement endetté. Donc on s'en passera.

Elle a gardé l'habitude de rincé le sac plastique contenant un demi-litre de lait avec de l'eau et de la mélanger avec le lait lors de la préparation du thé au lait, un truc de pauvre qui ne perd pas une goûte de lait et qui connaît la valeur de l'argent. Alors le mauvais coup de l'ami des clients du Fouquet's passe mal, normal.

La dernière sortie de Stéphane Guillon confirme ce que j'ai écrit avant-hier dans ma causerie : "*Jean Cule Hees*", le PDG de Radio France. (Le Monde 02.07)

Excusez-moi camarades fonctionnaires, pour le centième de cela dans le privé vous êtes viré sur le champ sans aucune indemnité pour faute lourde indéfendable devant les prud'hommes. Je me souviens de violentes altercations avec des patrons pour avoir seulement osé leur tenir tête, du genre : "vous me prenez pour un menteur ? ", et moi de répondre, "si vous le dites", pourquoi devrais-je être le menteur", "vous insistez, cela va mal se terminer", et ma réponse "on verra", et le patron d'enchaîner "c'est tout vu, vous êtes virés", avec quelques variantes j'ai bien connu cela une bonne dizaine de fois. J'ai bossé dans plus de 45 boîtes donc je connais la musique, si tu oses répondre à un patron dans le privé ou un de ses petits chefs de merde, tu peux commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour le centième chez mes parents quand j'étais même jusqu'à l'âge de 16 ans, j'en prenais une dans la figure, c'était automatique. Le champ lexical de ce monsieur ne fait pas partie de mon éducation et je n'ai pas envie de l'y ajouter. On vise un idéal dans la vie, pas la médiocrité. Moi aussi je suis vulgaire parfois, par économie de langage ou pour me défouler, mais Guillon dépasse les bornes, vous avez déjà traité votre patron ou votre chef d'enclulé ? Ne vous marrez pas, il y en a qui ne doutent de rien et qui entre nous ne valent guère davantage, qui vont réclamer sa réintégration !

Pour revenir sur l'ex-préfet condamné hier à 1.500 euros d'amende pour avoir soi-disant tenu des propos racistes envers des employées de la douane, les agences de presse et les médias nationaux ont fourni deux versions. Avant que le juge ne se prononce, donc avant-hier, ils ont repris textuellement ce qu'il avait dit "on se croirait en Afrique ici" en précisant que deux employées d'origine antillaise l'auraient entendu ajouter "il n'y a que des Noirs". Dès que le verdict est tombé, donc hier, les médias se sont empressés de relier les deux propositions qui ne forment plus qu'une seule phrase : "on se croirait en Afrique ici, il n'y a que des Noirs".

Pas de quoi en faire un plat, même si ce genre de réflexions ne nous viendrait pas à l'esprit. Ce qui n'est pas le cas de beaucoup de gens qui n'ont pas vraiment conscience de l'interprétation que l'on pourrait donner de leurs propos ni de leur portée, alors qu'ils ne sont pas spécialement racistes. Un ouvrier qui sort une blague sur les Belges est-il pour autant xénophobe ? Ce monsieur qui a vécu en Afrique sait sans doute de quoi il cause et son allusion malheureuse n'était pas fortuite, elle reposait sur une expérience. S'il généralise c'est qu'il a ses

raisons.

Au cours des trois derniers mois, je suis allé sept fois au bureau d'électricité pour qu'ils viennent changer le collier complètement rouillée et brisée en deux qui tient au poteau électrique la barre en fer à laquelle les fils électriques de ma maison sont raccordés. Au total, je me suis adressé à une, deux, trois, quatre, cinq personnes travaillant dans ce service, plus leur chef qui m'a reçu deux fois. J'ai déposé une lettre parce qu'ici c'est la procédure, chaque fois on m'a répondu : demain matin, j'attends toujours que la réparation de fortune qui a été effectuée il y a trois mois soit suivie du remplacement de ce collier ; ce sont aussi les cables électriques situés le long de la rue qui pourraient atterrir par terre et électrocuter quelqu'un ou foutre le feu à une cabane, ils s'en foutent complètement, alors que cela m'inquiète, les gens du village se retourneraient contre moi en cas de problème, bref, ils sont complètement irresponsables, il n'y en a pas un pour relever l'autre, on est donc en droit de généraliser, puisque cela correspond à la stricte réalité malheureusement. Et tout est ainsi en Inde.

Est-ce être raciste de le dire, faut-il fermer sa gueule et dire que c'est un pays merveilleux avec des gens agréables à vivre ou à cotoyer ou développés ? Pourquoi les choses sont ainsi est une chose que l'on peut aborder avec un certain détachement lorsqu'on n'y est pas confronté soi-même quotidiennement, on peut se permettre de juger une situation et des gens sur lesquels en fait on ignore tout ou presque, c'est facile, mais lorsque chaque jour on est confronté à cette réalité, aux mêmes problèmes qui reviennent sans cesse parce que des gens n'ont pas été capables de faire preuve d'un minimum de responsabilité ou tout simplement de faire leur boulot correctement, affecter un air détaché devient un luxe qu'on ne peut vraiment pas se payer, surtout avec la chaleur écrasante qu'il fait ici.

Faudrait-il jouer les hypocrites ou les flatteurs que cela ne servirait à rien, car ces fonctionnaires savent qu'ils ont tous les pouvoirs et que vous n'en avez aucun, que vous êtes à leur merci, rien que pour vous emmerder ils peuvent décider que vous n'aurez pas d'électricité pendant plusieurs jours, cela va très loin, je parle du simple employé en bas de l'échelle, donc vous avez intérêt à leur parler tranquillement, à ne pas vous énerver surtout, sinon vous pouvez attendre indéfiniment le règlement de votre problème, ils sont tous corrompus et en plus nous en sommes les otages, de quoi forcément les prendre en sympathie naturellement. Comme dirait l'autre, il y a des limites à ce que l'on peut supporter. Ils sont tellement inconscients ou irresponsables que tout se passe avec le sourire, ils vous offrent le thé et s'enquière de votre famille, etc., c'est complètement délirant... et rageant ! Il faut prendre la vie avec philosophie, cela ira mieux après, allez donc faire une prière au temple pour vous calmer, cela pourrait être pire, et ici il existe partout pire que pire que pire jusqu'aux malheureux qui bouffent directement dans les poubelles que les chiens ont déjà faites...

Magueswary qui est d'origine indienne, tamoule et noire a déménagé fin mars, c'est l'OPAC qui lui a attribué un nouveau T1 (HLM) à Aubagne près de Marseille. Nous sommes le 4 juillet, il s'est donc écoulé plus de trois mois, elle n'a toujours pas le gaz et lorsqu'elle branche un appareil électrique les fusibles sautent, de plus, elle est handicapée à 80%, elle a son problème cardiaque et elle est asthmatique, cet appartement est situé en plein centre ville à quelques dizaines de mètres d'un terminal de bus si j'ai bien compris, bonjour la pollution. Elle est en droit de dire "on se croirait en Inde, c'est même pire encore" et si elle n'a que des Blancs en face d'elle et qu'ils la traitent de raciste, elle pourra toujours leur répondre que la connerie humaine ne connaît pas de distinctions entre Noirs et Blancs !

Des militants expliquent qu'il faut réactiver le réseau des collectifs qui avaient contribué à la victoire du non le 29 mai 2005. Pourquoi pas, pourquoi pas avant, passons, et que s'est-il passé depuis le 29 mai 2005 ? Sarkonapoléon a signé le Traité de Lisbonne qui reprenait à la lettre le TCE à l'exception de la troisième partie qu'il veut maintenir inscrire dans la Constitution française.

Il bafoue la démocratie, il piétine nos droits, tout fout le camp quoi, et on nous propose comme au POI d'engager bataille après bataille sans se fixer pour objectif de renverser le régime, à ce compte-là dans un siècle on y sera encore après sans doute avoir été transformés en esclaves...

Des manifestants grecs scandaient il y a quelques jours : "*il faut brûler le parlement*". Se préparer à l'assaut contre les institutions, les désigner comme responsables de la situation sociale, c'est la bonne voie, dit peut-être avec d'autres mots pour le moment. Le POI s'était fait le relais des manifestants grecs qui scandaient notamment à bas l'Union européenne et le FMI il y a quelques semaines déjà, question : reprendra-t-il ce dernier mot d'ordre : il faut en finir avec les institutions de la Ve République ?

---

## Le 5 juillet

Vive la République, Vive la démocratie et Vive la France :

- Raffarin en appelle au «*consensus républicain*» - Lefigaro.fr
- Aubry s'oppose à «*une République abîmée*» par «*trois ans de sarkozysme*» - Libération.fr
- Aubry : "*Le pouvoir en place abîme notre démocratie*" - LePoint.fr

Restaurons la démocratie, restaurons la République, restaurons ces piliers qui permet à Etat de remplir sa fonction, peu importe leur nature sociale, on s'en tape, l'essentiel n'est-il pas de paraître face à ce peuple de demeures, et puis qui nous contredira, personne ou presque, quelle aubaine, c'était quasiment inespéré par les temps (difficiles) qui courent !

Voilà des mots d'ordre mobilisateurs qui permettent de comprendre clairement le rôle des différents acteurs politiques, des mots d'ordre partagés par le plus grand nombre, la "vraie" démocratie en marche, c'est beau quand même, cela inspire le respect, non ? Des mots d'ordre qui ne sentent pas la démagogie, le populisme, l'hypocrisie, l'opportunisme, mais non, mais non, camarades, c'est l'avenir ! Toutes classes et partis confondus chantons en coeur : Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivée... Dommage quand même que personne ne trouve à ajouter : Et vive le socialisme !

La crise politique est ouverte, on devrait s'en réjouir comme on devrait le faire pour la crise du capitalisme, mais devant le spectacle minable que le POI et le NPA nous offrent, on a plutôt envie d'hurler de douleur. Quand est-ce que ces partis vont se décider enfin à faire de la politique, quand est-ce qu'ils vont se décider à poser la question de l'Etat et du pouvoir politique ?

Le PRG demande la dissolution de l'Assemblée nationale, il y a quelques jours c'était Marie-Ségolène Royal et Noël Mamère qui affirmaient chacun de leur côté que le gouvernement était corrompu, pourri quoi, alors qu'est-ce qu'on attend pour dire : Sarkozy et les banquiers DEHORS ! Parce que cela ne suffit pas évidemment, il faut avoir quelque chose de consistant à proposer ensuite. Ne serait-il pas là leur problème ? : la répartition des richesses sans en finir au préalable avec la Ve République, c'est tout juste bon pour amuser la galerie entre naïfs ou ignorants, l'Assemblée constituante sans désarmer sur le plan économique et politique la réaction, au pire c'est frayer la voie au fascisme, au mieux au Front populaire donc à aucun changement radical de société, dans les deux cas voir la situation en Bolivie...

Non la situation n'est pas "difficile", "grave", "complexe", pourquoi pas désespérée pendant qu'on y est. Ceux qui le prétendent insidieusement ne tenteraient-ils pas ainsi de démoraliser les militants qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, de les décourager, de les démobiliser, de leur faire croire qu'il n'existerait aucune issue politique ? Les militants ou les travailleurs qui sont prêts à en découdre avec le régime et qui constatent quotidiennement qu'on ne leur propose aucune issue politique peuvent sombrer dans la violence individuelle ou le désespoir de ce fait.

Devrait-on combattre uniquement pour des objectifs réalisables immédiatement ? Bien sûr que non, mais ce n'est pas parce qu'on ne peut pas les atteindre aujourd'hui qu'il faudrait les abandonner, au contraire il faut maintenir notre orientation, car le jour où les conditions seront réunies pour se les fixer concrètement et les atteindre, vous ne serez pas surpris, vous serez ainsi en mesure d'analyser la situation à sa juste valeur, vous serez parmi les premiers à comprendre quelles tâches le prolétariat doit se fixer à cette étape de la lutte des classes, condition essentielle pour aller de l'avant, toujours aller de l'avant car à partir du moment où le processus révolutionnaire sera ouvert il ne sera plus question de piétiner ou de reculer, toute hésitation pourra être fatale, il s'agira de toujours avancer pour finalement terrasser notre ennemi et prendre le pouvoir.

Tout cela peut vous sembler bien loin ou utopique, souvenez-vous des révolutions du passé, en quelques jours la conscience de classe du prolétariat peut faire un bond de dix ans en avant, donc ne nous fions pas aux apparences qui peuvent être trompeuses, travaillons à saper les bases du régime comme l'avait fait Lénine, alimentons en permanence la haine de la classe ouvrière dans les institutions et le capitalisme, gravons dans l'esprit des travailleurs que seule une révolution viendra à bout du vieux monde et qu'ils en seront les acteurs principaux, ayons le courage et la volonté de les éduquer au socialisme, à défaut de grandes avancées pour le moment, satisfaisons-nous de gagner travailleur après travailleur à notre combat émancipateur, c'est le seul objectif dont nous sommes comptables aujourd'hui, car nous n'avons pas les moyens à nous tout seul d'entraîner la classe au combat et de vaincre Sarkozy, ne vous tracassez pas, la classe se mettra en route quand son heure aura sonné, soyez patient par dessus tout, pas plus la grève que la révolution ne se décrètent et pourtant elles sont toutes deux légitimes, si les choses ne se passent pas comme on les aurait souhaitées ou comme on les avait prédites, c'est que nous n'avons pas résolu un problème, le problème ce n'est pas la classe, le pouvoir en place ou les appareils, mais notre interprétation de la situation qui n'est pas correcte et donc notre incapacité à intervenir dans la lutte de classes de telle sorte que nous construisions le parti pas à pas mais sûrement.

Il y a un siècle, on pouvait gagner puis perdre autant de militants très rapidement, c'était normal étant donné le niveau intellectuel de la population à cette époque, depuis bien des choses ont changé, il est possible d'élever le niveau de conscience des militants au-delà des phrases apprises par coeur sur le socialisme, il est possible d'en saisir la substance et de la faire couler dans nos veines pour qu'il n'en sorte plus jamais, profitons du temps qui nous est accordé pour s'atteler à cette tâche car lorsque les choses sérieuses seront à l'ordre du jour et le combat engagé, nous n'en aurons plus le temps et nous serons plus en mesure de corriger nos faiblesses, pire on n'en comprendra pas la nature. Nous mêmes, militants, lisons, étudions, discutons, formons-nous au marxisme, avant de faire table rase du passé dans les faits, commençons par examiner attentivement sur quoi reposent nos convictions, nos positions, nos arguments, soyons sans concession avec nous-même, refusons la facilité, c'est refuser la fatalité, essayons d'agir consciemment, livrons-nous à l'examen de chacun de nos gestes, chacune de nos paroles avant de critiquer les autres, donnons-nous pour objectif de toujours progresser, c'est seulement au prix de cet effort que nous vaincrons. (A suivre)

Je répondrai cette semaine aux deux courriels du camarade étudiant, sans faute ! J'ajouterai un article sur l'Inde. J'allais oublier de vous dire qu'il y a une nouvelle grève générale de 24h contre la hausse des prix, je m'en suis aperçu tout à l'heure en voulant aller faire des courses. En fait tout est fermé et tous les commerces ouvriront à 18h ce soir.

Je n'ai pas le temps de commenter chaque article de presse que je mets en ligne, vous aurez constaté si vous suivez le site depuis 2005, que tous les facteurs dont j'avais prédits qu'ils prendraient rapidement une place essentielle dans la situation mondiale, occupent aujourd'hui le devant de la scène, la démographie, la hausse des prix et des salaires en Chine, etc. et lorsque j'ai été convaincu que la crise actuelle durerait, vers la fin 2007, j'avais expliqué que pour s'en sortir ils compteraient sur la Chine et les pays dits émergents, j'ai aussi été l'un des premiers à évoquer les dizaines milliers de milliards de dollars qui étaient en jeu dans cette crise, j'ai même osé avancer que c'était la crise

finale du capitalisme sans pronostiquer de quelle manière elle prendrait fin puisque tout dépendra du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale, j'étais donc bien en phase avec la situation. Pour un "mégalomane" ou un "gauchiste", ce n'est pas mal, non ? N'hésitez surtout pas à comparer avec ce que les uns et les autres ont pu nous raconter, comparez la profondeur des analyses, les facteurs et arguments de chacun... Si je peux vous donner mon avis, ils se sont contentés de débiter ce qu'on savait déjà sans s'aventurer plus loin, craignant sans doute que la moindre erreur leur soit fatale ! On va terminer par un trait d'humour.

En fait chacun détient un petit bout de la vérité ou chacun privilégie un facteur au détriment des autres, il y a des militants extraordinaires dans toutes les formations politiques, il faut le rappeler parfois, mais personne jusqu'à présent n'est capable de les relier entre eux, quand on y parviendra on aura résolu notre problème de la direction du prolétariat. Mon boulot est de faire en sorte qu'on y parvienne le plus tôt possible, et je n'ai évidemment pas la prétention d'y parvenir seul ou d'être le militant qui résoudra ce problème. Disons les choses telles qu'on les pense sans tourner autour du pot, mais soyons modeste et patient.

Bonne semaine à tous.

## Quelques infos en bref.

### Le ministère de l'Injustice et de l'Insécurité.

#### 1- Affaire Bettencourt : il court il court le furet...

Le gouvernement français ne fera pas obstacle à une enquête pour blanchiment de fraude fiscale visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a déclaré la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, prépare cette enquête sur la base notamment des enregistrements clandestins des propos du gestionnaire de fortune de la femme la plus riche de France, qui est au coeur d'un vif débat qui éclabousse le gouvernement en période de crise.

"Le parquet le peut", a dit Michèle Alliot-Marie sur Europe 1. "Il est évident que je n'y mets pas d'obstacle."

"Ce qui s'est passé, semble-t-il, c'est que parmi les gens qui étaient autour d'elle, certains avaient organisé une fraude visiblement bien organisée puisqu'elle a échappé au contrôle normal qui est effectué par les services fiscaux", a-t-elle dit.

Cette affaire a provoqué une tourmente politico-médiatique, le ministre du Travail Eric Woerth, qui était ministre du Budget et donc à la tête des services de contrôle fiscaux jusqu'en mars 2009, étant soupçonné de conflit d'intérêt dans ce dossier.

Son épouse Florence Woerth, qui travaillait chez Clymène, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, a récemment démissionné après la publication des enregistrements.

Dans son édition de vendredi, *La Tribune de Genève* cite un banquier suisse anonyme qui affirme qu'elle avait ses habitudes à Genève, où elle gérait les comptes de l'héritière de L'Oréal.

Michèle Alliot-Marie a également démenti que Liliane Bettencourt n'ait plus fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis 15 ans, comme l'affirme le site internet Mediapart.

"Mme Bettencourt (était), comme tous les très gros contribuables français, soumise régulièrement à des contrôles", a-t-elle expliqué. "En ce qui concerne les très gros contribuables, vous avez systématiquement des contrôles tous les trois ans." (Reuters 04.07)

A croire que ces "contrôles" sont superficiels ou complaisants, normal, non ?

#### 2- Police, la haine !

Le policier nantais qui, en avril dernier, avait verbalisé une conductrice parce qu'elle était vêtue d'un niqab vient d'être promu.

Il y a trois mois, l'affaire avait fait grand bruit. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, était même monté au créneau pour que le mari de la contrevenante soupçonné de polygamie et de fraude aux aides sociales soit déchu de sa nationalité française. Trois mois plus tard, le brigadier a reçu en récompense le grade de brigadier-chef.

Cette promotion, qui n'était absolument pas à l'ordre du jour avant l'affaire, a été accordée, le 30 juin, lors de la commission paritaire nationale, où se décident les avancements. C'est le secrétaire général du syndicat Unité Police SGP-FO, majoritaire chez les gardiens, qui a directement demandé la promotion. Habituellement, c'est au niveau de la commission paritaire régionale que se décident les avancements.

Mais quand il s'agit d'un "*ponctu*", un piston dans le jargon policier, c'est à l'étage national que les syndicats distribuent les récompenses, main dans la main, avec le ministère de l'Intérieur. En l'occurrence, pour pouvoir récompenser le policier, il a fallu carrément ouvrir un poste sur place qui n'était pas prévu... (Lepoint.fr 03.07)

### **3- Wanted morts ou vifs : Eric Besson et Brice Hortefeux.**

A Eric Besson et Brice Hortefeux , qui osent parler de chasse à l'homme au sujet d'Eric Woerth, je conseille de lire ce qui suit:

L'homme qui s'est noyé jeudi matin dans la Seine à Draveil, dans l'Essonne après y avoir sauté pour échapper à la police, était un Guinéen de 28 ans, arrivé en France en 2006. Selon une source proche de l'enquête, il se trouvait en situation irrégulière et habitait Grigny .

Un témoin l'a vu, vers 10h00 du matin, courir, poursuivit par des policiers, puis se jeter dans la Seine.

D'après *Le Figaro* les policiers l'ont sorti de l'eau et tenté de le réanimer car l'homme était toujours en vie.

Malheureusement, ce jeune homme, dont la seule faute était de n'être pas muni du bon morceau de papier, est décédé peu de temps après.

Voilà une chasse bien réelle qui malheureusement s'est terminée, comme pour un animal, par la mort du "*chassé*".

Je crois que vos outrances langagières, votre façon de parler de chasse à l'homme, juste au moment où le résultat de votre politique de l'immigration nauséabonde aboutit, encore une fois, à la mort d'un être humain, est totalement déplacée et indécente .

- Vous poussez des hommes à en traquer d'autres, alors que le cœur de leur métier est de protéger et de garantir la sécurité des personnes, sans distinction de nationalité.

- Vous poussez des êtres humains à choisir la mort parce qu'ils n'ont pas le petit morceau de plastique qui vous convient...

Alors, messieurs Besson et Hortefeux, fiers de vous, des résultats concrets de votre action au gouvernement qui encourage la chasse à l'homme... sans papiers?

Croyez moi, votre responsabilité morale est bien plus grande en matière de "*chasse à l'homme*" que celle de ceux que vous tentez piteusement de stigmatiser. (Lepost.fr 03.07)

Bien dit, le pauvre monsieur est mort parce qu'il ne savait pas nager ou avait des problèmes respiratoires et non parce que les flics le pourchassaient... Quel acharnement ! Personne ne s'étonnera lorsque l'heure de l'insurrection aura sonné qu'on les tire comme des pigeons, chacun saura se souvenir de ce qu'ils nous ont fait subir, on te vengera.

### **Nouvelle du ministère de la Guerre.**

Le nombre de militaires français engagés en Afghanistan va "*bientôt*" passer de 3.750 à 4.000 avec l'envoi d'instructeurs supplémentaires, selon l'état-major des armées (EMA).

"*L'Afghanistan pour nous, militaires, c'est une guerre compliquée, une guerre, meurtrière, une guerre inscrite dans la durée*", a souligné l'amiral Guillaud. (AP 04.07)

### **Grande-Bretagne.**

Le Premier ministre britannique a demandé à la plupart des ministères de se préparer à des coupes budgétaires pouvant aller jusqu'à 40%. (20minutes.fr 04.07)

### **Société. Quelle fatigue !**

Le taux d'humidité est la clé pour comprendre pourquoi il est beaucoup plus difficile de supporter 25 °C dans un environnement humide que 35 °C dans un environnement sec. Pour garder le corps à une température constante de 37 °C, l'organisme évacue de la sueur par les pores de la peau. En s'évaporant, elle refroidit le corps : c'est le mécanisme naturel de la transpiration, qui régule la température du corps.

Cette mécanique s'enraye quand l'atmosphère est chargée en humidité. L'évaporation de la sueur devient plus difficile, jusqu'à devenir quasiment impossible passé 90 % d'humidité. La sueur colle à la peau, et l'organisme ne peut plus se refroidir normalement. La chaleur ressentie est alors plus importante que la chaleur réelle, et peut devenir insupportable, jusqu'à provoquer des évanouissements et des coups de chaleur. Ce phénomène explique également les sensations de chaleur accablante dans des lieux confinés, peu ventilés et où la présence

humaine est importante, comme le métro.

Au Canada, la différence entre température réelle et chaleur ressentie a été théorisée par les météorologues J. M. Masterton et F. A. Richardson en 1979, avec la création de l'index Humidex. Ce dernier établit grâce à une formule mathématique une relation entre la température et le taux d'humidité dans l'air pour donner une estimation de la chaleur ressentie par le corps humain. Le résultat n'est pas exprimé en degrés, car "*l'Humidex est un indice et non une quantité physique. En d'autres termes, ces quantités sont calculées et non pas mesurées*", explique la météo canadienne.

La météo canadienne précise cependant : "*Ce n'est qu'une simple indication des réactions physiologiques, non une mesure absolue.*" La perception de la température diffère en effet selon les personnes. (Le Monde 02.07)

Selon ces météorologues canadiens quand il fait 35°C à l'ombre, la personne est en danger à partir d'un taux d'humidité de 50%, or dans les pays tropicaux le taux d'humidité est très nettement supérieur à 50% tout au long de l'année et la température ne descend en dessous de 30°C que la nuit pendant quelques mois par an seulement.

Ici le taux d'humidité est plutôt voisin de 80 ou 90% voire plus, vous comprenez pourquoi une fois que j'ai fait tout ce que j'avais à faire la journée sans prendre le temps de m'arrêter une minute, le soir je suis tellement claqué que je ne fais rien, je ne peux pas me concentrer sur une lecture ou étudier, c'est impossible, surtout après avoir dîné et bu une vodka et un verre de bière, sans parler des cigarettes, du commerce je précise...

Au fait j'ai une petite annonce à passer.

Je n'ai pas le temps et pas très envie de faire mes travaux, alors si cela intéresse un camarade qui a envie de voir du pays, en échange d'un peu de peinture, de maçonnerie et divers bricolages en menuiserie ou électricité, je propose le gîte, nourri, logé, blanchi gratuitement pendant quelques mois, ces travaux représentent peut-être deux semaines de boulot. Seules restrictions, alcoolique s'abstenir et drogues dures prohibées. Il faut supporter les fortes chaleurs et l'humidité, la présence des fourmis, des rats et des corneilles, des souris et des écureuils, des chauves-souris et des araignées, des cafards, des lézards et autres familles de petits caméléons (je ne connais leur nom qu'en tamoule, "onane") et insectes en tous genres, et bien sûr les chiens, j'en ai deux, j'espère que je n'ai oublié personne ! Ah si les oiseaux et les crabes puisque je vis sur une plage, et occasionnellement les serpents, il ne manque que les scorpions !

Soleil et baignade garantis pendant toute la durée du séjour, savoir conduire une petite moto pour être plus libre, être en bonne santé de préférence, y compris mentalement, dragueur s'abstenir également car passé l'âge de 20 ans toutes les femmes sont mariées, camarade de sexe féminin ou couple accepté.

Cette offre est valable à partir du mois de septembre, car en juillet août le prix du billet d'avion double, mon épouse Magueswary sera présente, cuisine française ou indienne au choix. Le prix du billet aller/retour est de 600 euros de Marseille en septembre, un peu moins au départ de Paris et le visa est valable 6 mois. L'ambassade de l'Inde à Paris est située au 15, rue Dehodenq (?) dans le 16e arrondissement.

---

## Le 6 juillet

Pas le temps de causer.

## Retraites.

Pas un seul article d'agences de presse sur les retraites ces derniers jours... mais la Commission européenne veille.

*'Faire en sorte que le temps passé à la retraite ne continue pas à augmenter par rapport au temps passé à travailler aiderait à la viabilité' des caisses de retraite des pays européens, fondées sur un système de répartition où les retraités voient leurs allocations payées par les cotisations des actifs, souligne l'exécutif européen dans son rapport qui sera présenté mercredi.*

*'Cela signifie augmenter l'âge auquel on cesse de travailler et l'on commence à bénéficier de sa retraite', ajoute le document. 'Prolonger la période de travail au cours de la vie pour tenir compte de la hausse de l'espérance de vie permettrait d'enregistrer deux bénéfices : de meilleures conditions de vie et des systèmes de retraites plus viables', argumente la Commission. (Lemonde.fr 05.07)*

## Air France va supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012.

Air France, qui a accusé une perte record l'an dernier, prévoit de supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012 afin de répondre à la crise du transport aérien.



Lors d'un Comité central d'entreprise, qui se tenait lundi, la direction générale du groupe a précisé que ce plan, qui ne concerne que le personnel au sol, en particulier administratif, ne prévoyait aucun licenciement sec, ni de clause de mobilité géographique obligatoire.

Air France-KLM emploie au total 103.000 salariés, dont 63.000 chez Air France. (Reuters 05.07)

### **Quand ils vendent des immeubles appartenant à l'Etat pour engraisser des fonds de pension.**

Le ministère de l'Intérieur s'acquitte d'un loyer d'un million d'euros par an, depuis près de deux ans, pour un immeuble vide et inoccupé situé à Lognes, en Seine-et-Marne, destiné au logement et à la formation des policiers, a-t-on appris lundi 5 juillet. Lire la suite l'article

Selon des sources proches de ce dossier, cet immeuble aurait dû être acheté par l'intérieur il y a deux ans afin d'y loger des structures de la direction nationale de la formation de la police nationale (DNFP), située à proximité. L'opération n'a pu se faire et, selon les mêmes sources, il a été décidé de louer cet immeuble acquis depuis par un fonds de pension un million d'euros par an, mais il n'y a *'toujours personne dedans à ce jour'*.

Le syndicat majoritaire des personnels administratifs de la police, le Snipat-FO, a dénoncé récemment à cet égard le *'fiasco'* de cette *'opération immobilière'*. Il estime en outre que l'intérieur n'a pas tenu ses engagements de reloger dans cet immeuble des employés de l'institut de formation des personnels administratifs et ceux du centre de formation et d'études de Gif-sur-Yvette (Essonne), qui est vétuste.

Le ministère de l'intérieur, par la voix de son porte-parole Gérard Gachet, a confirmé que cet immeuble a été loué en 2008 afin d'y installer des personnels de la DNFP. Mais, selon lui, les bureaux n'étaient *'pas aux normes'* et donc *'pas opérationnels'*. *'Il a donc fallu y faire des travaux'*, a-t-il dit, qui *'vont commencer'* et cela permettra d'y installer les personnels qui devraient emménager *'d'ici la fin de l'année'*. (Lemonde.fr 05.07)

### **Des Etats en perte**

Au classement des pays les plus risqués sur le plan de la dette souveraine, la Grèce vient de réussir la performance de passer de la neuvième à la seconde place en un trimestre, selon une étude de CMA DataVision publiée lundi consacrée.

Le coût de l'assurance contre un défaut de paiement de la Grèce a ainsi bondi de 190% au deuxième trimestre 2010: les investisseurs estiment qu'il y a aujourd'hui une probabilité de 55,6% que le pays ne puisse pas rembourser ce qu'il doit d'ici à 2015.

Elle est suivie de près par la Belgique et l'Espagne. Le Portugal et la France occupent les quatrième et cinquième places avec une augmentation de 129,2% et 112,3% du coût de la protection sur leur dette. Le Venezuela garde cependant son rang de pays le plus risqué au monde en matière de défaillance sur les dettes.

La Norvège et la Finlande sont les deux pays les plus sûrs au monde en la matière. Les Etats-Unis passent de la dixième à la troisième place du classement vertueux grâce à une amélioration de la situation du crédit dans le pays. L'Allemagne a en revanche reculé de la troisième à la sixième place. (20minutes.fr 05.07)

---

### **Le 7 juillet**

Coïncidence.

1- Le Post.fr du 06.07 traitait : *"Accusés de "faire le jeu de l'extrême droite", les députés PS quittent l'Assemblée."*, parce que le PS tient un discours semblable au FN à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt ou parce que les mésaventures de l'UMP pourraient profiter au FN, dès lors pas une tête ne devrait dépasser, tous derrière l'UMP...

2- Et ce matin j'ai reçu un courriel de Daniel Coquema (ex-militant du PCI) dont voici un extrait, je le mettrai intégralement en ligne plus tard : *"Quand on ne comprend rien au Front unique ouvrier, on évite d'en parler !", "Ceux qui sont les pires ennemis du Front unique, ce sont justement les dirigeants PS et PCF ( il n'y a pas de différence de nature entre les deux) et les dirigeants syndicaux ( ajoutons leur, pour polémiquer un peu, leur opposant en peau de lapin Tardieu!)"* et de terminer ainsi sa diatribe d'intellectuel complètement sclérosé *" A bas le Front unique...tiens c'est aussi le mot d'ordre des Buffet, Aubry, Thibault et consorts! Mais pour qui peut bien rouler Tardieu, tout en se protégeant bien sûr en demandant à ses lecteurs d'adhérer malgré tout au POI et à ses initiatives! Comprenez qui pourra!"*.

Mais pour la Kaïser bien sûr !

En guise de réponse pour le moment, un extrait de l'article dont j'ai écrit le brouillon hier après-midi, vous noterez qu'il ne fait que reprendre

ce que j'ai déjà publié à de multiples reprises mais que cet intellectuel malhonnête s'emploie à faire passer à la trappe, à moins qu'il ne l'est pas lu :

*"...il faudrait réorienter résolument le combat à la fois contre Sarkozy dans la perspective de le chasser, et contre les institutions pour les abattre puisqu'elles sont au service des capitalistes, redéfinir le front unique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier et des partis ouvriers POI, NPA, PCF et LO uniquement, en acceptant que s'y joignent tous les groupes de militants politiques ou syndicalistes qui acceptent cette orientation révolutionnaire, avec pour objectif la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire..."*

"*Que dit l'Internationale communiste*", "*que dit Trotsky*", que dit, que dit, que dit, etc. voilà en guise d'analyse pour ce cerveau ramoli ou plutôt mal rempli ! Un copier/coller littéral de positions ou de théories qui datent de près d'un siècle sans la moindre réflexion ou le moindre recul... Plus dogmatique tu meurs ! Et ne rigolez pas, il m'accuse d'avoir les yeux rivés sur les appareils comme... Besancenot et Laguiller ! A ma connaissance je n'ai jamais "*tendu la main*" (Besancenot) à Martine Aubry ou je n'ai jamais appelé à voter pour des candidats du PS (Laguiller), peu importe ce monsieur fait feu de tout bois, c'est minable.

Passons sur la calomnie "*pour qui peut bien rouler Tardieu*", elle est l'apanage des gens qui sont à court d'arguments et qui recourent à ce genre de méthodes détestables. Ce qu'il avoue à moitié en écrivant "*comprenez qui pourra*".

Il a pris deux exemples, un qui date de 1921, un qui remonte à 1934. C'est intéressant car durant les années qui séparent ces deux dates des événements capitaux se sont déroulés au sein du mouvement ouvrier international, ce dont évidemment il ne faudrait pas tenir compte une fois de plus.

En 1921, l'Internationale Communiste était dirigée par Lénine et Trotsky pour faire bref, le front unique pouvait se justifier du fait de l'existence de partis communistes, de véritables partis communistes ou ce qui y ressemblaient en ce qui concerne le PCF? Ces partis communistes étaient donc en mesure de donner un contenu correct au front unique, de l'orienter dans la bonne direction et d'en prendre la direction, ce qui ne sera plus le cas plus tard, mais pour notre dogmatique de service, ce n'est qu'un détail insignifiant qu'il s'empresse d'oublier. Donc en 1921, le front unique était parfaitement justifié dans la perspective de la révolution socialiste dans un certain nombre de pays où existait un parti de l'Internationale Communiste.

Par contre en 1934, la situation était radicalement différente, Staline avait pris la direction du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste, il avait réussi à liquider l'Opposition de gauche organisée autour de Trotsky. Jusqu'à quel point les staliniens avaient réussi à gangrener les différents partis communistes qui existaient dans le monde, je n'en sais rien précisément, par contre une chose dont on peut être sûr, c'est qu'un grand nombre de militants de ces partis avaient été formés à l'école de la révolution russe et entendaient continuer de combattre dans la perspective de la révolution socialiste dans leur pays respectif, les staliniens avaient commencé leur travail de sape dès la mort de Lénine 10 ans plus tôt, je ne suis pas en mesure d'affirmer jusqu'à quel degré ils étaient parvenus à leur fin, il n'en demeure pas moins que raisonnablement on pouvait estimer qu'un grand nombre de militants des différents PC continuaient malgré tout le combat dans la perspective de la prise du pouvoir, à l'instar de Trotsky qui semble-t-il le pensaient.

Donc le mot d'ordre de Trotsky du front unique en 1934 pouvait peut-être se justifier, personnellement je n'en suis pas absolument certain, cela aussi je l'ai expliqué dans un article, Trotsky estimait peut-être que cette orientation politique permettrait aux militants du PC et de la SFIO d'y voir plus clair dans le jeu de leurs dirigeants qui prônaient le Front populaire avec le Parti Radical et de renforcer par la suite la Ligue communiste où s'était regroupé les militants restés fidèles au marxisme.

Il écrira dans le *Programme d'action français de 1934* destiné à la section française de la IVe Internationale :

*" Il s'agit avant tout d'assurer l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même dans les usines et les quartiers ouvriers des centres industriels. L'entente entre les importantes organisations ouvrières (P.C., P.S., C.G.T., C.G.T.U., L.C.), n'aurait de valeur révolutionnaire que si elle est orientée vers la création :*

*a) De comités de lutte représentant la masse elle-même (embryons de Soviets) ;*

*b) de la milice ouvrière, toujours unie dans l'action, même si elle est organisée par des partis et organisations différents.*

*Pour renforcer la lutte des uns et des autres, des comités ouvriers établiraient une étroite liaison avec les comités paysans.*

*Constitués comme organes de défense commune contre le fascisme, ces Comités d'Alliance ouvrière et ces Comités paysans se transformeraient dans le cours de la lutte en organismes directement élus par la masse, en organes du pouvoir des ouvriers et des paysans."*

On voit ici que Trotsky envisageait le front unique d'une part au niveau de la classe ouvrière elle-même, ce que fait également le POI et c'est en cela que je le soutiens, ensuite, il prit soin de préciser qu'il "*n'aurait de valeur révolutionnaire*" qu'en étant orienté à destination des "*importantes organisations ouvrières*" dans une perspective politique précise que l'on ne retrouve nulle part dans le front unique tel que le propose le POI aujourd'hui, en adaptant son contenu à notre époque évidemment, mais en en conservant l'esprit, la substance, il fallait donc poser la question de la nécessité de chasser Sarkozy et de liquider les institutions, etc., ce que ne fait pas le POI, d'où mon rejet de sa

version pervertie ou au rabais du front unique, il n'y a donc aucun "mystère" Tardieu ; le POI se borne à appeler au retrait d'un projet de loi, bien, et on vient de voir les jours derniers que n'importe qui pouvait s'en saisir pour l'orienter dans une direction opposée aux intérêts de la classe ouvrière, le PS, le PCF et le NPA notamment demandent le retrait du projet du gouvernement sur les retraites tout en s'empressant de demander à Sarkzoy d'en rédiger un autre, c'est leur problème. Maintenant en quoi cela peut-il justifier qu'il ne faille pas proposer une issue politique à la classe ouvrière simultanément, en quoi cela aurait-il changé quelque chose à l'attitude des appareils qu'une telle issue politique leur soit proposer, puisque l'on constate qu'elle existe ou non cela revient exactement au même, ils se prononcent pour le rejet de ce projet pour immédiatement demander à Sarkozy d'en rédiger un autre qui serait cette fois plus acceptable, qu'est-ce que les travailleurs y gagnent au change, quel avantage en tire le POI, j'irai même plus loin que personne ne s'imagine que les appareils ont appelé au retrait du fait de l'existence du POI, il demeure un parti inconnu ou complètement marginalisé au sein de la population? Aucun, il faut bien l'admettre.

Je peux me tromper, mais je pense que Trotsky avait parfaitement conscience de la faiblesse et l'impuissance dans laquelle l'Opposition de gauche se trouvait en 1934 face à la social-démocratie et au stalinisme d'influer le cours des choses et que les prochains combats étaient perdus d'avance, ce qu'il ne pouvait peut-être pas expliqué aussi crûment à des militants déjà fortement démoralisés par la tournure dramatique de la situation à la veille de la seconde guerre mondiale. Maintenant, il est vrai que je me méfie de son penchant au compromis et d'une certaine manière le front unique en constitue un. En 1921, il était possible et facile de tenir cette position, elle était devenue quasiment intenable en 1934, la situation était désespérée, il faut aussi avoir cela à l'esprit. Alors en 2010, quand le mouvement ouvrier n'est plus l'ombre squelettique de ce qu'il était à l'époque que nous venons d'évoquer, retranscrire à la lettre le front unique relève de la démente ou de la psychiatrie.

Mon contradicteur ne peut pas admettre ou concevoir qu'une théorie conçue au départ comme une tactique et non comme une stratégie (orientation officielle défendue par le POI), à utiliser dans certaines circonstances précises et délimitée dans le temps, ce qui n'est pas le cas des dirigeants du POI qui nous la servent sans interruption depuis 1945, excusez du peu, à travers les différentes formations politiques qui ont précédé ce parti, doit, si on décide d'y recourir, tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre la classe ouvrière et les appareils ou ses partis ou encore au sein de la société au cours des 65 dernières années, qu'il est totalement délirant de prétendre la mettre en oeuvre dans les termes qui prévalaient un siècle auparavant comme si finalement rien n'avait changé dans la société. Je suis déjà intervenu plusieurs fois en détail sur cette question dans le site pour ne pas y revenir ici.

Il ne peut pas admettre non plus, qui plus est, que Trotsky ou d'autres dirigeants marxistes aurait pu commettre des erreurs, contrairement à ces mêmes marxistes qui le reconnaissent eux-mêmes bien volontiers, Trotsky dira un jour qu'avec Lénine ils en avaient fait au moins "mille", mais pour ce fétichisme c'est totalement inconcevable, comment nos maîtres auraient-ils pu se tromper, c'est insensé voyons. Quand on en est encore là, c'est normal qu'on ne comprenne pas grand chose et qu'on recourt à la calomnie.

Tout compte fait terminons-en maintenant avec ce courriel ou se mêle ignorance et confusion.

Il écrit encore : *"Rappelons que la révolution russe ne l'a pas emporté sur des mots d'ordre radicaux, révolutionnaires! mais sur les mots d'ordre de la démocratie bourgeoise "le pain, la terre, la paix", tout en réalisant le Front unique par les Soviets."*

Vous êtes sûr que Lénine n'avait pas ajouter le beurre, le miel et la confiture pour mettre sur le pain ! Il oublie de préciser que le mot d'ordre *"le pain, la terre, la paix"* s'accompagnait du mot d'ordre politique A bas le tsar, finissons-en avec ce régime et cela depuis la fin du XIXe siècle ! Faussaire va ! En fait, il ne retient de l'histoire que ce qui l'arrange et il fait abstraction de ce qui ne colle pas avec sa vision étriquée et petite-bourgeoise de la situation. Passons sur le fait que c'est le prolétariat russe qui a imposé le front unique ou qui s'est doté de soviets en 1905 en dehors de l'intervention des bolcheviks qui n'en comprirent pas immédiatement la signification, y compris Lénine, quel crime je commets là de le rappeler !...

Il poursuit : *"Mais c'est bien connu, les ouvriers sont repus par le capitalisme, chaque revendication obtenue ne fait que les intégrer davantage au système!"*. Exactement comme vous ! Il n'est pas sans ignorer les caractérisations d'Engels qui parlait de *"prolétariat embourgeoisé"*, de *"mouvement ouvrier bourgeois"*, inutile pour lui d'analyser ce que cela peut signifier, quelles en sont les conséquences ou comment en tenir compte dans notre intervention pratique, non, le prolétariat est révolutionnaire une fois pour toute en toutes circonstances, c'est gravé dans le marbre, on doit s'en tenir à cette définition, mais dans ce cas-là, on ne comprend rien à l'état d'esprit des travailleurs et on leur proposera une politique qui les laissera forcément *"perplexe"*. Si le prolétariat était si révolutionnaire, on s'étonne qu'on en soit encore là deux siècle plus tard !

Effectivement, à partir du moment où le combat du mouvement ouvrier a cessé de s'inscrire dans la perspective du socialisme, c'est-à-dire dès le début du XXe siècle, il ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du maintien en place du régime capitaliste puisqu'il n'existe pas d'autre alternative en terme de système économique. Partant de ce constat, oui, le combat du mouvement ouvrier une fois mal orienté ne pouvait que contribuer à subordonner davantage et durablement la classe ouvrière au capitalisme. Ce monsieur refuse de regarder la réalité en face et ensuite il veut nous donner des leçons, c'est un peu fort !

Enfin, la meilleure *"A bas les "privileges" de ces salauds de nantis de fonctionnaires...tiens c'est aussi le mot d'ordre de Sarkozy et du Medef!"*, il n'a pas dû lire les différents articles que j'ai publiés dans lesquels je dressais un état de la situation du fonctionnaire en général où j'abordais des questions comme l'aristocratie ouvrière, et ces derniers jours j'ai évoqué brièvement la situation des cadres. Coquema est carrément ordurier, cela ne m'étonne pas, tel maître, tel disciple ! Pour tout vous dire, le vrai bonheur, c'est de ne pas lui ressembler. Au fait, il y a des fonctionnaires dans ma famille dont ma fille et je ne lui pisse pas dessus, pauvre crétin !

On va lui ressortir quelques bonnes vieilles citations pour flâter son culte de la personnalité.

Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 :

« *En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique.* »

Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parlait des « *pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient* ».

Engels dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882),

« *Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.* »

Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme :

« *Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres.* »

Ce sont des extraits d'un article que j'ai publié le 6 février 2009 intitulé *Travailleurs du secteur public et privé : tous contre le gouvernement et le capitalisme, pour le socialisme..* Pour le télécharger et vérifier par vous-mêmes ce que je pense réellement des fonctionnaires : [www.luttedeclasser.org/service/fonctionnaire060209.pdf](http://www.luttedeclasser.org/service/fonctionnaire060209.pdf), ce sera mieux que d'écouter les fabulations de cet intellectuel.

Puisqu'il se demande "*pour qui je roule*", bien le bonjour au RG qui nous lisent ! Au fait le portrait de Gluckstein entouré de Strauss-Kahn et Attali vous dérange tant cela ? Vous êtes le seul à vous être manifesté, les centaines de militants qui se connectent chaque semaine sur le site trouvent cela correcte. Etonnant, non ? Allez sans rancune, je recrute pour l'UMP, chutt !

Je terminerai cette causerie en remerciant le camarade P. pour son chèque de 80 euros que je viens de recevoir, un metallo à la retraite, de la CGT et du PCF, ex-PT, on a le soutien qu'on peut monsieur Coquema, au moins je suis en famille, entre ouvriers on se comprend toujours mieux.

L'air de rien cela m'a emmené jusqu'à 16h40, depuis 8h ce matin, et j'ai encore cassé la croute devant l'écran en écrivant cette causerie dont je me serais bien passé.

**Quelques infos en bref.**

**Le vieux monde en décomposition en titres :**

**1- La barbarie sous divers aspects.**

- Bavure en Irak: un soldat américain inculpé après la divulgation d'une vidéo - LePoint.fr
- Grande-Bretagne: enquête sur les accusations de torture contre le MI5 et MI6 - LePoint.fr
- Opération Plomb durci: plusieurs militaires israéliens vont être poursuivis, selon l'armée - AP
- Japon: la NHK renonce à diffuser en direct un tournoi de sumo sur fond de scandale - AP
- Pédophilie: l'ancien chef du clergé belge longuement entendu par la police - LePoint.fr

**2- Affaire d'Etat. Quand ils respirent et attirent la haine sur eux.**

- Soutenu par les députés UMP, Woerth «*essaie de garder son calme*» - Libération.fr
- Woerth: "*Je ne craque pas du tout!*" - Le Post
- Eric Woerth à ses détracteurs : «*J'ai envie de les étrangler*» - Le Figaro
- Éric Woerth : "*Je ne savais pas qu'il y avait autant de haine dans ce pays*" - LePoint.fr
- Eric Woerth sur l'affaire Bettencourt: «*Je n'ai rien à me reprocher!*» - 20minutes.fr
- Woerth "*scandalisé par la calomnie*" - L'Express

## Une déclaration très médiatique qui va enfoncer un peu plus Sarkozy.

Brigitte Bardot a décidé mardi de pousser "*un coup de gueule*" contre la politique du président de la République en affirmant dans un communiqué que "*la trace du passage au pouvoir de Nicolas Sarkozy est d'une négativité et d'une médiocrité inquiétantes*".

"*Vous, et vos ministres aussi inutiles que lâches, à la limite de la malhonnêteté et du ridicule, n'arrivez pas et n'arriverez plus à satisfaire la population française qui vous a élu en 2007 croyant dur comme fer à vos promesses non tenues !*" écrit Brigitte Bardot dans un communiqué. (Lepoint.fr 07.07)

Nous ne devrions pas relayer ce genre de déclarations penseront les esprits simples accrochés désespérément à leurs dogmes, à ceci près qu'une déclaration fracassante contre Sarkozy provenant d'une personnalité appréciée par la majorité des travailleurs ne passera pas inaperçue et elle aura plus de poids qu'un discours lénifiant d'un de nos dirigeants inconnu ou que personne n'écoute pour cette raison.

Nous sommes en présence d'un paradoxe, mais la période actuelle en regorge au point que nombreux sont ceux qui ont du mal à s'y retrouver. Bref, la réalité est telle qu'elle est et il faut faire avec, c'est toujours mieux que de prendre ses désirs pour la réalité.

## Affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt.

Coïncidence, hier soir je me suis posé les deux questions suivantes qui devaient me servir à une réflexion ultérieure : Les travailleurs se situent-ils sur le terrain de leurs droits ou sur celui du capitalisme ? Jusqu'à quel degré sont-ils subordonnés au capitalisme ou jusqu'à quel point sont-ils prêts à rompre avec le capitalisme pour défendre leurs droits sociaux, etc. ? Questions récurrentes certes, mais qu'il faut reposer sans cesse au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

### 1- Réaction d'un internaute à l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt (Rue89 06.07).

Elle reflète assez bien me semble-t-il l'état d'esprit de la majorité de la population ou je me trompe. Elle est très intéressante car elle fournit des indications précieuses sur la façon dont un travailleur lambda ou sans conscience politique développée perçoit l'Etat et le capitalisme. Tout y est ou presque, cela mériterait vérification et une analyse approfondie.

"Plein de belles réactions et de jolies formules ici. Je n'ai pas ce talent. Avec mes mots sans fioritures, j'ai juste envie de dire que je suis vexé.

Ce type (Woerth - LdC), ces types et ces femmes, me prennent pour un crétin. Ils se foutent de moi, sans aucune gêne.

On peut dire tout ce qu'on veut, mais fondamentalement, on ne peut pas trouver normal qu'une vieille dame ait autant d'argent sans jamais avoir rien fait de ses dix doigts. C'est fondamentalement dégoûtant et injuste. Et on ne peut pas raisonnablement penser qu'une fortune pareille se soit bâtie uniquement par l'honnêteté.

(mon cher monsieur, comme disait Marx en substance : pour être devenu riche, il faut être voleur, et le capitalisme repose sur le vol, c'est un système économique voyou si vous voulez, dont l'existence ne peut être justifiée par aucun argument, sauf à légitimer les inégalités et l'injustice, un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, la violence de l'Etat. - LdC)

Ca fait démagogue, mais on ne peut pas croire M. Woerth. Ce type ment comme il respire. Pas besoin d'argumenter, de hurler au complot ou je ne sais quoi : il ment effrontément, ça se voit. Pour le paraphraser, j'ai envie de dire qu'il a une tête de menteur. Bettencourt ment. Sarkozy aussi. Comme Chirac l'a fait avant lui. Comme Mitterrand. Ces gens ont parfois fait le bien. Mais ils sont aussi des menteurs.

(Ils sont surtout des menteurs ! - LdC)

Je ne sais pas si le pouvoir et l'argent corrompent, j'en sais foutre rien, ça m'intéresse même pas. Aujourd'hui, des gens, une minorité, prennent le pouvoir et l'argent, le confisque et se foutent de la gueule de ceux qui ne l'ont pas. Oh, c'est subtil, ils y mettent les formes. Mais ils se foutent bien de nous.

(Bien vu, comme dit une chanson du groupe Scorpion : "no pain no gain", autrement dit pas de travail pas d'argent, sauf que l'argent dont disposent les capitalistes ne provient pas de leur travail mais de la force de travail qu'ils ont extorquée à ceux qui travaillent, c'est bien un vol. - LdC)

Je paie mes impôts, je me plains même pas, parce que je trouve ça normal, bien et sain. J'ai un travail, un salaire modeste mais suffisant pour sortir et me faire plaisir de temps en temps. Je suis aussi honnête que possible. Franchement, j'en demande pas plus. D'autres par contre aimeraient un peu mieux qu'un carton pour dormir, au hasard.

(voilà un citoyen "modèle", votre confort relatif est le pendant de la misère que vous cotoyez quotidiennement et de la stabilité politique du

régime que vous n'êtes pas encore parvenue à remettre en cause. Il est là le problème, l'incapacité des couches moyennes de comprendre qu'aux périodes de relatives prospérités succèdent inexorablement des périodes de régressions sociales plus ou moins longues et profondes en régime capitaliste, ajoutons que celle que nous traversons est la pire depuis plus d'un demi-siècle et que tous les économistes prévoient qu'elle pourrait encore s'amplifier et durer entre cinq et dix ans voir davantage encore, pour ne pas dire que le régime capitalisme est entré dans une phase de décomposition accélérée qui conduit inévitablement des millions de travailleurs et de membres de la petite-bourgeoisie en situation de prolétarisation à venir grossir les rangs des millions de pauvres qui existent déjà dans ce pays. - LdC)

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, plus d'argent, que le monde coure à sa perte si on ne réduit pas la dette. On me fait presque culpabiliser : « allons allons, c'est mal de s'endetter autant monsieur ! » On croirait entendre mon banquier. Ça doit être de ma faute si on s'endette alors. Et puisqu'il faut réduire la dette, supprimons, réduisons ce qu'il y a de mieux ou du moins ce qui fonctionne relativement bien : aides, fonction publique, hôpitaux, etc. C'est pour notre bien on nous dit. Et toutes façons, c'est à cause de tout ça si on est tant endetté. Pas à cause des chèques que l'Etat signe à Mme Bettencourt, ni à cause des comptes que cette même Mme Bettencourt cache à l'Etat. Non non. C'est à cause de moi qui vais trop à l'hôpital et qui touche des allocations. On ne nous laisse même pas miroiter un possible meilleur avenir après cette « rigueur » bien méritée. On ne nous laisse même pas croire qu'on sera plus heureux, que le bonheur est pour bientôt. Non, même pas l'espoir d'un avenir si ce n'est radieux, du moins un peu moins triste. Non, un simple coup de règle sur les doigts. J'ai été trop gourmand, il est temps pour moi de payer. Mais Mme Bettencourt, elle n'aura jamais un coup de règle sur les doigts.

(Effectivement, et ce n'est pas un changement de gouvernement qui y changera quelque chose, il ne faut pas se leurrer, aucun "espoir" n'est permis, mais dans quoi, dans ce gouvernement uniquement ou dans le système économique actuel ? Ce monsieur n'a semble-t-il pas encore tranché cette question, pourtant plus haut il a relevé que Chirac ou Mitterrand ou un autre, ils étaient tous "menteurs", donc le problème n'est la personne qui se trouve à la tête de l'Etat ou le parti qui est majoritaire au sein des institutions, mais autre chose, quoi alors, sinon le système lui-même. Il en faut peu pour qu'il aille au bout de son analyse et interprète correctement la situation, pour qu'il reprenne "espoir" ou entrevoit un avenir meilleur, faudrait-il encore que quelque chose de sérieux l'incarne, or aujourd'hui on ne lui propose aucune issue politique en dehors ou au-delà du régime actuelle. C'est cette absence de perspective politique qui est désespérante et le contraint à continuer de penser son avenir dans les limites de l'ordre établi qu'il n'envisage évidemment pas de remettre en cause. S'il avait une idée précise de l'avenir qui l'attendrait une fois aboli le régime en place, peut-être que cela l'intéresserait d'en savoir davantage sur le socialisme et les moyens pour mettre fin à la situation que nous connaissons aujourd'hui. - LdC)

On nous dit qu'on doit souffrir, qu'on doit lutter, pendant que d'autres se foutent de nous. Est-ce qu'ils s'en rendent compte ? Si ça se trouve, M. Woerth, il est même convaincu d'avoir fait le bien. Je ne sais même pas ce que je lui dirais à M. Woerth si je l'avais devant moi. En fait, je ne sais pas trop quoi penser. Peut être qu'on s'habitue à voir tous ces mensonges d'Etat asséné avec aplomb, sans que jamais – ou si rarement – la justice ose condamner...

Je demande pas forcément des hommes politiques irréprochables. Je demande juste qu'ils soient respectueux des autres. En l'occurrence, ils ne sont pas respectueux des autres. Ils se foutent de notre gueule. Et c'est très vexant."

(les couches moyennes et la petite-bourgeoisie sont directement frappées aussi par les mesures prises ou annoncées par le gouvernement, elles le digèrent mal, pour le moment leur réflexion ne va pas plus loin, ce monsieur a dit au début qu'il avait encore de quoi vivre confortablement, donc il n'est pas encore prêt à se soulever contre le régime ni même peut-être à chercher une issue politique pour mettre un terme au capitalisme et aux institutions. - LdC)

## 2- Pas l'affaire des syndicats !

Surtout garder ses distances et ne pas en rajouter : malgré la succession d'accusations à l'encontre d'Eric Woerth, les syndicats restent fidèles à la ligne qu'ils se sont fixée dès le début de l'affaire. La question n'est « *pas de leur ressort* », martèlent-ils, et faute de preuve ou de démission, Eric Woerth reste leur interlocuteur sur la réforme des retraites. Ils font donc « *avec* ».

« *Pas question de mettre le doigt là-dedans ; ce n'est pas notre rôle* », explique l'Unsa. « *C'est un terrain compliqué. Nous n'avons aucune raison ni envie de s'y aventurer* », abonde la CFDT. Mais tous sentent le vent tourner et commencent à s'irriter des conséquences. « *Eric Woerth a forcément la tête à autre chose que les retraites et cela va devenir de plus en plus dur de discuter* », note la CGT, tandis que la CFDT regrette que « *la question des retraites passe à présent au second plan* ». (LesEchos.fr 07.07)

L'Etat les finance grâcement, vous ne voudriez pas qu'ils s'emmèlent quand éclate une affaire d'Etat ! Chiasseux, hypocrites, vendus, misérables !

Ce sont les mêmes qui se plaignent aujourd'hui que « *la question des retraites passe à présent au second plan* » et qui pendant des mois ont refusé de mobiliser la classe contre le projet scélérat du gouvernement sous prétexte qu'ils ne connaissaient pas ses intentions, et dès qu'elles ont été connues ils ont organisé une journée d'action à la veille des vacances d'été en espérant très fortement qu'elle sera un échec.

## Espagne. La crise fait reculer la barbarie.

Le nombre de corridas en Espagne devrait chuter à 800 ou moins cette année, contre un millier en 2008, alors que les municipalités qui subventionnent ces manifestations réduisent leurs dépenses sur fond de crise économique et de rigueur budgétaire.

Dans des petites villes à travers le pays, des corridas sont purement et simplement annulées faute de subventions.

La station balnéaire d'Estepona, sur la Méditerranée, n'a pas pu trouver de promoteur pour organiser une corrida lors de son festival d'été qui a débuté mardi. (AP 07.07)

## **Chine.**

Agricultural Bank of China (AgBank), troisième banque chinoise, a fixé le prix de sa double introduction en Bourse à Hong Kong et à Shanghai, ce qui devrait lui permettre de lever plus de 22 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros) en hypothèse haute, plus grosse mise sur le marché jamais réalisée. Auparavant, la plus grosse introduction en Bourse jamais réalisée avait été celle d'Industrial & Commercial Bank of China avec 21,9 milliards de dollars en 2006.

AgBank, fondée par Mao Zedong en 1951, exploite un réseau important de succursales dans les campagnes chinoises ainsi que dans les grandes villes.

Il y a trois ans, AgBank était techniquement en faillite. Son redressement, à l'issue d'un sauvetage de 30 milliards de dollars, a été favorisé par la forte croissance que connaît le pays et le contrôle de l'Etat sur le secteur bancaire.

China International Capital Corp (CICC), Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan, Macquarie et Morgan Stanley sont les banques organisatrices de l'opération à Hong Kong, avec la société de Bourse d'AgBank.

Pour la mise sur le marché à Shanghai, les banques sont CICC, Citic Securities, Galaxy et Guotai Junan Securities.

AgBank se fait coter en Bourse pour permettre au gouvernement d'atteindre son objectif, à savoir avoir les quatre plus grosses banques du pays cotées en Bourse.

Après avoir pour plusieurs d'entre elles connu des périodes d'insolvabilité, elle figurent maintenant parmi les plus importantes banques - et sociétés - en termes de capitalisation boursière.

De source au fait du dossier, on indique que l'offre d'AgBank à Shanghai a été environ 20 fois sursouscrite par les investisseurs institutionnels.

A Hong Kong, la demande institutionnelle provenait à 4% d'Asie, 30% des Etats-Unis et 25% d'Europe, selon une des sources concernées.

Les particuliers se sont en revanche montrés peu enthousiastes, à Shanghai, comme à Hong Kong.

L'introduction en Bourse, option de surallocation comprise, valorise AgBank à environ 150 milliards de dollars (près de 120 milliards d'euros), ce qui en fait la quatrième banque mondiale en terme de capitalisation boursière derrière ICBC, China Construction Bank et HSBC.

Présidée par Xiang Junbo, scénariste titré et héros de guerre, AgBank exploite 24.000 agences, emploie 441.000 personnes et revendique 320 millions de clients. (Reuters 07.07)

---

## **Le 8 juillet**

En raison de la réponse que j'ai apporté à un courriel que j'ai reçu ce matin, je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site, j'ai seulement télécharger les principales infos d'hier dans mon disque dur. Je vous conseille vivement de lire ce courriel et ma réponse, 7 pages au total. Je ne me livrerai pas au même exercice tous les jours. J'attends vos réactions.

---

## **Le 9 juillet**

Je n'ai pas le temps de causer ce matin, juste une réflexion à creuser.

Nous sommes dans une situation inextricable où il n'existe en réalité aucune issue politique. Pourquoi ? Parce que nous avons eu plus de 60 ans pour construire un parti ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui aurait pu devenir un

pôle de regroupement pour l'ensemble des exploités au moment où la crise du capitalisme allait éclater, et que nous en avons été incapables.

Bien des militants vont se dire que je suis complètement obnubilé par la question du parti et que cela me rend aveugle. Je pense au contraire regarder la réalité en face et ne pas m'en détourner. Prenez n'importe quelle question sociale ou politique et dites-nous comment on pourrait envisager de la résoudre. C'est tout simplement impossible en dehors des miettes dont il faudrait se contenter et dont l'ensemble du prolétariat est loin de profiter, ce qui ne veut donc pas dire qu'il n'y aurait rien à faire et que tout serait foutu. Les esprits malintentionnés à mon égard ne retiendront que l'introduction de la phrase précédente, qu'ils aillent voir ailleurs personne ne leur a demandé de se connecter sur ce site qui s'adresse à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et qui sont encore capable de progresser politiquement.

Prenez le cas des retraites.

- 1- Sarkozy maintient son projet et le fait passer,
- 2- Sarkozoy retire son projet et le réécrit sans rien changer sur le fond,
- 3- Sarkozy est débarqué et Aubry en écrit une version quasi identique sur le fond en 2012.

Vous voyez une autre issue ?

A quoi cela aura-t-il servi de **se contenter** du mot d'ordre du retrait, quel bénéfice en retirer, notamment en terme de construction du parti ? Absolument aucun, car la question déterminante n'est pas le problème des retraites mais l'Etat et le gouvernement qui seraient à même de représenter nos droits et nos besoins et qui ne peut pas être l'Etat actuel des capitalistes ou un gouvernement dirigé par l'UMP ou le PS, mais un gouvernement dirigé par un véritable parti communiste auquel participerait différentes tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Or cet Etat ouvrier et ce gouvernement révolutionnaire ne sont pas prêts de voir le jour, et ce parti n'existe pas ou il n'a pas encore été construit, dès lors il n'y a pas de solution immédiate au problème que nous devons affronter en dehors de lier (subordonner) chaque combat pour nos revendications à la construction de ce parti pour que la perspective de cet Etat ouvrier et du socialisme deviennent plausibles ou représentent un nouvel espoir pour les millions de travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime. Est-ce à dire que nous allons encore perdre des droits ? On combat pour les préserver évidemment, mais il faut admettre que dans certaines conditions se soit impossible. Admettre la réalité, ce n'est quand même pas bien compliqué, non ? C'est dur à avaler, mais si on se positionne dans une perspective politique au-delà d'une bataille isolée ou considérée comme une abstraction détachée de notre objectif final, on digère déjà mieux nos défaites inévitables.

Ne cherchez pas ailleurs que dans l'absence du parti les raisons pour lesquelles nous nous retrouvons dans cette situation impossible, la même constatation vaut pour tous les pays (avec l'absence de l'Internationale). Si vous refusez ce constat, que pouvez-vous lui opposer ? Vous allez accuser le monde entier, vous en prendre au premier venu que vous allez traiter de con, cela vous avancera à quoi, à rien, allez-y cherchez, cherchez, creusez cette question, retournez-la dans tous les sens, vous ne parviendrez jamais à trouver une autre réponse cohérente qui ne sera pas réfutée immédiatement, par les faits tout simplement et non par une quelconque théorie, on n'a même pas besoin de recourir à une théorie pour prouver que sans le parti nous n'atteindrons jamais notre objectif...

Voilà la réalité de la situation dont les militants doivent prendre conscience. Et c'est parce qu'on ne veut pas l'admettre qu'on cherche des raccourcis qui mènent infailliblement dans des impasses ou que l'on pense qu'en reniant les uns après les autres nos principes ou en abaissant notre programme au niveau du trade-unionisme on parviendra à avancer vers notre objectif, nous avons la preuve du contraire sous le nez chaque matin en ouvrant les yeux.

Je n'ai pas le temps d'argumenter ce matin, cependant sur la question du parti, son rôle et sa place dans le combat que nous menons, de nombreux militants rejettent la version que j'en donne et qui correspond aux enseignements de la révolution russe, pas seulement d'ailleurs, on pourrait remonter au *Manifeste* de Marx et Engels, à leur analyse de La Commune de Paris notamment, d'autres influencés par l'anarchisme estiment mêmes qu'il serait purement inutile. Qu'ils réfléchissent à ces deux articles de la Constitution de la Ve République où l'on comprend à la première lecture que l'Etat et les institutions sont organisées à partir des partis politiques, nous y reviendrons plus tard :

ARTICLE 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

("ses représentants" qui sont issus des partis politiques - Lutte de classe)



ARTICLE 4. Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.

La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

On combat des partis par un ou des partis, vous n'allez pas affronter un soldat armé d'un fusil avec un bâton, on remplace un Etat par un autre Etat, on ne remplace pas une casserole percée par une assiette, etc.

Un dernier mot, je m'excuse auprès du camarade étudiant à qui je n'ai pas encore répondu, il comprendra. Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Affaire d'Etat Woerth-Sarkozy-Bettencourt, suite.**

**La télé de Sarkozy 1er en première ligne.**

Le gouvernement a reçu un soutien implicite du directeur adjoint de l'information de TF1 et présentateur du JT de 13 heures, Jean-Pierre Pernaut, qui a parlé « *de nouvelles rumeurs une nouvelle fois lancées par un site Internet* ».

**UMP se déchaîne contre la liberté d'expression.**

Le ministre du Budget François Baroin a dénoncé mardi à l'Assemblée une « *cyber-cabale* »

Le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a accusé Mediapart d'utiliser des « *méthodes fascistes* », ce qui lui vaut une plainte en diffamation de la part d'Edwy Plenel.

Mercredi le Premier ministre a reçu quelque 180 parlementaires de la majorité pour un discours digne d'un chef de guerre, devant Eric Woerth, il a fustigé les "*imprécauteurs*" et assuré qu'il ne céderait pas "*à l'agitation*".

François Fillon a aussi pris la défense de Nicolas Sarkozy, "*cible des faiseurs de scandale*".

Le chef de l'Etat a déclaré, devant les députés du Nouveau Centre reçus à l'Elysée, au sujet du directeur de la rédaction de Mediapart : "*Au niveau déontologie, c'est inimaginable. Mais ça va lui retomber sur la tête*", selon un témoin de cette réception.

Nadine Morano, en sortant de Matignon mercredi après-midi :

« *Aujourd'hui, ce sont des méthodes des années 30 avec des sites Internet qui utilisent des méthodes fascistes. J'en appelle à votre vigilance. Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens.* »

"*Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens*", a-t-elle dit à la presse, dénonçant "*une espèce de collusion médiatico-politico-trotskyte qui essaie de jeter l'honneur d'Eric Woerth*" en pâture.

Elle faisait allusion à la jeunesse militante trotskyte d'Edwy Plenel, fondateur de Mediapart et ancien directeur de la rédaction du Monde.

Rectifications "*médiatico-politico-hitlero-trotskyte* !

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est fait plus précis, sur France Info :

« *Lorsque je vois ce fameux site-là qui me rappelle, dans son comportement, une certaine presse des années 30, j'ai en mémoire Clemenceau, Salengro, plus proche de nous Bérégovoy.* »

Eric Raoult, député UMP de Seine-Saint-Denis et maire du Raincy, pense lui que le site Mediapart "*pourrait être implanté à Cuba*".

**Pression sur les témoins et rapport bidouillé.**

Claire Thibout se rétracte, même partiellement ? Pour Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, "*la vérité est rétablie*".

Dans un chat sur Le Monde.fr, le journaliste du *Monde* Gérard Davet estime que "*personne n'a forcé [Claire Thibout] à s'exprimer dans Mediapart*", et que son revirement est dû à la pression médiatique et politique. (J'ai entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie un journaliste de Mediapart qui s'était exprimé sur France 2, il a dit qu'il avait interviewé Claire Thibout à deux reprises devant un témoin afin que personne ne puisse crier à la manipulation. - Lutte de classe)

L'Inspection générale des finances "*aura finalisé son rapport*" sur la gestion du dossier fiscal de Liliane Bettencourt lundi "*au plus tard*" au lieu de vendredi annoncé précédemment a-t-on appris jeudi soir dans un communiqué laconique, précisant sans plus de détails que ce rapport faisait suite à une lettre de mission du 1er juillet du ministre du Budget François Baroin.

"*Je compte beaucoup*" sur le "*rapport de l'Inspection générale des finances*", avait déclaré mardi le ministre du Travail Eric Woerth, après de nouveaux rebondissements dans l'affaire.

Au Palais ils comptent sur les trois prochains jours pour voir comment évolue la situation de façon à définir le contenu qu'ils vont donner à ce rapport, on n'est pas dupe !

### **Sarkozy contesté, Fillon se contredit.**

"*Je ne vois pas comment ça peut durer longtemps*", estime cependant le sénateur centriste Jean Arthuis, pour qui "*les conditions de la sérénité*" ne sont pas remplies.

"*Il faudrait des actes pour sortir de cette crise de régime*", a de son côté estimé le député Jérôme Cahuzac (PS), jugeant que pour cela le chef de l'Etat a "*deux solutions*": "*soit il dissout, soit il remanie le gouvernement*".

Cette seconde possibilité a les faveurs de l'ex-Premier ministre, Alain Juppé, qui a ébréché l'union de son camp en plaidant pour un "*profond remaniement*" et un "*changement de méthode*" afin de "*remettre le gouvernement en situation de gouverner*". Certains députés UMP demandent aussi une intervention publique de Nicolas Sarkozy.

Fillon a repoussé l'idée d'un remaniement ministériel à très court terme n'y voyant pas une "priorité politique". Deux jours plus tôt, il défendait le contraire, selon des sources UMP. (Rue89, Lepost.fr, Lepoint.fr, AP et Reuters 07.07)

### **Le PS aussi pourri que l'UMP**

La députée PS des Bouches-du-Rhône Sylvie Andrieux a été mise en examen jeudi soir par le juge Franck Landou pour "*complicité de détournement de fonds publics et complicité de tentative d'escroquerie*", a-t-on appris de source judiciaire.

Sylvie Andrieux se voit reprocher son rôle dans l'attribution de plus de 700.000 euros de subventions par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à des associations fictives. (AP 08.07)

### **La concurrence mondiale entre capitalistes fait rage.**

#### **1- France**

Le déficit commercial de la France a fortement augmenté à 5,5 milliards d'euros en mai après 4,258 (révisé) le mois précédent en raison d'un recul des exportations, selon des données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO ont reculé à 29,886 milliards d'euros contre 31,532 milliards en avril tandis que les importations se sont élevées à 35,386 milliards d'euros contre 35,790 milliards le mois précédent.

Le déficit commercial cumulé depuis le début de l'année se monte à 21,239 milliards d'euros en données CVS contre 19,013 milliards sur les cinq premiers mois de 2009. (Reuters 07.07)

#### **2- Etats-Unis**

Les Etats-Unis sont en bonne voie pour doubler leurs exportations en cinq ans, a déclaré mercredi Barack Obama à l'occasion de la nomination des derniers membres de son Conseil à l'Export.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battra pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine

comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battrait pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En conséquence de ces politiques, et d'une reprise économique mondiale, les exportations ont crû lors des quatre premiers mois de 2010 de près de 17% par rapport à la même période de l'an dernier, note la Maison Blanche dans son rapport sur les exportations.

Cela place les Etats-Unis en bonne voie pour atteindre l'objectif du président (annoncé en janvier lors de son discours sur l'état de l'Union) de doubler les exportations et de soutenir plusieurs millions de nouveaux emplois sur cinq ans.

Selon la Maison blanche, l'accord commercial avec la Corée du Sud annoncé lors du sommet du G20 à Toronto en juin, devrait accroître les exportations de 10 à 11 milliards de dollars (8 à 8,7 milliards d'euros) et soutenir 70.000 emplois, selon ses estimations. (Reuters 07.07)

---

## Le 10 juillet

Depuis la parution du dernier courriel et ma réponse ainsi que la causerie d'hier qui en était pour ainsi un complément, j'ai reçu trois courriels, le premier provient d'un metallo à la retraite de la CGT (ex-PCF puis PT), le second de l'auteur (CCI-POI) du précédent courriel auquel j'avais répondu dans une causerie, le troisième de l'auteur (sympathisant du POI, ex-PCI) du dernier courriel

1- "*Pas un seul mot à retirer*", notamment "*à la causerie du 19*",

2- "*C'est vrai : sept grosses pages bien tassées pour répondre à un courriel inconsistant ! Y en a qui ont vraiment du temps à perdre...*"

3- "*Que d'acharnement, de lignes, de pseudo-arguments pour un courriel inconsistant!!! Quant à la citation de Trotsky " dans l'absolu....", on voit qui est le falsificateur, adepte des forces productives qui n'en finissent plus de croître, alors que depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète.*"

Ce n'est pas parce qu'un courriel serait inconsistant, c'est ainsi que l'on appelle les arguments produits à l'emporte-pièces, qu'il faudrait forcément imiter son auteur ou qu'il serait impossible de développer un argumentaire à partir d'un sujet ou fait évoqué, un mot suffit parfois, par exemple le mot Etat que bon nombre de dirigeants ont beaucoup de peine à prononcer sans se brûler la langue apparemment, Lénine en avait fait un sujet de causerie en 1919.

L'auteur du troisième courriel ne se rend même pas compte de la confusion dans laquelle il est tombé, on le remercie de l'exposer ici clairement. C'est ce qui arrive quand on reproduit aveuglément une idée ou une position, à travers son témoignage il s'emploie à nous le prouver, il n'y a donc rien à ajouter, cependant pour ceux qui ne seraient pas familiarisés avec la question évoquée ici, je vais leur traduire.

Les "*forces productives qui n'en finissent plus de croître*", c'est parfaitement exact à l'échelle mondiale avec l'augmentation de la démographie et de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter les moyens de production, les usines, les machines, la production elle-même, l'ensemble étant incomparablement plus développé qu'en 1938, même un gosse de 10 ans le comprendrait, ensuite, "*depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète*", c'est exact aussi mais pas contradictoire avec l'augmentation des forces productives, c'est là que se situe la confusion évoquée plus haut, la barbarie s'exprime par la transformation d'une partie des forces productives en forces destructives, une partie seulement mais pas la totalité, on peut évoquer les milliers de milliards de dollars ou d'euros consacrés à l'économie de guerre ou d'armement dans le monde qui engloutissent une masse colossale de forces productives ou encore les dizaines de milliers de milliards de dollars envolés lors de crises, il n'en demeure pas moins que globalement ou dans l'absolue les forces productives continuent de croître à l'échelle mondiale de même que le PIB mondial qui en est la traduction la plus visible ou parlante. Pour Marx et Engels notamment dans l'"*Adresse à l'autorité centrale de la ligue des communistes*", les forces productives étaient synonymes de moyens de production, dans le *Capital* également dans différents chapitre, je n'ai pas le temps ici de faire des recherches. Parfois ils intégreront aux forces productives la force de travail elle-même, les travailleurs en chaire et en os ou ils les aborderont uniquement sous cet aspect, selon les besoins de leurs démonstrations. Vaut mieux préciser !

Lénine dans *Impérialisme stade suprême du capitalisme* ou Trotsky lorsqu'il a rédigé le *Programme de transition* devaient être des sots pour ne pas avoir compris que les forces productives continuaient de croître bien qu'une partie soient voués à la destruction ou la "*barbarie*", selon l'auteur de ce courriel. Que certains dirigeants n'aient pas cru bon de retenir l'analyse de Lénine et Trotsky, qu'ils ne l'aient pas compris ou qu'ils aient trouvé utile de la falsifier, ce n'est pas une raison pour leur emboîter le pas et les croire sur parole ou répéter indéfiniment leur erreur.

On ne va pas s'éterniser sur cette question, citons deux autres "crétins" qui n'avaient rien compris au développement du capitalisme

1- *"Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce.*

*Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein.*

*Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir." (Le Manifeste du parti communiste - Marx et Engels - 1847-48)*

Ce qui explique que sans guerre mondiale depuis 65 ans *"en conquérant de nouveaux marchés* (Les "tigres" et les "dragons" asiatiques dans les années 70, puis la Chine et d'autres pays dits émergents depuis le début des années 90) *et en exploitant plus à fond les anciens"*, la bourgeoisie a réussi à surmonter plusieurs crises du capitalisme, notamment je précise, sinon on va m'accuser de faire l'impasse sur le stalinisme (et la lutte des classes) qui n'est pas le sujet ici, bien qu'il ait été déterminant sur le plan politique pour permettre au capitalisme d'assurer sa survie.

*"Cependant la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la surabondance de capital et la surpopulation. Aussi les économistes comme Ricardo, qui considèrent la production capitaliste comme une forme définitive, constatent-ils qu'elle se crée elle-même ses limites et attribuent-ils cette conséquence, non pas à la production, mais à la Nature (dans la théorie de la rente). Ce qui les épouvante surtout dans la baisse du taux du profit, c'est le sentiment que le régime capitaliste rencontre dans le développement des forces productives, des bornes qui n'ont rien à voir avec la production de la richesse en elle-même, des limites qui établissent le caractère historique, passager, du mode capitaliste et montrent qu'à un moment donné il doit forcément se trouver en conflit avec les conditions mêmes de son développement." (Extrait du Capital de K. Marx – Livre III - Chapitre XIII - Loi de la baisse tendancielle du taux de profit – Nature de la loi).*

La distinction que Marx a pris soin de préciser entre forces productives et la production de la richesse, n'invalide pas le fait qu'elles continuent de croître, d'ailleurs si ce n'était pas le cas, il n'y aurait tout simplement pas ou plus de crises du capitalisme !

On voit ici à quelle absurdité ou non-sens aboutit la théorie qui consiste à prétendre que les forces productives auraient cessé de croître, elles entrent au contraire en permanence en conflit avec le mode de production devenu trop étroit pour les contenir avec les conséquences que Marx a décrites. falsificateur" ?

On peut ajouter que par bien des aspects le *Programme de transition* manquait de précision ou que certaines questions économiques y ont été traitées très sommairement, pour ne prendre qu'un exemple :

*"Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre."*

Quand on compare le mode de vie des années 30 avec celui de notre époque, force est de constater que la première proposition ne peut pas être retenue. La seconde n'évoque que les périodes de crise, or aux périodes de crises et de destruction massive de forces productives succèdent des périodes de relatives croissances économiques ou nouveaux développements économiques, ce constat n'est donc pas à prendre non plus dans l'absolu. Les deux dernières traduisent certains développements qui accompagnent chaque crise à des degrés divers et demeurent valables.

Quand on évoque les différents aspects du capitalisme pour en comprendre le développement ou l'orientation, pour en avoir une vision la plus proche possible de la réalité, il faut les considérer à l'échelle mondiale. Si l'on s'en tient à ce qui se passe dans un pays pour en tirer des conclusions générales ou à l'échelle mondiale, on prend le risque de se méprendre sur la situation. En France par exemple tout fout le camp, la protection sociale et les conditions de travail, les emplois, le niveau de vie, etc. et si on se tourne vers la Chine, on constate que le mouvement inverse est en train de s'amorcer, timidement, partiellement, certes, tandis qu'en France des pans entiers de la petite-bourgeoisie sont en train de se prolétarianiser, en Chine se développe une importante petite-bourgeoisie, etc. (il y a ce matin un article de presse qui traite justement de l'implantation soutenue des marques de luxe en Chine car le marché chinois est devenu juteux pour elle, Arnault (LVMH) va encore accroître sa richesse !). C'est pour ainsi dire en schématisant l'histoire des vases communicants, il nous faut donc prendre en compte à la fois ce qui se passe en France et en Chine pour comprendre la situation qui se développe en ce moment même sous nos yeux à la fois dans chaque pays et dans le monde, sinon on ne comprend plus rien ou on interprète tout de travers.

J'actualiserai les différentes rubriques plus tard dans la journée ou demain, je dois absolument aller à Pondichéry pour régler ma facture de

téléphone, c'est le dernier jour avant la coupure, donc plus d'Internet !

### **Le complément de la mi-journée**

Lu la réaction suivante d'hier d'un internaute à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt sur un blog Lepost.fr : *"Vous trouvez ça normal que le Figaro dispose du compte-rendu de l'audition de la comptable à peine cette audition terminée ? Vous trouvez normal qu'aucun journal ne parle du nombre de partis politique en France : 28 en 1995, 283 aujourd'hui (dix fois plus) ?"*

Je ne les ai pas comptés, il doit s'agir des partis et formations politiques assimilées (organisations, groupes, comités, etc)... Cette explosion de formations politiques regroupant de un à quelques centaines de milliers d'adhérents traduit les réserves ou les a priori de la population envers les partis traditionnels, mais pas seulement, vis-à-vis aussi des solutions ou programmes politiques qu'ils proposent, des idéologies ou des théories qu'ils véhiculent après le constat qu'aucune n'avait permis d'éviter la situation que nous connaissons aujourd'hui, à tort ou à raison...

La question du parti n'est pas remise en cause en soi, c'est la crédibilité des principaux partis qui l'est et là pour le coup à raison.

### **Le morveux du Palais mouché.**

Invité sur BFM TV pour réagir aux attaques du gouvernement contre Mediapart, Jean-François Kahn a donné sa définition de ce qu'on appelle un lynchage médiatique.

*"Je peux vous dire une chose, c'est qu'on a assisté à un lynchage médiatique, qui est le lynchage de Chirac la dernière année. Mais qui nous donnait les infos pour lyncher Chirac? Qui distillait les informations? C'était Nicolas Sarkozy". (Lepost.fr 09.07)*

### **Haineux et revenchard.**

Secrétaire d'Etat *"démissionnaire"* du gouvernement, Alain Joyandet est redevenu maire de Vesoul et député. Il va par ailleurs abandonner son siège au conseil régional de Franche-Comté, pas assez intéressant pour le monsieur sans doute.

A peine rentré, le revoilà aux affaires. Et quand le maire de Vesoul a un souci à régler, il peut compter sur la bienveillance des journalistes de son hebdo pour le défendre.

Mais cette fois, c'est carrément Alain Joyandet en personne qui a décidé de prendre la parole dans son journal, La Presse de Vesoul.

Dans une tribune intitulée *"Je suis au travail malgré la désinformation de France 3 Franche-Comté"*, il s'en prend directement au travail des journalistes de la chaîne de télévision régionale.

Plus grave, l'ex-membre du gouvernement met directement en cause l'indépendance et le traitement des journalistes de France 3 : *"cette tribune est destinée (...) à mes concitoyens de Haute-Saône et de Franche-Comté pour illustrer la fiabilité de l'information qu'ils reçoivent en provenance de France 3 Franche-Comté (...)"*

*"Jusqu'où peut dériver un ex-secrétaire d'Etat ?"* se demande en toute logique le syndicat national des journalistes (SNJ) à la suite de cette campagne de dénigrement d'Alain Joyandet à l'encontre de France 3.

Dans un communiqué, le seul syndicat représentatif de journalistes à France Télévisions, affirme son total soutien aux journalistes en poste à Vesoul visés en partie par cette basse attaque. *"Après vérification, nous pouvons affirmer que contrairement à l'ex-secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, nos confrères n'utilisent pas de jet privé à 116 500 euros le déplacement, ce qui préserve les contribuables qui financent France Télévisions par la redevance, et que le permis de construire de leur bureau de France 3 à Vesoul ne suscite aucune interrogation"*.

L'Express du 25 septembre 2008 consacrait un dossier complet au *"système Joyandet"*. Dans ces pages, l'un de ses proches s'exprimait : *"c'est vrai, nous n'attaquerons jamais Alain Joyandet dans les journaux du groupe."*

Avant de reconnaître quelques lignes plus loin que *"en 1995, (...) une partie du programme électoral (d'Alain Joyandet qui se présentait aux municipales, ndlr)"* a été écrit dans les locaux de La Presse (de Vesoul, ndlr).(Lepost.fr 09.07)

### **Le record de la honte à battre.**

Quelque 14 670 immigrés en situation irrégulière ont été expulsés de la France métropolitaine et 115 filières d'immigration clandestine ont été démantelées au premier semestre de l'année en cours, selon un bilan du ministère de l'Immigration.

Eric Besson a fixé un objectif de 28 000 reconduites à la frontière et de 200 filières démantelées à la fin de l'année. En 2009, plus de 29 000 sans-papiers ont été expulsés pour un objectif de 27 000.

Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, 115 filières ont été démantelées contre 77 au premier semestre 2009, soit une progression de 50%.

Dans le même temps, 2421 trafiquants de migrants (organisateur, passeurs, logeurs, fournisseurs) et 880 employeurs d'étranger sans titre de travail ont été interpellés .

En revanche, la France a délivré 90 838 titres de long séjour, dont 13 077 pour motif professionnel (-2,7%), 41 238 dans le cadre du regroupement familial (+3,1%), 31 744 pour les étudiants (+28,6%) et 4779 pour les demandes d'asile.

Par ailleurs, le nombre d'étrangers ayant accédé à la nationalité française par mariage ou par décret a augmenté de 11,7%, passant de 56 251 au premier semestre 2009 à 62 824 au premier semestre 2010. (L'express.fr 09.07)

**Le journal du parti de l'ordre au cynisme sans borne s'inquiète et titre : *Canicule : la chaleur diminue la productivité des salariés.***

En cas de canicule, les personnes travaillant à l'extérieur, plus vulnérables que les autres, 15 personnes sont mortes au travail à cause de la chaleur en 2003, essentiellement des employés du BTP -, pourront par exemple s'abstenir de travailler.

Surtout, les entreprises non équipées de climatiseurs devraient mettre en place des ventilateurs, des brumisateurs, des stores extérieurs ou encore des volets. Ou encore aménager les horaires de travail de façon à travailler aux heures les moins chaudes de la journée et éviter le travail physique, comme le préconise l'Inrs.

Et ce n'est pas seulement le bien être du salarié qui est en jeu. C'est aussi la productivité de l'entreprise.

Car si l'on a trop chaud, *«on est plus fatigué, moins concentré»*, explique Jean-Pierre Meyer, chercheur à l'Inrs. La qualité du travail des salariés, forcément, s'en ressent. De nombreuses études mettent en évidence une augmentation du taux d'erreur en atmosphère chaude. Les temps de réponse sont plus longs, le degré de précision plus faible. *«C'est pourquoi il faut être particulièrement vigilant aux professions qui requièrent une forte attention, comme les contrôleurs aériens ou les agents de surveillance, et veiller à ce qu'ils travaillent dans une ambiance tempérée»*, précise Jean-Pierre Meyer. Et pour lutter contre la baisse de la vigilance, la perte de concentration, se reposer ou faire une pause ne servent à rien. Une seule solution : se rafraîchir. (Lefigaro.fr 09.07)

## **Chine.**

Le luxe profite pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation.

Hausse des salaires, émergence d'une classe moyenne avide de consommation... la nouvelle phase de développement dans laquelle entre la Chine profite pleinement aux entreprises de luxe françaises. Implantée depuis treize ans dans l'empire du Milieu, le géant français des cosmétiques L'Oréal y trouve son salut. L'an dernier, en pleine crise, l'enseigne voyait ses ventes progresser de 25%, profitant pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation. Le luxe en profite aussi.

La nouvelle phase de développement chinoise pourrait sourire aux Français. Président de la Hutong School, et membre fondateur de la Jeune Chambre économique des Français de Pékin, Jérémie Rossignol constate qu'il y a eu *«trois vagues»* d'arrivée pour les entreprises étrangères.

La première, il y a une vingtaine d'années, concernait surtout les grands groupes venus chercher les coûts bas, pas le consommateur. Puis, une deuxième vague, il y a une dizaine d'années, avec les débuts d'un marché intérieur offrant notamment des opportunités pour la grande distribution.

Aujourd'hui, la troisième vague voit l'élargissement de la classe moyenne d'une part, et d'une classe très aisée d'autre part. *«Et ce n'est qu'un début, estime Jérémie Rossignol, avec une forte demande pour les marques et les secteurs à forte valeur ajoutée, la partie change de terrain.»*

Directrice d'Ubifrance en Chine, Isabelle Fernandez incite ainsi à regarder vers ces villes dites *«secondaires»*, qui, ici, sont nombreuses à aligner des millions d'habitants. *«La politique de rééquilibrage du gouvernement chinois au profit de l'ouest du pays crée de belles opportunités»*, assure-t-elle, donnant pour exemple la ville de Chengdu, dans la province du Sichuan. Une mission est ainsi organisée en septembre à Chongqing, cette gigantesque métropole aux 32 millions d'habitants. En 2009, le taux de croissance y était de 14,9 %, contre 8,7 % pour le reste de la Chine. (Lefigaro.fr 09.07)

## Le 11 juillet

Pas le temps de causer. J'ai mis en ligne des articles intéressants dans la rubrique *Info social et politique*. Je remercie le camarade Philippe pour son courriel d'hier. Il s'agit d'un enseignant (ex-PCI) qui soutient financièrement le site, il est en chimiothérapie depuis des mois, on lui souhaite un prompt rétablissement.

Ton soutien m'est précieux, car tu as bien compris en tant que fonctionnaire, que dans mon discours sur les fonctionnaires je faisais la part des choses et que mon objectif n'était pas de leur taper dessus, mais d'exposer simplement la place et le rôle qu'ils remplissent dans les rapports entre l'Etat et le prolétariat dont ils sont une composante, ajoutons, et dont ils sont très peu à avoir conscience, comme le reste du prolétariat d'ailleurs.

Les partis et nos dirigeants s'emploient à vouloir expliquer à des travailleurs qui n'ont pas le permis de conduire comment on pilote un bolide sur un circuit de Formule 1, donc ils sont inaudibles et ils l'ont toujours été, car c'est une constante chez eux. C'est comme si un prof voulait expliquer l'emploi du conditionnel passé à un élève qui sait à peine lire, c'est hallucinant, délirant, mais nos dirigeants ne s'en rendent même pas compte, et le pire c'est que la plupart sont eux-mêmes des profs ! Quels profs ils doivent être entre nous ! Il y a de quoi se frotter les yeux et se demander si on ne rêve pas, hélas non, c'est la stricte réalité.

Je pensais répondre plus longuement à ce courriel, mais comme je crains de ne pas en trouver le temps, on se contentera de la brève réponse que j'ai rédigée hier soir. Les passages en italique sont de Philippe, ma réponse entre parenthèses.

*"Je suis toutefois toujours régulièrement tes causeries. Certes, tout cela n'est pas très productif, j'en conviens ! Seul devant son ordinateur on ne sert pas à grand chose. Mais c'est faute de mieux pour l'instant. Je peux difficilement te donner un point de vue politique étayé, puisque comme je viens de te l'expliquer, je suis plutôt "hors de la réalité sociale et politique".*

*- Je ne serai donc pas en mesure de te proposer des argumentaires étayés pour t'aider dans tes réflexions. Je peux cependant (et je vais essayer de le faire dans la mesure où mon état de forme me le permet, comme aujourd'hui), d'intervenir de façon courte mais plus fréquente, sur quelques aspects ponctuels que je peux percevoir.*

*- J'ai particulièrement apprécié tes réponses aux courriels des dogmatiques qui se prétendent marxistes et qui n'ont pas d'autres arguments à proposer que l'invective. Tu as raison de prendre le temps de développer tes réponses, car si leurs courriels sont effectivement inconsistants, n'oublie pas finalement que ce n'est pas à eux que tu réponds (je pense que leur dogme relève de la catéchèse et qu'ils sont irrécupérables), mais à tous ceux qui se connectent sur le site et auxquels tu apportes des réponses face à ces olibrius qu'ils rencontrent dans leur activité militante. Je t'invite toutefois à rester le plus poli possible, et ne pas user de l'invective toi-même. Tu seras d'autant plus crédible aux yeux des autres militants, et donc d'autant plus efficace. Rien de tel qu'une réponse froide, posée et argumentée face à des agités du bocal qui ne sont capables que de crier, comme des roquets, des dogmes stupides. Ils se discréditent d'eux-mêmes face à tout militant qui tente de réfléchir un tant soit peu. Quant aux autres (ceux qui ne réfléchissent pas !), ils ne nous intéressent pas.*

(J'hésite parfois entre être naturel comme si je laissais de côté ma conscience politique, alors que c'est elle qui me guide. Quand on observe les réactions des gens, on se rend compte que parfois ils sont davantage guidés par leurs émotions et d'autres fois ils sont guidés par une réflexion, pour qu'elle se développe cela nécessite du temps, on a perdu beaucoup de temps ces dernières décennies, le "on" est inclusif. Tu as raison, on a tous des faiblesses, il faut savoir garder son calme, je vais me replonger dans le stoïcisme ! On peut avoir développé un certain niveau de conscience et avoir un caractère pas toujours facile ou être confronté à des problèmes dans la vie que l'on supporte plus ou moins bien, l'un n'empêche pas l'autre, donc parfois certaines réactions le rappellent, j'ai presque envie d'ajouter, utilement, car on a tendance à exiger des autres qu'ils soient parfaits, alors qu'on ne l'est pas non plus, à la différence de beaucoup de gens, je ne m'en cache pas, on est comme on est comme disait Prévert. Marx avait un caractère de cochon parfois, c'est F. Mehring qui raconte cela dans la biographie qu'il lui a consacré, il n'était même pas capable de respecter un engagement avec ses éditeurs, et quand ils s'avisèrent de lui rappeler, le père Marx s'emportait violemment... Vous m'excuserez d'évoquer Marx ici, on a les références qu'on peut ou qu'on veut. )

*- je suis effaré de voir le décalage incommensurable que je perçois en France entre, d'un côté, une situation politique et sociale qui permet d'éclairer plus que jamais les gens sur la réalité du capitalisme et la nécessité d'en finir avec lui, et l'absence criminelle d'orientation politique claire et résolue des partis ouvriers contre le capitalisme et ses représentants en France, le gouvernement Sarkozy-Kouchner etc, soutenu par le PS et consorts.*

(J'ai fait le même constat, c'est criminel et dramatique !)

*- Il n'y a pas si longtemps encore, mes enfants se moquaient gentiment de moi et de mon anticapitalisme, me prenant pour un phénomène d'un autre temps n'ayant rien compris au monde moderne. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus attentifs à mon discours, et ne me considèrent plus comme un doux dingue. Ma fille est même venue me raconter l'autre jour comment l'une de ses copines, d'une famille petite bourgeoise sarkozyste qui défendait jusque là la politique de ce gouvernement, était elle et sa famille devenus virulents et prêts à faire grève parce qu'eux aussi en prenaient plein la figure avec l'offensive du capitalisme contre les peuples à l'échelle de l'Europe. Revenant d'un voyage en Angleterre où elle a logé dans des auberges de jeunesse, ma fille m'a également raconté que les nombreuses rencontres avec des jeunes*

*d'autres pays européens qu'elle y a faites ont mis en évidence que partout c'est la même politique avec les mêmes arguments qui s'applique: chaque gouvernement explique à son peuple qu'il faut "réformer" le système de retraite parce que c'est indispensable à la préservation des retraites, et qu'il faut s'aligner sur les autres pays européens qui l'ont déjà fait !!!!*

(Un parti qui se construirait véritablement dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs consacrerait au moins une ou deux pages de son journal à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, cette rubrique n'existe pas dans IO et j'imagine dans les journaux des autres partis. Le capitalisme a le champ libre. En quoi la critique du capitalisme suffirait-elle en soi à constituer une issue politique aux travailleurs ? En rien. En quoi le combat pour nos revendications permettrait-il de susciter l'espoir dans une société meilleure au-delà du capitalisme ? En rien. Nos dirigeants nous proposent un mur, une impasse, ils participent directement à créer une situation où il est impossible de percevoir la moindre issue politique. Le font-ils consciemment ou est-ce leur incompétence politique qui s'exprime ainsi ? On laissera chacun libre d'en penser ce qu'il veut, mais disons qu'un tel acharnement à refuser obstinément de s'attaquer à l'Etat et ses représentants, à ses institutions, au moment même où une crise politique s'est ouverte en France sur fond de crise profonde du capitalisme ne peut que faire douter les militants sur leurs réelles intentions.)

*- Bon courage à toi. Je sais que tu t'interroges souvent sur l'utilité ou non de poursuivre le site. C'est vrai que s'il ne sert qu'à quelques "spectateurs" comme moi, c'est bien de l'énergie dépensée inutilement. J'ose espérer que nombre de militants actifs s'y connectent régulièrement. C'est pour eux qu'il faut poursuivre. Toi seul est en mesure de savoir s'il y en a. Peut-être la mise en place d'un forum simplifié sur le site permettant à ces militants d'amorcer un dialogue, et ainsi d'entrer concrètement en contact entre eux sur le terrain en France pourrait être une piste.*

(Je ne sais pas si cela vaut le coup ou serait faisable, on pourrait imaginer que les militants qui se connectent sur le site et qui partagent une grande partie des positions que je défends se rencontrent, malheureusement je n'ai pas pu récupérer leurs adresses électroniques après que mon disque dur ait été détérioré, je dois avoir moins de dix adresses sous la main. On en reparlera plus tard. La plupart des forums sont inintéressants, tu as une poignée de militants qui interviennent et ce sont toujours les mêmes, et quand on voit le niveau des discussions on zappe rapidement, personnellement je n'ai pas visité un forum depuis au moins un an, sans intérêt. En plus il faut le gérer, éliminer les parasites, c'est ce qu'il y a de plus, dès qu'un tel forum existerait, les parasites que tu as évoqués dans ton courriel se jetteraient dessus, tiens un d'entre eux m'a renvoyé un nouveau courriel, je ne lui répondrai pas et plus.)

#### **Quelques infos en bref.**

#### **Opération blanchiment en cours.**

Le dossier professionnel de Florence Woerth a été saisi par la police, vendredi, dans les bureaux du gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, écrit samedi le Journal du Dimanche.

La police a saisi les bulletins de salaire de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, qui gagnait 180.000 euros par an, ainsi que des échanges de courriers entre la salariée et son patron, qui était mécontent de la voir aussi siéger au conseil d'administration d'Hermès.

*"Je m'en réjouis. Ça permettra d'éclairer, de tordre le cou à des fantasmes ou à des opérations de déstabilisation", a dit l'avocat de Florence Woerth à Reuters, sans pouvoir confirmer la saisie de ces documents.*

Florence Woerth a demandé à être entendue par le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, qui a accepté, a ajouté Antoine Beauquier.

*"J'ai rencontré le procureur de la République qui m'a dit: 'Je vais l'entendre'", a déclaré l'avocat. "Je lui ai remis une lettre de Mme Woerth dans laquelle elle précise toute une série de choses sur sa carrière professionnelle et ses activités au sein de la société Clymène, et qui démontre qu'elle n'avait en rien la charge des aspects fiscaux." (Reuters 10.07)*

Faire saisir serait-il plus juste de dire, des documents et des lettres et faire ensuite disparaître tout ce qui pourrait être compromettant... Le juge Courroye ami de Sarkozy va s'en charger.

#### **Espagne. Décomposition du régime et décomposition politique.**

Plus d'un million de personnes se sont rassemblées samedi à Barcelone pour réclamer une plus grande autonomie de la Catalogne et pour protester contre une récente décision de justice interdisant à cette région espagnole de se qualifier de "Nation". Les manifestants étaient 1,1 million selon la police, 1,5 million selon Omnium Cultural, qui organisait le rassemblement. La Gran Via et le Paseo de Gracia étaient noirs de monde.

Au dessus de la foule étaient brandis des drapeaux catalans et des banderoles proclamant "Nous sommes une Nation".

Environ 1.400 organisations -partis politiques, syndicats, associations culturelles et commerciales- avaient appelé leurs membres à manifester, selon Daniel Jove, porte-parole des organisateurs. (AP 10.07)



## Le 12 juillet

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui. Je me suis relu rapidement, il est déjà midi et je dois sortir. Bonne semaine à tous.

1- Je vous conseille de télécharger, lire, étudier et discuter le document élaboré par le département des Affaires économiques et sociales de l'ONU intitulé *Plan de réforme du système financier international*, tout y est ou presque (je n'ai pas eu le temps de l'étudier en détail) sur l'évolution du capitalisme, la crise actuelle, les moyens qu'ils ont mis en oeuvre pour la contenir, comment ils comptent s'en sortir, la lutte des classes est omniprésente en filigrane ainsi que les contradictions fondamentales du système économique capitaliste plus explicitement. Il intéressera tous les responsables politiques.

2- Lu dans les publications de deux tendances ou courants du NPA.

Vous voulez savoir ce que c'est une falsification, en voici un exemple, je ne fournis pas la source volontairement car j'ai honte pour les militants qui ont écrit ces lignes :

2.1- La première tendance ou le premier courant.

*" Le POI s'aligne totalement sur la politique de la direction de FO, en refusant de critiquer clairement la tactique des journées d'action dispersées et de se battre pour l'auto-organisation des travailleurs afin d'imposer les conditions de la grève générale."*

Faux, dans chaque numéro d'Informations ouvrières le POI dénonce clairement les journées d'action, prenez n'importe quel numéro pour le vérifier immédiatement. De plus en prenant l'initiative de constituer des comités d'unité, le POI s'emploie en permanence et pas seulement occasionnellement (collectif contre le TCE ou le CPE et puis plus rien) à organiser travailleurs et militants d'horizons divers. Les militants qui emploient ce genre de méthodes ont un sérieux problème à résoudre qui porte atteinte à leur crédibilité.

Vous noterez que je suis intransigeant quand il s'agit de dénoncer ces méthodes détestables, on doit être impartial en toute circonstance (au singulier, signifiant dans n'importe quelle circonstance). Je ne défends pas particulièrement le POI, je rétablis la vérité des faits, c'est tout et c'est très clair.

- Et plus loin, ces camarades proposent : *"Il faut tout faire pour que les travailleurs s'auto-organisent et prennent eux-mêmes en main la discussion sur les revendications comme sur les moyens d'action."*

Comprendre qui pourra, c'est ce que fait le POI sans relâche (licenciements, retraites, etc.). Un témoignage d'impuissance et d'incompréhension de la situation et des tâches à accomplir...

Au lieu de tout attendre des travailleurs comme cela est indiqué ici, ce qui ne semble pas être la bonne méthode, commencer par leur proposer une issue politique, ces camarades ont en commun avec ceux qu'ils critiquent d'oublier systématiquement l'Etat et les institutions dans leurs argumentations.

*" Partout, il faut inciter les militants NPA à se battre dans les syndicats pour interpellier les directions confédérales pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait en septembre, pour refuser de façon explicite qu'il y ait une succession de journées d'action et de « temps forts » en septembre."*

Le NPA l'aiguillon de "gauche" des appareils... comme le POI ou LO. Et puis il faut bien assurer une légitimité qu'ils n'ont pas ailleurs. Bref, pour finalement se retrouver à lancer des suppliques en direction des appareils... et critiquer ailleurs ceux qui emploient cette méthode ! Pas crédible pour un rond !

2.2- La seconde tendance ou le second courant.

*" Oui, il faut une « perspective politique » aux luttes, toute la question est de savoir laquelle."*

*" Il faut une perspective au mécontentement, c'est-à-dire un programme pour les luttes, pour les penser en termes politiques et de rapport de force."*

*" C'est en pensant politiquement le rôle des luttes..."*

Voilà des gens qui doivent passer leur temps à penser, on en a mal à la tête pour eux ! Ils posent une question, et quelle réponse ils proposent ? Aucune, rien, le néant, le grand vide. Quel aveu ! Pour eux aussi l'Etat et les institutions passent à la trappe. Comment peut

s'articuler le combat pour nos revendications avec la question du pouvoir politique demeure un mystère. Un jour un responsable d'un groupe m'avait indiqué que la question des institutions ou de la Constitution n'était pas à l'ordre du jour parce que les travailleurs ne la posaient pas, donc il ne fallait pas la poser directement. En réalité elle se trouve posée dès que l'on avance une revendication de nature sociale qui concerne l'ensemble du prolétariat, donc en permanence, de plus il se trouve que le catalogue de revendications de ce genre ne cesse de s'allonger au fil des ans.

Faudrait-il attendre que les travailleurs aient conscience du lien qui existe entre la non satisfaction de leurs revendications avec la question des institutions qui gèrent la société pour le compte du capitalisme pour la poser ? Ne serait-ce pas plutôt le devoir des militants combattant pour le socialisme de la poser directement puisqu'ils sont sensés en avoir conscience afin de les amener à y réfléchir, puis de les organiser, de les recruter et d'en faire ensuite des combattants révolutionnaires ou de les gagner au socialisme ?

Cette manière de poser les problèmes à l'envers n'est pas propre à ce que certains appellent malintentionnellement les "pablistes", elle est commune à ce que certains appellent tout aussi malintentionnellement les "lambertistes", ce qui me fait dire que finalement "pablistes" et "lambertistes" appartiennent bien à la même crêmerie révisionniste, leur différence tient au fait que leur méthode diverge pour faire tourner le lait et nous le faire avaler !

Ces camarades ont raison toute lutte est politique, tout dépend maintenant quelle orientation et quel contenu on lui donne, dans quelle perspective elle s'inscrit.

Prenons la question des retraites.

- 1- Retrait du projet de Sarkozy, retour aux conditions qui prévalaient avant la contre-réforme de 1993, très bien.
- 2- Et si Sarkozy maintient son projet, cela signifie que l'existence de ce gouvernement est incompatible avec notre droit à la retraite.
- 3- Ensuite, le PS a pris position pour l'allongement de la durée de cotisation notamment, donc un simple changement de gouvernement avec le PS aux commandes ne résoudrait pas notre problème. Le PS n'envisage évidemment pas de liquider l'Etat bourgeois et la Ve République.
- 4- Dès lors se trouve posée la question de la rupture avec ces partis et l'Etat.
- 5- Dès lors se trouve posée la question de la nature de l'Etat et du gouvernement qu'il faudrait pour que notre droit à la retraite soit satisfait, des conditions politiques à remplir pour que cet Etat et ce gouvernement voient le jour, ce qui nécessite que la classe ouvrière s'organise et se dote d'un parti combattant dans cette perspective puisque ce sont les partis qui assurent le fonctionnement des institutions.

Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre et à expliquer aux travailleurs. Qu'est-ce qui vous empêche de réunir ces quatre paragraphes dans le même tract, dans une seule démonstration ? Tout y est, vérifions-le immédiatement :

- 1 - On part concrètement de notre revendication,
- 2- On prend en compte la position de l'UMP et du PS, des appareils,
- 3- On fournit une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux des masses laborieuses qui ne se limitent pas à une revendication particulière (la dialectique : du particulier au général, etc.),
- 4- On se donne les moyens de construire le parti, pas n'importe quel type de parti :
  - 4.1- Dans la perspective du socialisme,
  - 4.2- Tout en tenant compte des enseignements de la révolution russe.

Rien à voir avec la politique trade-unioniste que propose le POI ou le NPA qui est en fait une politique de capitulation devant le régime.

Je vais être désagréable volontairement ici, on en a franchement rien à faire de votre combat dans les syndicats, des millions de travailleurs et jeunes qui ne sont pas syndiqués sont dix fois plus révolutionnaires que la majorité des syndiqués, mais ils ne vous intéressent pas, cela doit être passionnant apparemment de refaire le monde entre militants qui finalement sont tous incapables de se hisser à la hauteur des intérêts collectifs de la classe, les dirigeants syndicaux et les syndicats plus généralement ne défendent que leur fond de commerce, ce que Sarkozy sait pertinemment pour ne pas avoir trop chargé la barque des fonctionnaires, c'est même uniquement dans ce domaine qu'il a amorcé un recul, il faut bien laisser un peu de *grain à moudre* au Thibault, Mailly, Chérèque et consort pour qu'ils conservent le contrôle de leurs troupes et terminent leur sale besogne.

Je vais vous raconter une petite histoire personnelle.

Mon père a été menuisier en bâtiment jusqu'à l'âge de 55 ans environ, sous le coup d'un avis négatif du médecin du travail son état physique étant tellement délabré, il dut se reconvertir et devint chauffeur de taxi, comme salarié puis comme artisan, comment il a trouvé le pognon pour acheter sa plaque de taxi, c'est un mystère pour moi, peu importe.

Il ne cessera de raconter à tout le monde qu'il avait finalement pris sa retraite après avoir cotisé plus de 42 ans, alors qu'à l'époque la loi était à 37,5 annuités, il sera atteint d'une terrible maladie nerveuse dégénératrice qui le rendra grabataire en trois ans, et il en mourra il y a 6 ans sans avoir réellement profité de sa retraite.

Je vais vous dire camarades, quand on a vécu dans un milieu ouvrier aussi arriéré, on ne porte pas le même regard sur le prolétariat que lorsqu'on est issu d'un milieu plus favorisé, je ne dis pas nanti. On a à l'esprit que toutes les couches de la classe ouvrière ne réagissent pas de la même manière confrontées à un problème, le plus souvent parce qu'elles ne sont pas logées à la même enseigne ; je ne sais plus au juste combien de travailleurs travaillent dans le bâtiment, des centaines de milliers, plus d'un million peut-être, vous entendez souvent parler de grèves ou de mouvements sociaux dans ce secteur d'activité ? Jamais ou presque, c'est extrêmement rare. Il n'est pas le seul dans ce cas-là, et pourtant leurs conditions de travail sont parmi les pires qui existent avec l'usine ou la mine.

Parmi ces différentes couches du prolétariat, il existe une proportion plus ou moins importante de travailleurs arriérés politiquement, mais l'inverse est vrai également, dans certains secteurs d'activité il existe une proportion plus importante de travailleurs se posant des questions politiques, dans les usines, les bureaux, partout où les travailleurs ne se retrouvent pas isolés sur leur lieu de travail, car c'est leur atomisation qui les empêche en partie de progresser, c'est l'incapacité d'échanger ou de confronter leurs points de vue avec des collègues de travail là où ils subissent l'exploitation qui les confine dans leur ignorance ou contribue à subir sans broncher le sort que leur patron leur réserve... Imaginez un instant quel peut être le niveau de conscience politique d'un travailleur qui durant toute sa vie n'a eu finalement comme seul interlocuteur, son patron et son écran de télévision. Ajoutez l'état de soumission à laquelle il a été livré toute sa vie et vous aurez les conditions qui produisent un parfait réactionnaire, état qui n'est pas forcément définitif... Ils sont des millions de travailleurs à être isolés (cela n'en fait forcément des réactionnaires, je précise), 4 millions rien que dans les TPE, ajouter tous les travailleurs qui occupent des postes où ils sont relativement isolés les uns par rapport aux autres, tous ceux qui sont en situation de précarité, et vous pouvez multiplier ce chiffre par 2 ou 3.

Il faut donc porter un regard objectif sur le prolétariat et comprendre qu'il existe différents degrés entre ceux qui sont totalement arriérés et la minorité qui serait prête à en découvrir avec le régime, qu'entre les deux il existe des millions de travailleurs qui peuvent être attentifs à un discours révolutionnaire à partir du moment où nous sommes capables de les aborder autrement qu'en leur servant des arguments théoriques qui ne leur inspirent pas confiance ou qu'ils soupçonnent de servir avant tout les intérêts d'un parti plutôt que les leurs ou qui leur paraissent étrangers parce qu'incompréhensibles. Vous n'avez pas idée, semble-t-il, lorsqu'on lit vos documents à quel point on a l'impression que vous récitez une leçon apprise par cœur, cela ne peut produire qu'un effet négatif.

### **3- La Chine nouveau terrain de manoeuvre du capitalisme mondial pour sortir de la crise.**

On pourrait comparer l'essor économique que pourrait prendre la Chine avec celui des Etats-Unis à l'issue de la seconde guerre mondiale, à ceci près qu'aujourd'hui les Etats-Unis aussi sont en crise ainsi que tous les pays les plus développés. A développer : le développement à deux vitesses de la Chine, hier le capitalisme s'est développé grâce à ses colonies, aujourd'hui le prolétariat des campagnes ou éloigné des grandes villes l'a remplacé, pas qu'un peu puisqu'il se compte en dizaine et dizaine de millions d'ouvriers rémunérés moins de 25 dollars par mois ; l'essor de la classe moyenne chinoise pour consommer les marchandises produites en Chine mais aussi aux Etats-Unis et en Europe, au Japon, son endettement colossale à ne pas oublier aussi qui a déjà formé une bulle... (A suivre)

#### **Quelques infos en bref.**

#### **La guerre de guerre est déclarée ! La Talonnette : toujours plus bas !**

Selon un sondage Opinionway pour Metro-Krief-Group diffusé dimanche, 74% des Français estiment que la France va connaître un mouvement social de grande ampleur à la rentrée.

Nicolas Sarkozy tombe à son niveau le plus bas depuis son élection en 2007 avec 30% de bonnes opinions. (Reuters 11.07)

Pour rappel, un sondage antérieur réalisé par un autre institut le donnait à 26%.

#### **Des pans entiers de la petite-bourgeoisie se détournent de l'UMP.**

La candidate Europe Ecologie, Anny Poursinoff, a été élue dimanche au second tour de l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, battant le candidat UMP Jean-Frédéric Poisson.

La candidate écologiste a obtenu 51,72% des suffrages exprimés (15.198 voix) contre 48,28% % pour le candidat de l'UMP (14.104 voix).

Le taux de participation, qui avait été de 26,75% au premier tour le 4 juillet, a été de 29,42%%. (Reuters 11.07)

Même avec un très fort taux d'abstention le candidat de l'UMP a été battu, on peut donc en déduire que Sarkozy et son parti serait battu s'il y avait des élections générales demain. Sauf coup de théâtre de dernière minute, Sarkozy un petit tour et puis s'en va ! Ce qui ne résoud pas notre problème, c'est un constat.

Le PS au pouvoir dans la situation actuelle, comme en 1981, aboutira à amplifier l'idée qu'il n'y a pas de solution à la crise du capitalisme, ce qui permettra au régime de se maintenir en place. Gageons que, comme en 1981, tous les partis de "gauche"s'empresseront de lui proposer leur service en échange de quelques miettes pour satisfaire leur électorat, que j'appelle leur fond de commerce, et pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles continueront de connaître, chômage, précarité et pauvreté.

Derrière le masque populiste du PS le capitalisme, masque qu'aucun parti de "gauche" ne tient à arracher, demandez-vous pourquoi et vous aurez compris la nature réelle de ces partis et leurs dirigeants. Par dépit on se raccroche à n'importe quoi, on est prêt à se contredire et faire renaître des illusions que l'on croyait envolées pour toujours dans l'espoir d'un avenir meilleur. A défaut de certitude et par manque de volonté souvent, on préfère se mentir à soi-même en se disant que cette faiblesse ne concerne que nous-même et que par conséquent personne ne pourra nous critiquer.

Et cela fonctionne à merveille, puisque lorsque l'on combat pour faire tomber le voile trompeur qui camoufle les véritables intentions du PS et ainsi mettre fin à cette funeste mascarade, il s'en trouve toujours pour nous traiter de gauchistes, notez bien que ceux qui nous adressent cette critique acerbe ne sont jamais les plus mal lotis par cette société dans laquelle ils se retrouvent finalement, ceci expliquant cela. Socialistes en parole... seulement !

### **Un Etat synonyme de "déclin".**

Une large majorité des Français (71%) juge que la France est "en déclin" bien qu'elle dispose pour 79% d'entre eux de "*beaucoup d'atouts*", selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche.

Par rapport à une précédente enquête menée il y a cinq ans, l'idée de déclin progresse de cinq points, puisque les sondés étaient 66% à exprimer cet avis en 2005, après le rejet par référendum de la Constitution européenne. (Reuters 11.07)

Inutile de demander à des politiciens ce qu'ils pensent de l'état d'esprit de la population puisqu'ils sont tous corrompus ou qu'ils répondront en fonction de ce qui les arrange, il ne reste plus que les sondages, le bouche à oreille, ainsi que le taux de participation aux grèves ou aux manifestation ou les résultats d'élections pour s'en faire une idée aussi précise que possible avec une marge d'erreur pas toujours facile à évaluer.

Il reste le sentiment d'injustice qui naît toujours face à une politique résolument antisociale et que la majorité de la population partage, ce qui est cependant insuffisant pour forger une conviction. Les 79% de ce sondage fournit une indication intéressante, ils signifient que l'immense majorité de la population n'est pas résignée, qu'elle ne croit pas à la fable de la fatalité dans laquelle tous essaient de l'enfermer en ne lui proposant aucune issue politique au-delà du capitalisme et de la Ve République.

N'étant pas résignée, la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ne se considèrent pas vaincues, elles sont prêtes à se mobiliser pour influencer ou inverser le cours des choses, elles ne sont pas forcément révolutionnaire pour autant, mais parmi elle il est évident qu'il existe des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui cherchent une issue politique qui rompt avec le carcan dans lequel les uns et les autres veulent absolument les cantonner.

C'est en priorité à ces travailleurs et jeunes à qui il faut s'adresser, ils sont l'avant-garde du prolétariat, ce sont eux qui pourront par la suite entraîner le gros des masses derrière eux, ils sont prêts à entendre et saisir un discours révolutionnaire, pour peu qu'il soit dynamique et corresponde effectivement aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités, au lieu d'exprimer uniquement les besoins des couches de la société dont sont issus les dirigeants des différents partis ouvriers ou auxquelles leur politique est habituellement destinée, à tort en toute circonstance d'ailleurs.

J'ajoute qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de la décomposition théorique et politique des partis ouvriers qui s'exprime à travers leur refus de définir leur orientation politique en fonction ou à partir des intérêts collectifs de la population laborieuse, et dont l'absence d'issue politique dans leur politique constitue un témoignage sans appel, se bornant à défendre les intérêts particuliers de certaines couches comme autant de batailles sans lien entre elles, au lieu de s'en servir comme un point d'appui pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique...

### **L'indépendance de la presse vue par un Internaute intervenant hier sur le site... Rue89.**

*"Une réunion s'est ainsi tenue le 21 décembre, au cours de laquelle les fameux sites Rue89, Mediapart et Slate ont pu obtenir une somme proche de 200 000 euros chacun. Rue89 a pour sa part demandé (et obtenu) 249 000 euros afin de développer un projet qui coûtera au total*

plus de 400 000 euros."

Cela confirme et précise l'info que j'avais déjà donnée dans le site.

La limite de l'indépendance de ces sites si vous voulez savoir où elle se situe, lisez attentivement leurs articles sur les questions sociales et vous aurez rapidement trouver la réponse à cette question. Ils sont tous à la solde du régime évidemment, ne comptez pas sur eux pour promouvoir le socialisme ! Cela étant quand ils sont attaqués, on est bien obligé de les défendre, sauf s'ils font dans la calomnie ou l'insulte.

## Le 13 juillet

Je n'ai pas le temps de réagir à l'intervention de Sarkozy, une tentative de manipuler les esprits une fois "blanchi" de tout soupçon de corruption qui ne convaincra pas grand monde, sauf les esprits faibles ou qui aspirent à la paix sociale... et il y en a dans le pays ! Reste à savoir s'il réussira à désamorcer la bombe à retardement des retraites avant le début septembre, l'opération de communication d'hier devait y contribuer. A suivre.

Je répondrai demain à l'un des courriels que j'ai reçus hier. Je le reproduis ici en attendant, les militants peuvent m'adresser les réflexions qu'il leur inspire.

*"Une autre réflexion m'est venue quant à l'une des explications des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin. Les courriels d'invectives que tu as reçus montrent qu'il y a en fait peu de progression dans la réflexion individuelle des militants.*

*L'invective, la pseudo caractérisation politique s'appuyant sur des "vérités" inaliénables que l'on ne doit surtout pas remettre en question sous peine d'excommunication sont la base de formation politique de la plupart des militants. J'en sais quelque chose, puisque c'est à cette "école" que j'ai été formé à la fin des années 70 à l'OCI.*

*Et je me rends compte que c'est seulement maintenant, après de nombreuses années de coupure politique, que je commence à me dégager de cette emprise pour accepter de ne plus voir les autres militants comme des "ennemis" du mouvement ouvrier qui "roulent" forcément pour une structure organisée étrangère à la classe ouvrière. La situation actuelle d'éclatement en multiples partis, organisations, chacun persuadé de détenir sa "vérité" en est l'expression.*

*Certes nous avons été formés à une époque où sévissait le stalinisme, véritable gangrène, mais on a finalement combattu le dogmatisme par un autre dogmatisme. Il faut aujourd'hui apprendre ou réapprendre à voir les autres militants comme des personnes qui cherchent sincèrement une voie pour en finir avec le capitalisme, et avec lesquels il convient d'approfondir la progression de la réflexion politique en n'hésitant pas à réexaminer toutes les questions, sans tabou.*

*Avec le recul on perçoit combien ces dogmes ont inhibé toute réflexion. Le fameux "les forces productives ont cessé de croître", typique de l'OCI (aujourd'hui CCI) que tu as encore reçu en sont un exemple. Je me souviens, avant la chute du mur de Berlin, du fameux "la réunification de l'Allemagne ne pourra se faire que sur la base du socialisme". On voit ce qu'il en a été. L'un de mes anciens camarades de l'OCI s'est aujourd'hui détourné du marxisme parce que, de formation scientifique, et formé à l'esprit critique, il a assimilé ces dogmes, dont il voyait bien l'inanité, au marxisme. Et il n'est certainement pas le seul.*

*La reconstruction devrait se faire autour de bases simples, et ne pourra pas être l'oeuvre d'un seul des partis ou organisations actuelles. Elle devra se faire sur la base du regroupement de militants oeuvrant chacun dans son parti ou organisation autour de lignes politiques directrices telles que:*

*- l'objectif de tout parti ou organisation ouvrière est d'en finir résolument avec le capitalisme.*

*- Pour cela il utilise chaque revendication particulière comme l'occasion d'expliquer en quoi elle relève de la politique économique générale du capitalisme, et que si elle doit être défendue ponctuellement, elle ne pourra l'être définitivement qu'avec l'abolition du capitalisme.*

*- il dénonce en le démontrant à chaque fois que l'occasion s'en présente le rôle contre-révolutionnaire joué par la sociale-démocratie à travers les partis et organisations syndicales qu'elle dirige. Il démontre la nécessité pour les travailleurs de s'organiser indépendamment de ces partis, et de combattre au sein de leur organisation syndicale pour qu'elle se réoriente sur ce qui a fondé le mouvement syndical, la perspective d'abolition du salariat.*

*- il revendique clairement la prise du pouvoir, seul moyen d'en finir avec les gouvernements et institutions nationales et internationales qui sont tous aujourd'hui des armes entre les mains du capitalisme pour asseoir sa domination économique et politique.*

*Cette plate-forme n'est sans doute pas complète, mais évite les dogmes et permet ensuite toute discussion tactique ou stratégique sur les meilleurs moyens d'y parvenir. C'est peut-être un simple retour à un ouvrage de référence, "Le manifeste du parti communiste" de Marx et Engels qu'il faudrait que je relise."*

## **Retraites, rappel quelques chiffres par un Internaute.**

Quelques chiffres clés. (Sources : doc Cnav l'Assurance Retraite et rapport C.O.R.)

- Prévion déficit 2010 tous régimes confondus : 32 milliards d'euros (info C.O.R.)
- Total des cotisants tous régimes confondus : 24 998 818 (info Cnav)
- Total des retraites servies: 21 906 578 (info Cnav) Cnav
- Régime général: 17,2 millions d'actifs cotisants (info Cnav) 12,1 millions de retraités (info Cnav)
- Déficit prévisionnel 2010 : 10 milliards d'euros (info Cnav)

## **AUTRES RÉGIMES.**

- Secteur publics et assimilés + les régimes spéciaux + les non salariés (commerçants, artisans, exploitants agricoles, etc) 7,8 millions d'actifs cotisants ( par soustraction) 9,8 millions de retraités ( par soustraction)
- Déficit prévisionnel 2010 : 19,9 milliards d'euros (par soustraction)

## **COMPARAISON DES DÉFICITS GÉNÉRÉS SUIVANT LES RÉGIMES**

- Cnav Régime général : 10 milliards / 12,1 millions de retraités = 826,4 euros par an et par retraité
- Les autres régimes : 19,9 milliards / 9,8 millions retraités = 2030,6 euros par an et par retraité

## **Russie.**

**1-** Deux artistes russes, Iouri Samodourov et Andreï Ierofeïev, ont été reconnus coupables d'extrémisme et condamnés à de fortes amendes par un tribunal de Moscou pour une exposition qui a choqué les sensibilités orthodoxes en mêlant images profanes et religieuses.

*"Cela montre que l'Etat soutient les factions orthodoxes ultranationalistes qui attaquent la culture russe", a déclaré à Reuters Ierofeïev, qui fut conservateur de la galerie nationale Tretiakov de Moscou.*

Parmi les oeuvres jugées litigieuses à l'exposition de 2007 figuraient une icône orthodoxe sur laquelle figurait un Mickey Mouse, une peinture représentant un général russe violant un soldat et une médaille de l'Ordre de Lénine servant d'auréole à un Christ.

Les commissaires de l'exposition avaient pris soin de dissimuler ces oeuvres derrière une tenture et seules les personnes qui le souhaitaient pouvaient les apercevoir par un trou percé dans le tissu.

Les photographies étaient interdites pour empêcher la diffusion de ces images.

Mikhaïl Nalimov, chef du mouvement de la Jeunesse orthodoxe unie, a déclaré à des journalistes au tribunal que les commissaires de l'exposition devraient être envoyés en exil.

*"Le gouvernement doit décider aujourd'hui s'il est du côté de Dieu ou du côté de Satan", a-t-il dit à Reuters.*

Alors que le tribunal se préparait à rendre son verdict, l'artiste Piotr Verzilov a fait irruption dans la salle d'audience et a ouvert un sac dont se sont échappés des dizaines de cafards.

Tandis que la police l'évacuait vers un fourgon, Verzilov a lancé des appels en faveur de la libération de Ierofeïev et de Samodourov et a dénoncé un *"tribunal de cafards"*. (Reuters 12.07)

**2-** L'Iran est proche d'avoir les moyens de mettre au point des armes nucléaires, a estimé lundi le président russe Dimitri Medvedev, soulignant que les nouvelles sanctions votées en juin par le Conseil de sécurité de l'ONU pourraient *"stimuler le processus de négociations"*.

*"L'Iran se rapproche" du moment où il disposera "du potentiel qui, en principe, peut être utilisé pour produire des armes nucléaires", a expliqué M. Medvedev lors d'une réunion avec les ambassadeurs de Russie au ministère des Affaires étrangères à Moscou. (AP 12.07)*

## Le 14 juillet

Pas le temps de causer ce matin : pas de courant depuis 3h déjà, une facture de téléphone à récupérer à Pondichéry, une autre d'électricité à payer, dernier jour avant coupure... Je compléterai plus tard à la date de demain, ma priorité est de répondre aux courriels que j'ai reçus.

Vous avez lu ce qui figure dans le bandeau déroulant : dès 1895 Lénine posait directement la question du pouvoir et du renversement du régime, en réalité il ne cessera de la poser jusqu'en octobre 1917, elle ne disparaîtra jamais de son discours. Et 115 ans plus tard on devrait s'en priver ? Sa conclusion vaut pour nos dirigeants. Il faudrait peut-être écrire une nouvelle biographie de Lénine qui rétablisse la vérité sur le léninisme, non ? Ce qu'en a dit Trotsky qui avait finalement admis que c'était Lénine qui avait eu raison sur les principes et la question du parti, fera l'affaire en attendant. On ne peut se déclarer honnêtement trotskiste et nier les enseignements du léninisme ou de la révolution russe. Prochainement je tordrai le cou à deux autres contrevérités colportées par les dirigeants du CCI-POI, l'une concernant l'interprétation du témoignage de Ioffé, l'autre à propos du testament de Lénine.

Pour vous occuper l'esprit un moment en ce jour férié, un bref extrait de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels :

*"Révolution prolétarienne. Résolution des contradictions : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan arrêté à l'avance est désormais possible. "*

- 1- On s'empare du pouvoir politique, ce qui signifie que l'on fixe au combat du prolétariat cet objectif ;
- 2- Ensuite on nationalise ou on s'approprie socialement les principaux moyens de production ;
- 3- Après on planifie la production en fonction des besoins de la population pour les satisfaire.

Voilà la marche à suivre et il n'en existe pas d'autres pour en finir avec les institutions et le capitalisme, avancer vers le socialisme.

### Quelques infos en bref.

#### Les approximations ou les mensonges de Sarkozy lors de son "interview" du 12 relevés par deux médias.

- Monsieur Courroye est un "juge" : Faux, il est procureur. Un procureur n'est pas un juge. Le premier est un défenseur de l'ordre public alors que le second applique la loi et dit le droit. (Lepost.fr 13.07)

- "Liliane Bettencourt paie plusieurs millions d'euros d'impôts par mois" : Approximation (<http://blogs.lexpress.fr/les-couloirs-de-bercy/2010/06/liliane-bettencourt-championne.php>) (Lepoint.fr 13.07)

- "Il existait avant mon élection des contribuables qui payaient 100% d'impôt, c'est-à-dire il gagnait 1000, ils payaient 1000" : Faux ([http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/le-bouclier-fiscal-aura-coute-pres-de-700-millions-d-euros-en-2009\\_229937.html](http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/le-bouclier-fiscal-aura-coute-pres-de-700-millions-d-euros-en-2009_229937.html))

- La France est "avec la Suède, le pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés" : Approximation, au classement des pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés, la France arrive... quatrième. (Lepost.fr 13.07)

- "Mme Merkel et moi (...). Nous nous faisons confiance" : Faux ([http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/pourquoi-la-france-et-l-allemande-ne-se-comprennent-pas\\_232693.html](http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/pourquoi-la-france-et-l-allemande-ne-se-comprennent-pas_232693.html)) (Lepoint.fr 13.07)

- L'Allemagne a un bouclier fiscal : Faux, *Le Monde* avait expliqué en 2009 que le dispositif était inexistant outre-Rhin. "Cette référence n'existe plus depuis un spectaculaire revirement de jurisprudence", indiquait *Le Monde*. (Lepost.fr 13.07)

- "Le G20 est une invention française" : Faux ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe\\_des\\_20V](http://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_des_20V)) (Lepoint.fr 13.07)

#### UE. OGM : "marché de dupe".

La Commission européenne a recommandé mardi de laisser aux Etats membres de l'Union européenne la responsabilité d'autoriser ou non la culture sur leur sol d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dont l'innocuité pour la santé et l'environnement a été scientifiquement validée par l'UE.

Les gouvernements des 27 ont besoin "d'une plus grande marge de manoeuvre pour organiser la coexistence entre les cultures

*génétiquement modifiées et d'autres types de cultures, conventionnelles ou biologiques par exemple*", a estimé le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, John Dalli.

L'UE, a-t-il ajouté, ne devrait intervenir que si les OGM représentent un danger pour la santé ou l'environnement. A ce jour, l'UE n'a autorisé la culture que d'un type de maïs et d'une pomme de terre OGM.

Sa proposition de compromis *"est en fait une tentative de marché de dupe"*, estime Arnaud Apoteker, chargé de campagne OGM pour Greenpeace France, car elle *"ne permettra pas que les Etats membres interdisent la culture d'OGM pour des motifs pourtant sérieux liés à l'environnement et à la santé (déjà pris en compte dans les textes européens) alors même qu'ils ont été unanimes à constater l'insuffisance de l'évaluation environnementale et sanitaire des OGM"*.

On compte environ 134 millions d'hectares de cultures OGM dans le monde, dont près de la moitié aux Etats-Unis, où elles occupent 62 millions d'hectares. L'Allemagne est quant à elle le plus gros producteur européen de plantes OGM, avec 35 millions d'hectares. (AP 13.07)

### **Portugal. Charger la barque... jusqu'où !**

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir abaissé de deux crans la note souveraine du Portugal, à A1 contre AA2. Moody's a également dit s'attendre à une détérioration *"pour au moins deux ans encore"* des paramètres de la dette, dont le poids par rapport au Produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 90% avant de se stabiliser. (Lepoint.fr 13.07)

### **Estonie.**

Les ministres des Finances de l'Union européenne ont donné mardi leur accord définitif à l'entrée de l'Estonie dans la zone euro.

Le petit Etat balte, membre de l'UE depuis 2004, pourra devenir le 17e pays à adopter la devise européenne le 1er janvier 2011.

Les Estoniens considèrent qu'échanger leur couronne contre l'euro encouragera l'investissement étranger dans le pays qui a connu l'an passé une croissance en baisse de 14,1%.

L'euro sera *"très important pour ramener notre économie sur les rails"*, a estimé le ministre estonien des Finances Jurgen Ligi. Il a salué la décision de l'Union européenne en remettant à ses homologues des pièces d'euro de l'Estonie en chocolat. (AP 13.07)

C'est tout ce que vaut l'euro face au dollar !

---

### **Le 15 juillet**

J'ai presque terminé ma réponse au second courriel du camarade Philippe et ensuite je vais m'attaquer à refaire entièrement la réponse que j'avais rédigée au courriel du camarade étudiant. Ce délai est dû aussi au fait que dans mes réponses je ne me contente pas de phrases apprises par coeur, d'arguments à l'emporte-pièce ou de reproduire des citations.

1- La page d'accueil du site en elle-même est représentative de la situation actuelle et de notre combat. Notre ennemi n'est pas un parti en particulier en dehors de l'UMP et de tous les partis de la réaction, notre ennemi c'est l'Etat qui nous opprime et nous exploite pour le compte des capitalistes, sous cet angle travailleurs du public et du privé sont logés à la même enseigne et doivent combattre ensemble. L'unité doit se forger contre le gouvernement, l'Etat et ses institutions qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire impulsée en grande partie par le FMI et l'Union européenne pour le compte des intérêts des impérialistes les plus puissants, dont les Etats-Unis et l'Allemagne. Nous sommes face à un ennemi qui veut nous confiner dans la servitude et qui ne nous fera aucun cadeau, dès lors doit-on collaborer avec lui ? Sarkozy s'attaque à nos vieux avec sa contre-réforme des retraites, ensuite il veut enchaîner avec nos grands malades pour les faire crever plus tôt, si possible dans l'anonymat le plus total. Cette question doit être posée et toute hésitation qui accompagnerait la réponse qu'on y apporterait trahirait un penchant pour une capitulation, il faut donc bien réfléchir avant d'y répondre.

2- Voilà ce qui a attiré l'attention du POI dans l'interview de Sarkozy du 12 juillet (IO n°106) : "Où est la justice, quand on ponctionne à l'agent de service, à l'aide-soignante, à l'instituteur 3 % de leur salaire net, par l'augmentation de leur retenue pour pension ?", tandis que 20 millions de travailleurs du secteur privé sont livrés à la terrible loi du Talon de fer du capital... et passe au second plan pour ce qui se prétend un parti ouvrier...

3- Force ouvrière réclame aussi une *"réforme"* conduite par... Sarkozy.

Extrait de l'*Éditorial* de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 7 juillet 2010.



*"Dans une telle situation, il faut zapper ce projet de loi avant d'exiger une réforme conforme aux droits et besoins des salariés. C'est pourquoi Force Ouvrière revendique en priorité un retrait de ce projet."*

Serait-il possible d'envisager le respect de notre droit à la retraite, au minimum le retour à la situation d'avant 1993, avec Sarkozy (ou Aubry-DSK) aux commandes ? Parce que Sarkozy pourrait rédiger *"une réforme conforme aux droits et besoins des salariés"* ? Mais dites-moi c'est génial, vous avez votre de l'UMP en poche monsieur Mailly ou du PS ce qui revient au même ? Et les dirigeants du POI qui dirigent FO à vos côtés et que vous engraissez au passage grâce à la générosité de l'Etat, avec notre argent en somme, ils en pensent quoi au juste ? Ils voteront comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral comme s'ils n'avaient rien lu rien entendu ?

Allez-y, continuez votre double langage en colportant des illusions dans le gouvernement et le régime capitaliste au lieu de les combattre, vous êtes parfaitement dans votre rôle. Au moins on n'a pas besoin de vous demander pour qui vous roulez, vous le revendiquez, au moins vous assumez ouvertement vos convictions politiques réformistes, vos petits camarades du POI feraient bien d'en prendre de la graine en terme d'honnêteté.

Sur le plan syndical : il faut se battre pour obtenir le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 et si elles sont devenues incompatibles avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy et le Medef, il faut immédiatement engager le combat pour préparer les conditions qui nous permettront d'exproprier (sans indemnité) les capitalistes, à commencer par les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises. Cela peut se traduire concrètement par la création de comités combattant dans la perspective de la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie par les travailleurs eux-mêmes avec pour objectif la transformation sociale des rapports de production...

Sur le plan politique : nous n'exigeons rien du gouvernement ou du patronat, nous disons simplement, si le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 est incompatible avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy, il faut préparer les conditions politiques nécessaires à l'abolition des institutions de la Ve République qui ont été conçues pour servir les intérêts du capital et qui constituent un obstacle à la remise en cause des fondements du régime capitaliste, à l'expropriation des capitalistes et à la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs pour satisfaire ensuite leurs revendications légitimes.

Seul un Etat ouvrier dirigé par un gouvernement révolutionnaire constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant résolument pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour le socialisme, s'appuyant sur l'organisation politique indépendante des masses laborieuses, pourra mener à bien cette tâche, liquider les privilèges de la classe des capitalistes, s'attaquer aux inégalités et aux injustices léguées par la classe des exploités, et reconstruire la société sur la base des besoins fondamentaux de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes. Sans un puissant parti ouvrier révolutionnaire combattant dans cette perspective et impulsant cette politique au sein d'un gouvernement ouvrier, cet Etat ouvrier ne verra jamais le jour et aucun changement politique radical ne pourra se produire. Notre tâche prioritaire est donc de combattre et de nous rassembler pour le construire.

J'ai évité ici toute forme de polémique ou d'invective, pour montrer que c'est possible selon le contexte dans lequel on se trouve et le but recherché. La politique que je mets en avant s'inscrit en rupture totale avec toutes celles qui ont été menées au cours de la seconde moitié du XXe siècle et que je qualifierai d'opportunistes à des degrés divers.

J'estime qu'elle est conforme aux enseignements du marxisme, de la révolution russe qui constitua l'apogée du combat révolutionnaire du prolétariat au XXe siècle, au cours duquel le parti bolchevik et le prolétariat russe mirent en pratique les leçons que Marx et Engels tirèrent ou théorisèrent de l'expérience de la Commune de Paris, en replaçant au centre de notre combat la question du pouvoir politique et du parti à laquelle toutes les autres questions et tous nos combats doivent être impérativement subordonnés, sous peine de sombrer inévitablement dans l'opportunisme ou l'aventurisme comme nous pouvons le constater quotidiennement, où d'accrocs insignifiants à nos principes en compromissions honteuses on en arrive à s'adapter au capitalisme et à abandonner le combat pour le socialisme.

Demain ou les jours suivants, je vous livrerai les brouillons de causeries inachevées et que je n'ai pas mises en ligne et qui pourront servir à développement futur de la part des militants, car je ne peux pas être partout à la fois, je n'ai pas la capacité de travail d'un Marx, je fatigue assez rapidement malheureusement et je ne dispose pas de la totalité de mes facultés intellectuelles 24h/24. De plus je dois me coltiner la totalité des tâches ménagères, l'entretien quotidien de mon petit terrain, etc. ; ici on vit avec les fenêtres ouvertes en permanence, au bord de la mer il y a plus ou moins du vent en permanence également, cela aide à supporter la chaleur écrasante, mais l'intérieur de la maison est très rapidement poussiéreux pour ne pas dire crasseux (et dire qu' avant j'étais un maniaque de la propreté... et de l'ordre !), le terrain à peine nettoyé se recouvre de petits morceaux de feuilles sèches de cocotiers ou d'autres arbres, sans compter que les dizaines de corneilles qui établissent domicile dedans recueillent toutes sortent de brindilles pour faire leurs nids, dont des branches de bougainvilliers qui jonchent le sol et qu'il faut ramasser avant qu'elles soient recouvertes par le sable avec les chiens et que l'on marche dessus !

Ces petits détails peuvent vous paraître insignifiants, mais quand on met le pied sur une épine de plus d'un centimètre de long aussi grosse qu'un crayon, je vous assure qu'on pense rapidement le contraire, bien sûr que cela m'est arrivé ainsi qu'à mes chiens. Je passe donc des heures et des heures à assurer un minimum d'entretien de l'endroit où je vis. J'essaie de rationaliser tout ce qui peut l'être afin d'avoir le plus de temps possible pour assurer mon activité politique, mais il y a un moment où la limite est atteinte, je peux faire des courses en gros par exemple, en moto c'est limité, mais je ne peux pas stocker le pain. On fait ce qu'on peut et au mieux, voilà.

**Quelques infos en bref.**

## La République des copains et des coquins, suite. Actualisé : des ripoux et des voyoux

Martin Bouygues, PDG du groupe de construction, de médias et de télécommunications, ainsi que plusieurs autres proches de Nicolas Sarkozy, des intellectuels et des artistes se voient attribuer la Légion d'honneur dans la traditionnelle promotion du 14 juillet, lit-on dans le Journal officiel.

Elevé au grade d'officier au titre du ministre de l'Industrie, Martin Bouygues a été le témoin du deuxième mariage de Nicolas Sarkozy et il est le parrain de son plus jeune fils Louis.

François Pérol, ancien conseiller du chef de l'Etat porté en 2009 à la tête du groupe Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE), est quant à lui élevé au grade de chevalier, tout comme le directeur général du Crédit Agricole, Jean-Paul Chifflet. François Pérol est en ce moment visé par une enquête pour "prise illégale d'intérêt". Il avait joué un rôle essentiel dans la fusion de la Banque Populaire et de la Caisse d'épargne du temps où il était conseiller de l'Elysée, avant de prendre la tête du nouveau groupe, fin février 2009, rappelle Le Nouvel Obs.

Jean-François Dehecq, président d'honneur du groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, est promu grand officier tandis qu'Alain Juillet, ancien responsable de l'intelligence économique, est élevé au grade de commandeur à l'instar de Bertrand Collomb, l'ancien patron de Lafarge, leader mondial des matériaux de construction. Le président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) Jérôme Bédier est promu officier.

La journaliste au Figaro et présidente de l'association des journalistes parlementaires Sophie Huet devient officier tandis que l'ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, Emmanuelle Mignon, ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, est nommée chevalier.

La magistrate Maryvonne Caillibotte, directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, est élevée au grade de chevalier. Les "affaires" les plus sensibles sont suivies de ce poste au ministère, via les procureurs, qui peuvent aussi recevoir des instructions par son intermédiaire.

Sans oublier l'historien Jean Favier, spécialiste de Napoléon, élevé à la dignité de grand'croix. (Reuters et 20minutes.fr 14.07)

On aurait pu titrer aussi : Le pouvoir de l'argent et des médias à l'honneur, des intellectuels et des artistes valets du pouvoir récompensés. Vous imaginez le spectacle pitoyable de ce ramassis de minables en train d'attendre leur tour pour recevoir leur petite médaille de la main d'un Président décrié, conspué, honni par l'immense majorité de la population. Leur morale et la nôtre, quoi.

Des présidents en uniforme comme Sarkozy les aime.

Des putschistes

Les militaires nigériens, qui ont renversé le gouvernement en mars dernier, et n'ont toujours pas organisé d'élections (mais ils disent que ça va venir). En Mauritanie, les militaires au pouvoir ont laissé le pouvoir après avoir subi les foudres de Paris.

Des "démocratues"

Paul Biya dirige le Cameroun d'une main ferme depuis 1982. Dans ce pays, 2 assemblées exercent le contrôle du pouvoir, mais on attend toujours la mise en place du Sénat.

La Côte d'Ivoire, en froid avec la France, a envoyé son ministre de la défense la représenter, et zéro soldat pour défiler. Il faut dire qu'on attend les élections présidentielles depuis plus d'un an, et que le président Gbagbo ne se presse pas plus que ça pour les organiser.

Le président du Burkina Faso est au pouvoir depuis 1987 suite à un coup d'Etat. La constitution, adoptée en 1991, précise que le président peut être élu pour 2 mandats de 5 ans maximum. Cherchez l'erreur. En fait, il y a eu 2 modifications de la constitution depuis qui lui permettent de rester en place.

Au Tchad, le président Déby a fait modifier la constitution par référendum pour pouvoir se présenter autant de fois qu'il le veut aux élections présidentielles. Ca tombe bien, ça fait 20 ans qu'il est là.

Au Congo, Denis Sassou N'Guesso dirige le pays depuis 1979 (avec une interruption de 5 ans dans les années 90).

Au Togo, le président s'appelle Gnassingbé. Celui d'avant Gnassingbé. Ca dure depuis 1967. Au Gabon, Ali a succédé à Omar Bongo, sans changer grand chose aux pratiques.

Réaction de trois Internautes. 1- Une "petite" erreur concernant le Burkina Faso:

A son adoption le 2 juin 1991, la formulation était la suivante ; "Le Président du Faso est élu pour sept ans au suffrage universel direct, égal et secret. Il est rééligible une fois".

La première modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 27 janvier 1997, tout en maintenant le septennat, a supprimé la limitation du nombre de mandats par la suppression du groupe de mots "une fois".

La seconde modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 11 avril 2000 a introduit le quinquennat et réintroduit la limitation du nombre de mandats, sans effet rétroactif. Ainsi, si le président Compaoré est réélu cette année, ce sera son dernier mandat. Sauf nouvelle modification de la constitution....

2- La France-Afrique illustre assez bien le mariage heureux entre le capitalisme amoral et antisocial avec la dictature ou du moins l'absence de démocratie. Il y a là une parfaite compatibilité, une véritable adéquation. Le 14 juillet devenu le jour de la fête des princes selon MM. Kouchner, Sarkozy, Fillon et Guaino risque fort de devenir le jour de la honte nationale. Les dictateurs paragent, la République française confisquée leur rend un hommage appuyé. Le 14 juillet, la fête populaire par excellence, la fête de la liberté a été dévoyée et sert aujourd'hui à célébrer le système ABJECT de la "France-Afrique" qui n'est que le masque hideux du soutien massif à des régimes non démocratiques voire dictatoriaux. La "France-Afrique" est aussi un tremplin politique pour certains politicards français et le moyen de gagner beaucoup d'argent. Où sont passés les peuples?

3- Retenons juste, le seul coté positif l'annonce officiel que les pensions des anciens combattants Africains seraient d'un montant égales a leurs homologues Français !

Il est juste regrettable que beaucoup ont depuis disparu avant de bénéficier de la réparation d'une injustice ! Point négatif, ns va faire pareil avec les retraites .....des Français, malgré la propagande, avec une retraite prise..... sur le tard peu de retraité auront le privilège d'en profiter longtemps !

Pas tous auront une bonne santé a 62,65,70 ans, après des périodes de chômages qui comme beaucoup vous savez, qu'elles contribuent a une fragilisation psychique et favorise la déclaration de maladies et de cancers engageant le processus vital ! (Lepost.fr 14.07)

### **Retraites. Quand chacun se saisit du mot d'ordre du retrait...**

Dominique de Villepin a déclaré mercredi sur Europe 1 que les députés appartenant à son mouvement ne voteront pas «en l'état» la réforme des retraites qui est «ni équilibrée dans son financement, ni juste».

«*En matière de retraite, le devoir du président de la République c'est de faire une réforme juste*», a-t-il critiqué, appelant à ce que «*la négociation s'engage*». «*Un geste fort doit être fait en matière de justice sociale, dès lors que l'on sollicite tous les Français, il faut que les riches apportent leur contribution*» a-t-il encore dit.

Il a précisé qu'il aurait «*souhaité une perspective, c'est-à-dire un régime unique de retraite et la possibilité de retraite à la carte*». (20minutes.fr 14.07)

Chacun situe ce mot d'ordre dans une perspective différente. Mon propos n'est pas de me livrer à un amalgame, il est juste de préciser que le mot d'ordre de retrait en soi est insuffisant et peut prêter à confusion, car chacun peut l'interpréter à sa manière. Or il s'agit de lui donner un contenu politique précis ou de le situer dans une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, dans le cas contraire cela sous-entend qu'on entend apporter une réponse à la question des retraites dans le cadre du régime, pour le coup il serait justifier d'affirmer qu'a des degrés divers tous les appels en faveur du retrait se situent finalement dans la même perspective politique. Vous saisissez la nuance ?

### **Italie. Contagion.**

Un sous-secrétaire d'Etat italien à l'Economie, soupçonné d'avoir cherché à faire pression sur la justice et d'avoir porté atteinte à la réputation d'opposants, a quitté ses fonctions mercredi.

Cosentino avait déjà présenté sa démission en février après avoir été soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia napolitaine, mais Berlusconi l'avait refusée.

Il s'agit de la troisième démission au sein du gouvernement en deux mois.

Le ministre de l'Industrie Claudio Scajola, touché par une affaire de contrat immobilier douteux, a quitté ses fonctions en mai. Début juillet, le responsable du Fédéralisme au gouvernement, Aldo Brancher, qui fait l'objet d'un procès pour détournements de fonds, l'a imité. (Reuters

14.07)

---

### Le 16 juillet

Pas le temps de causer.

### Inde.

L'Inde a dévoilé jeudi le signe graphique qui représentera désormais la roupie, la monnaie nationale. L'objectif, pour la troisième puissance économique d'Asie, est de placer la devise sur un pied d'égalité avec l'euro, le dollar, le yen, le yuan ou la livre sterling.

Le gouvernement s'est réuni lors d'un conseil des ministres pour choisir entre cinq symboles différents imaginés autour de la lettre «R» et dessinés à partir de l'alphabet latin et de la calligraphie Devanagari, utilisée en hindi.

Jusqu'à présent, la roupie était simplement évoquée avec les abréviations «Rs», «Rps» ou «INR» (Indian rupee).

Le symbole sera en outre imprimé ou frappé sur des billets de banque et les pièces de monnaie, a déclaré Ambika Soni. (Libération.fr et AFP 15.07)

---

### Le 17 juillet

J'ai consacré ma matinée à finaliser ma réponse aux deux courriels que le camarade étudiant m'avait adressés les 5 et 14 juin dernier, pour cette raison je n'ai pas pu actualiser les rubriques du site, on verra cela demain.

Bon week-end à tous, ici le temps est à l'orage avec plus de 40°C, à l'ombre bien sûr !

---

### Le 18 juillet

Complément de la mi-journée.

Suite de causerie de ce matin. J'en ai profité pour me réconcilier avec les gens de mon village, comme quoi circonstanciellement et pour la bonne cause je suis capable de passer des compromis. 10 minutes après avoir actualiser le site ce matin je suis sorti et j'ai constaté qu'il y avait quatre voitures de polices à 20 mètres de chez moi avec tous les gens de mon village. En discutant avec mon ex-élève de l'Alliance française, j'ai appris que les pêcheurs du village voisin avaient attaqué trois jeunes de mon village et que le village n'en était pas à sa première plainte contre les gens du village voisin.

J'ai retrouvé les policiers qui me connaissent bien, trop bien (sic !), ils savent que je suis le genre d'emmerdeur par lequel le scandale arrive, je leur ai demandé de prendre une décision radicale et définitive en interdisant aux pêcheurs du village voisin de mettre les pieds dans notre village, surtout devant chez moi où je vis un cauchemar depuis environ un an. Ils ne semblaient pas très convaincus, mais constatant que j'étais blessé, ils ont pris la mesure de la gravité de la situation, pour les convaincre j'ai pris une poignée de clous que j'ai jetée sur la chaussée à l'endroit où ces voyoux garaient habituellement leurs motos, les policiers m'ont demandé d'aller les ramasser, j'ai refusé et ils y sont toujours, je leur ai dit que s'ils faisaient leur boulot ce genre de problèmes auraient été évité, et que s'ils ne voulaient pas le faire, on allait le faire à leur place.

Une heure plus tard je suis allé enregistrer ma plainte au commissariat, on m'a délivré un reçu, il y avait là la moitié de mon village, j'ai répété que je soutenais les gens de mon village pour qu'on soit débarrassés de cette racaille - les gens de mon village ne valent pas mieux, mais pour l'occasion il fallait bien se résoudre à un front unique ! Ce mois-ci, cela fera 10 ans que je vis dans ce village, 10 ans d'emmerdement à n'en plus finir, 10 ans de tensions perpétuelles, mais je tiens bon ! J'en ai profité pour passer mes nerfs sur un de mes voisins français qui a cru bon de l'ouvrir en me demandant ce que je foutais encore dans ce village, je l'ai broyé littéralement !

Au fait, j'ai vu avant-hier soir que vous alliez passer une bonne soirée samedi soir en compagnie de M. Drucker *La nuit avec les gendarmes*, et dire que j'ai raté cela, comme cela me fait regretter la France ! Vous me raconterez ! Vous savez où est située l'Inspection générale des finances, en France bien sûr pas en Inde, cela ne doit pas exister ? Devinez : rue des châteaux des Rentiers ! Cela ne s'invente pas, je l'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie. A demain.

## La causerie du matin.

Ce matin j'ai été attaqué par les gens du village voisin qui passent leur temps à foutre le bordel devant chez moi. Ils étaient en train de se battre avec les pêcheurs de mon village quand je suis sorti pour voir ce qui se passait, j'entendais hurler, cela aurait pu être un tsunami. Je leur ai simplement dit de retourner dans leur village, ils se sont mis à me caillasser puis ils ont tenté de franchir la grille d'entrée me blessant légèrement à la main droite, et à ce moment-là bien entendu mes chiens étaient à l'intérieur de la maison et je n'avais pris aucune arme avec moi.

Je vais porter plainte immédiatement. A plus, suit la chronique rédigée hier soir et inachevée.

Hier je n'ai pas pu accéder au serveur avant 18h heure locale parce la société Tata m'avait coupé le téléphone, j'y étais allé régler ma facture le dernier jour, je l'avais reçue la veille (sic !) et quand je me suis présenté à l'agence où j'ai souscrit mon contrat ,ce jour-là ils étaient en travaux et ils avaient débranché tous les ordinateurs, du coup mon paiement n'a pas été enregistré immédiatement, donc coupure ! Cela ne badine pas ici, c'est la même chose si vous ne réglez pas votre facture d'électricité en temps et en heure, et quand vous leur parlez du service merdique que l'on a en échange, ils rigolent !

Allez on se fait la chronique du jour.

Pas un jour ou une semaine sans que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ne soit secoué dorénavant par une nouvelle affaire (Wauquiez) ou le rebondissement d'une affaire en cours (Woerth). Pas un jour ou une semaine sans que des membres du gouvernement démentent ce qu'ils avaient affirmé encore la veille (Fillon à propos de la "rigueur"). Bref, ils sont cuits et malheureusement nous ne sommes pas prêts, aucune issue politique n'apparaît à l'horizon.

Dans les nombreux articles de presse que je lis chaque jour, je note en lisant les commentaires qui les accompagnent parfois, que de plus en plus d'électeurs qui ont voté Sarkozy affirment qu'on ne les y reprendra pas deux fois dans des termes d'une violence à faire palir nos dirigeants timorés qui n'osent pas dire : Dehors Sarkozy ! Ils expriment même le souhait qu'il n'aille pas au bout de son mandat en espérant que l'automne sonnera le glas de son quinquennat. Ils disent : tout sauf Sarkozy jusqu'en 2012, on a touché le fond et on risque de couler avec lui s'il demeure au pouvoir plus longtemps.

Même le Figaro d'hier titrait *L'audition de Maistre met Woerth en difficulté*. L'hystérique du Palais aurait-il trop tiré sur la corde au point d'être sur le point d'être lâché par les siens ? Pas avant qu'il en ait terminé avec la contre-réforme des retraites. Ce serait le signal de la fin de la partie pour le Nabot précipitée par ses pairs. Car à force de le soutenir dans des conditions de plus en plus inconfortables, ses mentors n'ont pas envie de se griller pour ce minable qui n'est qu'un pion à leur service, vous verrez qu'une fois débarqué ils seront parmi les premiers à admettre que s'ils se sont foutus dans un tel merdier c'est avant tout de sa faute. Ces gens-là ne connaissent que la gratitude du portefeuille ou du compte en banque, ils ne sont pas aux ordres de Sarkozy mais des banquiers et des patrons des multinationales.

Paradoxalement le mot d'ordre de Sarkozy "travailler plus pour gagner plus" semble faire son petit bonhomme de chemin, les attaques de casinos et les braquages en tous genres sont en constante augmentation, il y en a qui appliquent son mot d'ordre à la lettre ce qui nous les rend particulièrement sympathiques ! On ne confondra pas les voyoux qui sont des déchets de leur société et qui sont à son image sans foi ni loi en s'en prenant aux plus faibles, et les gangsters qui s'attaquent au point sensible de leur système. (J'arrête là parce que je dois sortir.)

## Réactions avisées d'Internautes à l'annonce de la réforme impossible de Wall Street.

- croire qu'Obama qui a été mis en place par Bilderberg où l'on retrouve le cartel bancaire, fasse une loi contraignant les banques est une vue de l'esprit. Ce qu'il en ressortira au final? Les consommateurs pourront moins faire de crédits. Moins de salaires, moins de travail, moins de crédits, moins de consommation, moins de dépenses sociales= appauvrissement généralisée du peuple américain.

- La réforme d'Obama est de la poudre aux yeux concoctée en accord avec Goldman Sachs qui détient quasi de droit le secrétariat au trésor.

Aucun gouvernement occidental et surtout pas Obama ou Sarkozy ne sont en posture de réformer un marché financier totalement incontrôlable.

- 533 règles, 4 ans pour valider chacune d'elles, le tout freiné par les lobbys... Rendez vous à l'année 4142 pour voir les résultats

- la seule réforme de wall street qui vaille ( et pour les autres pays c'est pareil ) c'est une réforme de type Glass Steagall qui sépare complètement les activités bancaires de dépôt et celles d'investissement ... comme ça si les investisseurs se cassent la gueule , ils le feront avec leur fric , et si ils perdent tout , ils iront se faire foutre un point c tout ...

si on ne va pas dans cette direction en europe ( c'est pourtant du bon sens ) , on va droit a la catastrophe .... de tte façon , on y va droit quand meme ...

- Oui, séparer ces activités bancaires, c'est ce que préconise le prix Nobel d'économie Maurice Allais. Il pourrait l'expliquer à la télévision ou à la radio, s'il y était invité.

Et selon Lyndon LaRouche, "Obama ment". Un sénateur aurait été "instrumentalisé pour introduire la Règle Volcker, dans le but de remplacer l'amendement qui demandait la réintroduction de la loi Glass-Steagall."

- Le problème essentiel des pays développés est que depuis 20 ans, le salariat a été sacrifié sur l'autel de la Finance. En gros les salaires stagnent alors que les dividendes explosent. Mais pour continuer à consommer et donc nourrir l'économie, les salariés ont été poussés à s'endetter. Les États Unis et le Royaume Uni sont dans une situation catastrophique, l'État et les ménages sont sur endettés. La France est un peu mieux lotie car l'épargne des ménages est très conséquente (le meilleur du monde après le Japon si je ne m'abuse).

Il n'y aura pas de reprise durable sans un profond changement dans le rapport Travail/capital et utilisation judicieuse de ce capital. Faire de l'argent avec de l'argent est une démarche vaine mais surtout dangereuse. Je rappelle enfin que la Bourse a été inventée pour financer la production, pas pour jouer au Loto.

### **Affaire Bettencourt: guerre entre le procureur et la juge.**

L'animosité entre le procureur de Nanterre Philippe Courroye et la juge de Nanterre Isabelle Prévost-Desprez, tous deux en charge de l'affaire Bettencourt, n'est un secret pour personne.

Selon le Mediapart, le parquet de Nanterre a refusé vendredi de transmettre à la juge Isabelle Prévost-Desprez la retranscription des enregistrements pirates réalisés par le majordome de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Suite au report du procès de François-Marie Banier, la juge a pourtant obtenu mardi l'autorisation de la cour d'appel de Versailles de poursuivre son enquête.

Alors comment faut-il interpréter cette décision du parquet?

Nouvelles interrogations

En refusant de se soumettre à la décision de la cour d'appel, le procureur déclare donc la guerre à la juge et pose une nouvelle fois la question de son indépendance.

Soumis hiérarchiquement à la Chancellerie de part son statut de procureur, il n'a en outre jamais caché son amitié pour Nicolas Sarkozy. (Lepost.fr 17.07)

---

### **Le 19 juillet**

Dire que la situation sociale et politique est explosive en France est en passe de devenir un euphémisme. Les différents gouvernements de l'UE savent que l'automne va être très chaud, ils n'ont plus aucune légitimité mais ils tiennent encore en l'absence d'issue politique, les masses hésitent encore à se mobiliser, pendant combien de temps, on n'en sait rien au juste.

En février 1917 lors du déclenchement de la révolution (démocratique bourgeoise) et lors des manifestations de juillet de la même année en Russie, le parti bolchevik ne s'était pas particulièrement mobilisé, il s'était montré hésitant, il n'était pas non plus sur une ligne de front unique, pourtant les masses sont descendus dans la rue, les conditions objectives et subjectives étaient mûres.

On ne peut pas mobiliser les masses artificiellement, encore moins les faire participer à une insurrection. On peut difficilement évaluer l'impact de la propagande et de l'agitation contre le régime ou disons jusqu'à quelle profondeur elles opèrent, on sait seulement qu'elle agit en profondeur dans les consciences et que lorsque les conditions sont réunies elles se manifestent au grand jour et surprennent tout le monde par leur spontanéité et leur radicalité ou violence.

Notre devoir est donc de montrer la voie à suivre au prolétariat dans une perspective politique claire et cohérente, de le préparer à passer à l'action, alors qu'il ne s' imagine pas un instant comment cela pourrait se produire ou qu'il prendrait un jour cette voie. La question suivante est d'une extrême importance aussi, la suite dépendra de son degré de maturité politique au début de sa mobilisation, il déterminera en grande partie sa capacité à progresser rapidement pour s'élever au niveau des tâches qu'il a à accomplir.

Le succès d'une révolution prolétarienne repose sur la capacité des masses à s'organiser au niveau politique indépendamment des institutions existantes, c'est l'une des conditions pour pouvoir les renverser, mais elle ne suffit pas, faut-il encore pour y parvenir qu'il existe

un parti luttant pour briser ces institutions qui peuvent se trouver neutralisées ou paralysées temporairement et qui peuvent reprendre le dessus à tout moment, d'où le rôle irremplaçable du parti pour gagner la majorité au sein des organismes que le prolétariat a créés pour que leur combat au cours du processus révolutionnaire reflète le mûrissement politique de la classe ouvrière et qu'il soit orienté dans la bonne direction.

L'incapacité du prolétariat de s'organiser ou de se doter d'une nouvelle direction conduirait infailliblement à un échec qui se matérialiserait par la mise en place d'un gouvernement de front populaire ou d'union nationale avant que la bourgeoisie ne reprenne les choses en mains. Il n'existe pas d'autre solution pour briser le carcan des appareils et parvenir dans un premier temps à une situation de double pouvoir que l'auto-organisation des masses. Pour autant les appareils n'aurait pas disparu, ils tenteraient de dévoyer ces organismes politiques indépendants, l'existence, le développement et le rôle de ces institutions ouvrières amenées à constituer les piliers de l'Etat ouvrier dépendraient ensuite de l'existence ou non du parti. Il peut très bien être faible numériquement au début de la crise révolutionnaire et multiplier par dix ou davantage ses effectifs en à peine quelques mois. Les appareils peuvent donner naissance à un gouvernement de front populaire pour faire obstacle à la chute du régime et tenter d'y asservir ces organismes. Dénoncer et combattre leur double langage devient alors une priorité, ce qui se traduit par exemple en Russie par le mot d'ordre *Tout le pouvoir aux soviets* pour démasquer leur compromission avec les capitalistes (ou les féodaux), sachant que les partis bourgeois ou petits-bourgeois opportunistes qui formaient le gouvernement ne rompraient jamais avec le capitalisme. Cette stratégie a pour objectif de détourner les travailleurs de ces partis pour les gagner au parti révolutionnaire. Une fois cette étape sur le point d'être franchie, quand les masses ont compris qu'elles n'avaient rien à attendre de ces partis, le combat sur le mot d'ordre de *Tout le pouvoir aux soviets* est dépassé et doit être abandonné, il doit céder la place au combat pour renverser le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, l'heure a alors sonné pour le parti révolutionnaire ayant acquis la majorité dans les organismes constitués par le prolétariat de préparer l'insurrection pour prendre le pouvoir.

Jusqu'à quel point peut-on s'inspirer de cette expérience, telle est la question. Si on s'en écarte ou qu'on la rejette, par quoi la remplacer ? Il y a des situations de double pouvoir qui peuvent durer un long moment, mais une chose est sûr, un jour ou l'autre un des deux camps remportera cette bataille et l'un des deux pouvoirs existant devra disparaître. Voyez ce qui se passe en Bolivie où Morales à force de tergiverser et de passer des compromis avec l'ennemi prépare le terrain au retour de la bourgeoisie au pouvoir, en réalité elle ne l'a jamais totalement quitté, ceci explique cela. Donc la question du double pouvoir est importante parce qu'incontournable, à moins d'envisager une révolution directement socialiste qui liquiderait immédiatement les institutions en place, mais cela ne s'est jamais vu. On peut difficilement imaginer que le prolétariat pourrait se hisser d'un seul coup à la hauteur du programme de la révolution socialiste. L'exemple de la révolution russe peut nous servir de trame, sans pour autant chercher à la copier à la lettre. Une révolution ne peut être menée à son terme que si l'ensemble du prolétariat -on ajouterait aujourd'hui et des couches entières de la petite-bourgeoisie, est entraînée dans la révolution, la théorie (blanquiste) du coup de force d'une minorité qui prend le pouvoir est obsolète depuis 1848 affirmait Engels, et la suite de la lutte de classes lui a donné raison. (A suivre)

Pour répondre à Philippe, je ferais mieux de me concentrer sur le combat contre le gouvernement et les institutions plutôt que perdre du temps à analyser l'attitude des différents partis. Si l'on se met dans la peau d'un parti qui combat pour prendre le pouvoir, il faudrait populariser le socialisme, que chaque couche de travailleurs ou jeunes dans le pays s'imaginent un instant puis sachent ce que lui apporterait un véritable Etat ouvrier, comment cela se traduirait dans sa vie de tous les jours. On devrait s'atteler à cette tâche urgente au lieu de polémiquer sans fin ou de commenter l'actualité afin que le prolétariat dispose d'un point de repère auquel il pourrait se référer au fur et à mesure du développement de la situation au cas où une crise révolutionnaire éclaterait.

A deux ou trois reprises j'ai abordé brièvement cette question, il faudrait l'aborder sérieusement et mener ce travail jusqu'au bout, seul je ne le peux pas. Chacun a besoin de se représenter même succinctement ce que serait sa vie dans une autre société que celle que nous connaissons aujourd'hui. Je ne comprends pas pourquoi nos dirigeants n'y pense pas. Un document de trois ou quatre pages par couche ou milieu sociale ou encore secteur d'activité dans lequel chacun pourrait se reconnaître, redonnerait espoir aux travailleurs, briserait la fatalité dans laquelle on veut les enfermer, leur indiquerait qu'il existe bien une alternative au capitalisme, ce serait autre chose que des mots ou des promesses qui s'envolent, ils pourraient prendre conscience que leurs aspirations ou besoins sont parfaitement légitimes et qu'il est possible de les satisfaire, pour un peu ils s'y verraient déjà et c'est bien l'objectif, car cela les aiderait à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience qu'ils peuvent et doivent devenir les acteurs de leur propre destin et en laisser le soin à personne d'autres.

En résumé, il ne faut pas que les travailleurs se représentent le socialisme uniquement sur le plan politique, ce qui peut porter à confusion ou à contestation après l'épouvantable expérience du stalinisme et du réformisme, mais qu'ils se le représentent dans la vie de tous les jours. Pour le coup Trotsky avait raison, c'est un art de réaliser ce matériel, avant de s'y attaquer il faudrait s'assurer que l'on maîtrise bien notre sujet car il nécessite de bien connaître toutes les couches de la société sous tous ces aspects, de la vie pratique à sa psychologie, aux rapports que chacune d'entre elles entretient avec le reste de la société, de quelle manière elle interprète la situation, leurs aspirations et besoins spécifiques, etc. Mais là aussi, une fois qu'on a listé pour chacune d'entre elles les facteurs à prendre en compte et leur ordre de priorité, on dispose de la trame pour réaliser ce travail. Un tel document n'aurait rien à voir avec le contenu des tracts ou le matériel de propagande que l'on utilise aujourd'hui. (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Règnerait-il un climat de guerre civile en France ?**

1- Violences urbaines à Grenoble: nouveaux tirs à balles réelles sur la police - LePoint.fr 18.07

2- Attaque de la gendarmerie: une centaine de militaires déployés à Saint-Aignan - LePoint.fr 18.07

## Et dans le Monde ?

1- Double attentat-suicide en Irak: 48 morts - AP

2- Week-end sanglant au Mexique : près de 60 morts, 17 jeunes tués dans une fête - LePoint.fr

## L'équivalent de quatre emplois au Smic (cotisations incluses) pendant 6 ans.

Ingrid Betancourt a refusé une offre d'indemnisation proposée par la France pour ses six années de détention par les FARC, comme l'indique Le JDD.fr.

On apprend que la France lui aurait fait une offre d'indemnisation pour ses six années de détention. Une offre du Fonds de garantie des Victimes à hauteur de 450.000 euros, explique Le Monde.fr.

En effet, le JDD s'appretait à publier des informations à ce propos, relatant notamment que notre ex-otage aurait considéré que les 450.000 euros proposés en première intention "*constituaient une indemnisation insuffisante au regard de son préjudice*" précise le journal, "*son cas devait être à nouveau débattu au mois de septembre*". (LePost.fr 17.07)

450.000 euros, c'est de l'argent de poche pour cette grande bourgeoise ! Pas un centime !

## L'UE et le FMI, le bras armé de l'aristocratie financière contre les peuples.

Le Fonds monétaire international et l'Union européenne ont suspendu samedi l'évaluation du programme d'aide accordé en 2008 à la Hongrie pour lui permettre de surmonter la crise financière, soulignant que des mesures difficiles doivent être prises pour réduire les déficits.

La suspension des consultations signifie que, tant que l'évaluation n'aura pas été achevée, la Hongrie ne pourra avoir accès aux fonds qui n'ont pas encore été utilisés dans le cadre du prêt de 25,1 milliards d'euros débloqué par l'UE et le FMI .

Le prêt de l'UE et du FMI sert aujourd'hui de filet de sécurité à la Hongrie qui se finance sur les marchés depuis la fin d'année dernière.

*"Dans un contexte de surveillance accrue par les marchés des déficits des gouvernements et des niveaux de dette, les objectifs de déficit budgétaire précédemment annoncés - 3,8% du PIB en 2010 et moins de 3,0% du PIB en 2011 - restent une base appropriée pour le processus nécessaire de consolidation et la soutenabilité de la dette (...) mais des mesures supplémentaires devront être prises pour atteindre ces objectifs"*, a estimé le FMI.

Dans un communiqué distinct, l'UE a fait savoir que la conclusion de l'évaluation avait dû être reportée et que de nouvelles consultations seraient organisées.

*"La Hongrie est revenue sur la voie d'une croissance économique positive et enregistre aujourd'hui l'un des plus faibles déficits de l'UE. Je salue l'engagement des autorités envers l'objectif 2010 de réduction du déficit"*, a déclaré Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

*"Toutefois, la correction du déficit excessif à partir de l'an prochain nécessitera des décisions difficiles, notamment en matière de dépenses"*, a-t-il ajouté.

La Hongrie a besoin de conserver le filet de sécurité que constitue le prêt de l'UE et du FMI afin de garder la confiance des marchés auprès desquels elle emprunte. Le pays reste vulnérable à sa dette publique élevée, qui représente 80% du PIB, et à sa dépendance aux financements étrangers. (Reuters 18.07)

Donc si on comprend bien, la Hongrie avec un déficit budgétaire annoncé de 3,8% du PIB en 2010 fait partie des meilleures de l'école des cancre de l'Union européenne, donc les mêmes punitions devraient être appliquées à tous les peuples qui la composent, y compris la France bien entendu.

---

Le 20 juillet



Pas le temps de causer.

### **La jaunisse.**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, estime que "l'automne sera chaud" dans un entretien au Télégramme à paraître mardi.

"Il est important que la mobilisation du 7 septembre soit forte, car la loi ne doit pas être votée en l'état", souligne M. Chérèque.

"Nous arracherons tout ce que nous pourrons pendant le débat parlementaire qui se tiendra du 7 septembre à la mi-octobre", prévient-il. (Lepoint.fr 19.07)

Le gouvernement en a des sueurs froides !

1- il faut que la loi soit votée, c'est ce qu'exige Sarkozy ;

2- mi-octobre fin de la partie, c'est ce qu'a décidé Sarkozy ;

3- la loi est passée, Sarkozy est soulagé.

4- il peut s'attaquer aux dossiers de la dépendance des plus vieux.

5- à moins que...

### **Total Dunkerque.**

"Total confirme son intention (...) d'arrêter le raffinage et de reconvertir le site", a déclaré un porte-parole.

Qu'il arrête le raffinage ou redémarre l'usine, le groupe doit de toute façon extraire les résidus de gaz dans la raffinerie pour des raisons de sécurité. Un redémarrage brutal présente des risques d'explosion.

Suite à ce dégazage Total vérifiera le bon fonctionnement de toutes les composantes de la raffinerie, a ajouté le groupe.

"Il faut tout ouvrir, tout inspecter, ça doit aussi prendre plusieurs semaines", a dit un porte-parole du groupe.

Selon un responsable CGT, "Total ne satisfait pas ses obligations. Nous voulons un calendrier de redémarrage".

"Nous avons le sentiment que Total s'arrange pour arriver au mois d'octobre sans redémarrer la raffinerie," a-t-il dit.

Du fait d'un problème de procédure, la cour d'appel de Douai a ordonné en juin le redémarrage de la raffinerie avant le 16 juillet sous peine d'une sanction financière de 100.000 euros par jour.

Total a assigné les syndicats et le comité d'entreprise devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) le 17 septembre, mais cette démarche n'est pas suspensive, pas plus que le pourvoi en cassation qu'il devrait déposer contre l'arrêt de Douai. (Reuters 19.07)

### **Etats-Unis.**

Selon une vaste enquête publiée lundi par le *Washington Post*, 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Intitulée "L'Amérique top secrète", l'enquête est le fruit de deux ans de travail à laquelle ont participé une vingtaine de journalistes du prestigieux quotidien américain, à l'origine du scoop du Watergate qui avait entraîné la démission du président américain Richard Nixon en 1974.

Le quotidien note que 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Le dispositif emploie près de 854.000 personnes, qui disposent d'accès à des informations secrètes, et 33 bâtiments ont été construits ou sont en cours de construction rien que dans l'agglomération de la capitale fédérale Washington.

Le journal observe par exemple que 51 organisations fédérales situées dans 15 villes différentes sont chargées de surveiller la circulation des fonds des réseaux terroristes.

L'énorme machine de renseignement américaine produit des rapports en si grand nombre -quelque 50.000 rapports par an- que "*beaucoup d'entre eux sont tout simplement ignorés*". (Lepoint.fr 19.07)

### **Irlande.**

L'agence de notation Moody's a annoncé lundi l'abaissement de la note souveraine de l'Irlande, en soulignant la lente sortie de crise du pays et le coût croissant du sauvetage de son secteur bancaire.

La note a été abaissée d'un cran, à Aa2 avec une perspective stable, ce qui la met au même niveau que la notation AA de Standard & Poor's, mais elle reste en revanche un cran supérieure à celle de Fitch.

Moody's a fait cette annonce à la veille de la mise sur le marché d'obligations irlandaises à six et dix ans pour un montant compris entre un et 1,5 milliard d'euros dans le cadre des adjudications mensuelles habituelles.

"*Le calendrier n'est pas bon, compte tenu de l'adjudication de demain et cela va certainement s'ajouter à la prime qui devra être payée pour lever de l'argent*", souligne Alan McQuaid, chef économiste à Bloxham.

L'initiative de l'agence de notation, qui était attendue selon le ministre des Finances irlandais, a fait reculer l'euro face au dollar et a pesé sur les Bourses européennes.

L'écart de rendement entre les obligations irlandaises et allemandes à dix ans s'est accru pour atteindre 300 points de base, au plus haut depuis le 2 juillet. (Reuters 19.07)

### **Grèce.**

Trois inconnus ont abattu à bout portant un journaliste grec lundi 19 juillet devant son domicile à Athènes, le premier crime du genre depuis plus de vingt ans en Grèce, rapporte la police.

Sokratis Giolias, 37 ans, était directeur de l'information à la radio Thema 98.9 et écrivait sur le blog d'information politique et sociale Troktiko, très populaire, qui a révélé de nombreux scandales. Il est mort devant chez lui, abattu de dix ou quinze balles, selon les sources.

"*Quelqu'un voulait faire taire un très bon journaliste d'investigation qui a dérangé beaucoup de gens avec ses papiers*", a dit à son égard le président du syndicat des journalistes d'Athènes, Panos Sabolos. (Lemonde.fr 19.07)

### **Italie.**

Quelque 40.000 interventions chirurgicales ont été repoussées en Italie, en raison d'une journée de grève lundi contre les mesures d'austérité du gouvernement, selon le syndicat de médecins Simet.

Une manifestation a été organisée devant le Parlement à Rome pour protester contre les pénuries de personnels médicaux prévues en raison des projets du gouvernement de ne pas renouveler de nombreux contrats d'intérim. (AP 19.07)

---

## **Le 21 juillet**

Une causerie rédigée rapidement.

Tout privatiser, réduire le budget social de l'Etat, réduire les salaires, c'est réduire le niveau de vie, l'ouvrier coûte trop cher, il vend sa force de travail qui correspond ce qu'il a besoin pour vivre, ses besoins, il a donc trop de besoins, il faut les réduire, lui faire tout payer un maximum et qu'il se passe de ce qu'il ne peut plus se payer, se soigner ou s'instruire par exemple, les vacances ou vivre dans une habitation décente. Il doit travailler autant ou davantage pour satisfaire moins de besoins qu'auparavant, donc il vit plus mal qu'avant, l'humanité régresse. Régresserait-elle sur certains continents ou pays tandis qu'elle progresserait ailleurs, pas vraiment, ils empruntent exactement la même voie que ceux qui sont condamnés à la régression aujourd'hui.

Le prolétaire en a-t-il conscience, pas le moins du monde il continue de procréer comme un lapin, c'est grotesque, la France est championne

d'Europe de la reproduction. Jadis on donnait naissance à de nombreux enfants parce que la moitié mourraient en bas âge et la durée de vie était très courte, de plus il n'existait aucun moyen de contraception...

Nous sommes officiellement 6,7 milliards sur terre, cela fait froid dans le dos quand on pense au niveau de conscience ou plutôt d'inconscience de cette masse manipulable à souhait.

Par hasard hier après-midi, en rangeant un peu le bordel qui règne dans mon disque dur, je suis tombé sur un texte que j'avais téléchargé mais que je n'avais jamais lu, il est du 15 juillet 1947 et signé par André Ferrat (?), il portait sur la révolution russe de 1917. En fait, il faisait le procès du bolchevisme, mieux de la révolution russe tout court qui n'aurait jamais dû se produire. Mais comme dans tout texte polémique étayé par des arguments, il y avait à boire et à manger.

La partie incontestable se composait d'amalgames ou de confusions grossières pour démontrer que Lénine et les bolcheviks avaient manipulé le prolétariat et la paysannerie pauvre et qu'il était responsable de la dégénération de l'Etat ouvrier donc des soviets... sous Staline. La partie digeste faisait ressortir l'une des faiblesses (subjectives) de la situation en Russie au moment où la révolution se produisit : le niveau de conscience politique de la classe ouvrière. Cela tombe bien, c'est l'un de mes axes de bataille.

Peu de temps avant toujours hier après-midi, j'avais lu quelques pages de la biographie de Marx rédigé par F Mehring et j'étais tombé sur le passage consacré au séjour de Marx en Belgique au moment où se constitua la Ligue des communistes. Je venais de lire qu'ils commencèrent par organiser des soirées de discussions auxquelles étaient invités à participer des ouvriers pour les aider à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivaient... Cela ne débouchait sur aucune action précise dans l'immédiat, il s'agissait simplement d'instruire les ouvriers, les masses laborieuses plus largement, car cela ne concernait pas exclusivement les ouvriers. Bien entendu j'imagine que le rassemblement de tous ces éléments conscients avait pour objectif de s'organiser et de constituer un parti, et les initiateurs de ce genre de réunions montraient l'exemple en se regroupant sur une initiative commune, car l'action était quand même au bout. A la suite de ces réunions des divertissements étaient prévus ou le lendemain ils se retrouvaient pour passer du bon temps ensemble.

On était loin de l'individualisme ambiant ou du dogmatisme teinté de sectarisme que nous connaissons aujourd'hui. Comme très souvent aucun parti ne propose l'ensemble de ces activités. La tactique du POI avec les comités d'unité et les fêtes de LO, et il ne manque plus que le matériel politique approprié (journal, brochures, fiches, etc.) en direction de la classe ouvrière et des couches moyennes, de la petite-bourgeoisie. J'extrapole évidemment.

Il faudrait peut-être sortir des sentiers battus comme je le préconisais en 2005. Pourquoi ne pas organiser périodiquement au plan local des conférences -c'est un grand mot mais cela fait sérieux, sur des thèmes d'actualité ou sur des questions de fond qui intéressent la population ? Pourquoi ne pas essayer surtout, qu'est-ce que cela coûterait ? Si ça foire, on essaie de comprendre pourquoi et de rectifier le tir, si ça foire toujours après plusieurs essais infructueux, on laisse tomber, c'est que ce n'était pas une bonne idée dans la situation actuelle ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre ou les deux à la fois.

Le problème d'un petit parti qui n'a jamais été au pouvoir et qui demeure peu connu, c'est qu'il se présente à la population de telle sorte qu'on a l'impression qu'en dehors de l'agitation et la propagande il ne saurait rien faire d'autre, surtout pas gouverner, d'où l'intérêt qu'il peut susciter sur l'instant (ou lors d'élections) et qui s'évapore l'instant suivant, ce dont témoigne les militants lorsqu'ils expliquent qu'ils rencontrent des centaines de travailleurs qui se disent en accord avec leurs discours, sans toutefois que cela se concrétise au niveau de l'organisation des travailleurs ou des liens qu'ils peuvent établir par la suite avec eux.

On a deux défis à relever, faire en sorte que les travailleurs ne se détournent plus de la politique, ensuite, tout faire pour leur permettre d'élever leur niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, et si nous utilisons la bonne méthode pour les aborder et que nous parvenons à un résultat positif, il ne suffit plus alors qu'ils adoptent ou se saisissent de cette méthode librement, consciemment, pour aborder le socialisme sereinement et les recruter au parti sur des bases solides et correctes sachant qu'ils pourront encore progresser.

Pour réussir ce genre de réunions-conférences il faudrait qu'elles soient minutieusement organisées, avec affichage massif sur la localité, tracts dans les boîtes aux lettres, diffusion d'un appel à y participer, etc. C'est quelque chose qui doit être pensé à l'avance dans les moindres détails pour mettre le maximum de chance du côté de sa réussite. De quelle manière on présente cette conférence, plutôt générale pour ne pas décourager d'y participer ceux qui ont un complexe d'infériorité ou qui savent ne pas savoir grand chose du thème proposé pour ne pas les choquer, son objectif, plus précis mais laisser à l'appréciation de chacun des participants potentiels pour qu'il n'ait pas l'impression qu'on cherche à le manipuler, satisfaire le besoin de comprendre la société des uns, la curiosité des autres qui sont disposés à entendre un autre discours que ceux qu'on leur sert habituellement...

Ces réunions-conférences pourraient être suivies d'un verre de la fraternité pour commencer, quelque chose qui favorise l'établissement de liens durables, que ce ne soit pas un "coup"... pour rien, cette mentalité et cette méthode sont à proscrire. Des dizaines de millions de travailleurs sont plus sensibles à certaines questions plutôt que d'autres ou abordent la situation par des angles différents, chacun est conscient d'une partie de la réalité que nous vivons, mais ils ne parviennent pas à se faire une idée générale de la situation, notre méthode doit donc permettre de leur rendre accessible cette compréhension, ils doivent y parvenir par eux-mêmes au lieu qu'on leur mâche le travail, ce qui ne sert à rien neuf fois sur dix. Chacun affirme détenir la vérité, alors qu'en réalité chacun n'en détient qu'un petit bout, il s'agit donc de rassembler ces petits bouts pour en faire un ensemble cohérent au lieu d'opposer les uns aux autres. Une fois qu'on y est parvenu, on explique comment on a procédé pour que chacun s'approprie cette méthode, pas de mystère là-dedans.

Ces conférences pourraient avoir comme trame les moyens de décrypter l'actualité, la situation dans le monde, etc., donner des outils à chacun afin de mieux comprendre le fonctionnement du vieux monde. Face à une multitudes de nouvelles provenant du monde entier, face à une multitude de discours provenant de sources diverses, face à la multiplication des moyens d'information, comment s'y retrouver, qui croire, comment ne pas se faire berner, etc.

Ces réunions-conférences seraient organisées par un seul parti, sinon ce serait le foutoir ou une tribune où chacun vanterait les mérites de son propre parti. Tout le bénéfice d'une telle expérience devrait revenir au parti qui l'organiserait puisque son but serait aussi (surtout) de se construire. Entre un club de discussion et un parti de militants professionnels ou d'activistes, il doit être possible de trouver un compromis qui respecte tous nos principes. L'idée qui doit germer dans tête de chacun ensuite est de rejoindre un parti qui sera amené à se développer rapidement pour prendre le pouvoir, on rejoint ici l'idée de départ exposée plus haut en lui donnant une orientation et un objectif pratique précis.

Autre chose. J'ai déjà indiqué que je n'ouvrirai plus les courriels de militants qui se sont livrés à des procès d'intention à mon égard, alors ils perdent leur temps en m'écrivant car leurs courriels partent dorénavant directement dans la poubelle sans être lus, avec tout le respect que je leur dois, il y a des limites à tout.

Cela me fait penser au commissaire de police avec lequel j'ai eu un entretien hier matin (le troisième en quatre jours !). Il m'a reprocher mon agressivité envers les gens qui m'ont agressé il y a quatre jours en me ressortant que j'étais étranger, etc. Mais pas une seconde il n'a pensé à les convoquer ou les arrêter pour les interroger, pensez-vous, ils tentent de forcer la grille de chez moi en me blessant dans l'intention de me massacrer et c'est encore à moi de fournir des explications, le monde à l'envers quoi, pour un peu ce serait à moi de m'excuser, franchement je ne supporte plus ce comportement, je vais porter plainte contre ce flic, je n'en ai rien à foutre de ces considérations de flics corrompus.

### **Quelques infos en bref.**

#### **Pas d'avenir pour les dictateurs.**

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux soutient "*sans réserve*" les policiers et gendarmes qui "*n'ont fait que riposter à des agressions qui auraient pu être mortelles*". "*Dans notre pays, il n'y a pas d'avenir pour les délinquants*", déclare-t-il dans un entretien au "Figaro" daté de mercredi.

Interrogé sur l'inflation des lois sécuritaires, le ministre de l'Intérieur dit n'avoir "*aucun complexe sur ces textes et souhaite même qu'il y en ait d'autres*", "*car les formes de délinquance évoluent sans cesse. Il faut anticiper*".

Brice Hortefeux précise qu'il entend "*systématiser la saisie des véhicules de luxe acquis avec de l'argent sale*". "*Quand on recense 350 Ferrari en Seine-Saint-Denis, on est en droit de se poser quelques questions*", lance-t-il. (AP 20.07)

Il couvre la police en cas de "*bavures*", alors elle a la gâchette facile, normal. Cette déclaration les encourage, peut importe le PS réclame un "Grenelle de la sécurité", l'union nationale autour du flic-président, toutes les occasions sont bonnes.

Comment se fait-il monsieur Hortefeux que vous sachiez qu'il y a 350 propriétaires de Ferrari domiciliés en Seine-Saint-Denis et que vous ne vous soyez jamais intéressé avant à cette situation pour le peu surprenante ? Laissez faire pour qu'un climat de paranoïa général se développe parmi la population ainsi que la violence, afin ensuite de justifier le quadrillage policier de banlieues ouvrières entières et de nouvelles lois liberticides qui pourront toujours être utilisées dans d'autres occasions, contre le mouvement ouvrier de préférence.

#### **Ne touchez pas aux riches !**

L'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt s'est fait rembourser 100 millions d'euros en quatre ans au titre du "bouclier fiscal", écrit le *Canard enchaîné* dans son édition de mercredi.

L'hebdomadaire satirique cite Pascal Wilhelm, l'avocat du gestionnaire de fortune de la milliardaire, Patrice de Maistre.

Selon le *Canard enchaîné*, les premiers remboursements sont intervenus en 2007 avec la création du "bouclier fiscal" par le Premier ministre d'alors, Dominique de Villepin. Le remboursement s'est élevé à 30 millions d'euros pour la seule année 2008. (Reuters 20.07)

#### **Ça baigne pour l'industrie du luxe !**

Hermès International a relevé mardi son objectif de croissance de ses ventes pour l'ensemble de l'année au vu d'un deuxième trimestre vigoureux venu confirmer le rebond amorcé dans le secteur du luxe.

Hermès a réalisé au deuxième trimestre un chiffre d'affaires de 567 millions d'euros, soit une hausse de 19,8% à taux de change constants.

Sur l'ensemble du premier semestre, les ventes ressortent à 1.074,7 millions d'euros, soit une hausse de 20% à taux de change constants et de 22,8% après prise en compte de l'impact favorable des parités monétaires.

"*Nous pensons que le marché (du luxe) se porte bien (...) Oui, il y a un rebond*", a déclaré la directrice financière d'Hermès, Mireille Maury, dans une interview téléphonique à Reuters. "*Il y a une clientèle internationale qui est toujours là, notamment une clientèle chinoise.*" (Reuters 20.07)

### **Surexploitation et chantage au chômage.**

(Après le vote par plus de 70% du personnel de GM en faveur de la baisse des salaires en échange de la reprise d'activité et de garanties bidons sur l'avenir de l'usine. - LdC)

Le pire exemple est celui du groupe volailler Doux qui, en 2004, a appliqué la même équation. Quatre ans plus tard, en juillet 2008, l'entreprise a fermé trois sites en Bretagne et dans le Cher, entraînant la suppression de plus de 600 emplois. Un plan social tous les trois ans chez Hewlett-Packard

Toujours en 2004, Bosch menaçait de fermer son site de Vénissieux (Rhône) où 300 emplois étaient en jeu. Les salariés ont alors accepté de passer de 35 à 36h et de renoncer à six jours de RTT sur vingt. Sauf que six ans plus tard, l'activité s'est considérablement réduite à Vénissieux et l'avenir du site est à nouveau compromis. «*Si fin 2011 nous n'avons pas de nouveaux contrats, nous n'avons plus de travail*», avait indiqué à 20minutes.fr un employé de l'usine en mai dernier.

En 2005, Hewlett-Packard est bénéficiaire, mais annonce des licenciements partout dans le monde, dont plus d'un millier pour la filiale française. Il a fallu un an pour que le plan social s'opère avec au bout du compte 250 emplois sauvés contre une renonciation à douze jours de RTT. Trois ans plus tard, des centaines de suppressions de postes sont annoncées. «*Chez Hewlett-Packard, il y a un plan tous les trois ans*», déplore Laurent Viallard, délégué syndical CGT, joint par 20minutes.fr. Réduire les RTT dégrade les conditions de travail

«*La réduction des RTT n'a rien changé, au contraire, cela a dégradé les conditions de travail et cela a poussé les gens à partir. De ce côté-là, c'est une vraie réussite*», ironise cet employé du site de Grenoble. Aujourd'hui encore, l'avenir est sombre pour les salariés français du groupe américain: «*Il y a des signes avant-coureurs: des salariés sans activité, des postes supprimés dans le reste du monde, on nous demande de prendre des congés sans solde...*»

Enfin, chez Continental, seule la durée de travail avait augmenté fin 2007 pour pérenniser le site de Clairoix (Oise) mais, peine perdue, le groupe allemand a annoncé la fermeture du site deux ans plus tard et le licenciement de ses 1.120 salariés. Pas vraiment de bonne augure pour leurs homologues de General Motors. (20minutes.fr 20.07)

Complément d'un internaute.

En 2007 sabena technics fait signer à deux syndicats (CGC et FO) un accord faisant travailler les salariés 39 heures payées 35 heures. Vous savez, la société ou le monsieur du "travailler plus pour gagner plus" fait préparer son bel avion. Même M.Xavier Bertrand à l'époque (19/10/2008) avait jugé cet accord "inacceptable et chantage à l'emploi". Après trois années de substantiels bénéfices l'actionnaire annonce même qu'il pourrait revendre l'entreprise.

### **Production mondiale d'acier.**

La production mondiale d'acier brut a augmenté de près de 28% sur les six premiers mois de l'année, mais le rythme de croissance a continué de ralentir en juin à mesure que les aciéries à travers le monde ont revu à la baisse leurs programmes de production.

Les analystes pensent que cette décélération va aller en s'accroissant au cours des mois à venir avec la pause estivale et des indicateurs suggérant une fragilisation de la reprise économique.

La production d'acier brut sur la période janvier-juin a atteint 705,8 millions de tonnes contre 551,9 millions il y a un an, selon des chiffres de l'Association sidérurgique mondiale publiés mardi.

La production du premier semestre 2010 est même supérieure de 7,2% à celle de la même période 2007, année où la production totale d'acier avait atteint un record historique annuel de 1,346 milliard de tonnes sur fond de forte croissance chinoise. (Reuters 20.07)

### **Brésil. Bonnes vacances !**

Près de 25.000 personnes sont mortes victimes d'actes de violence en trois ans dans l'Etat de Rio de Janeiro qui compte 17 millions

d'habitants, selon les chiffres collectés par l'ONG Rio de Paz.

L'Etat de Rio est l'un des plus violents du Brésil, pays qui enregistre chaque année plus de 40.000 assassinats, soit un taux annuel de 23,8 homicides pour 100.000 habitants, selon des chiffres publiés en 2009 par le ministère de la Justice. (Lepoint.fr 20.07)

## Le 22 juillet

Une courte causerie rédigée hier soir, je n'ai pas trouvé le temps de la terminer.

Si vous avez suivi l'activité sociale des derniers jours, l'appel des dirigeants de la CGC de participer à la journée d'action du 7 septembre ne vous aura pas échappé. Il témoigne du refus des adhérents de ce syndicat représentant les couches moyennes de se sacrifier davantage pour assurer la survie du capitalisme.

Peut-on en déduire pour autant que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie seraient prêtes à se ranger au côté du prolétariat contre le capital, il ne faut pas aller trop vite en besogne. On a là une indication sur les doutes exprimés par une frange croissante de cette couche des exploités envers l'avenir que lui réserve le capitalisme et plus précisément son représentant, Sarkozy et son parti l'UMP.

Toujours est-il que lorsque l'on lit quotidiennement des dizaines de commentaires d'Internauts sur les blogs du Monde, de l'Express, du Figaro ou du Point ou encore de Libération qui ne sont pas particulièrement classés à "gauche", on s'aperçoit qu'une multitude d'entres eux qui n'hésitent pas à rappeler qu'ils ont voté pour Sarkozy et déclarent maintenant qu'ils sont littéralement en guerre contre lui en souhaitant qu'il ne finisse pas son mandat, dans des termes d'une violence à côté desquels mes critiques envers les dirigeants du mouvement ouvrier sont de la guimauve ou presque. Je suis évidemment cela quotidiennement avec la plus grande attention, car on a là véritablement la température d'une classe, qui bien que non déterminante, n'en joue pas moins un rôle charnière dans la stabilité du régime...

Ma causerie d'hier était médiocre, je n'étais pas en forme, j'étais trop préoccupé par la situation dans mon village, depuis je me suis refait une santé, ce matin les pêcheurs du village voisin sont venus prendre leurs filets, moteurs et bateaux et ils ont dégagé discrètement dans leur village pourri, du coup j'ai l'esprit plus tranquille, je dis pourri pour l'avoir visité quelques fois et avoir constaté qu'il n'était pas possible de faire un mètre sur la plage sans marcher sur une dizaine de sacs plastiques ou d'autres détritiques, je n'ai jamais vu cela ailleurs, c'est bien triste mais ce n'est certainement pas moi qui y changerait quelque chose. Du coup, j'ai rompu le "front unique" avec les gens de mon village une fois notre objectif commun atteint, car ce serait une grave erreur de ma part de croire qu'ils auraient changé d'attitude pour autant à mon égard, j'ai bien l'intention de ne jamais leur céder mon terrain et ma maison sur lesquels ils n'ont aucun droit de regard. Le calme est revenu, c'est le principal.

J'ai lu attentivement à plusieurs reprises l'éditorial (IO n°107) de D. Gluckstein de cette semaine. Autant je le suis sur la première partie de ce qu'il écrit, il dresse le constat qu'Hollande au nom du PS estime que Sarkozy doit aller au bout de son mandat, tout comme les députés et le projet de loi sur les retraites, sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Au lieu de cela dans la deuxième partie, je ne comprends pas pourquoi les travailleurs devraient être "*fondés à considérer comme intolérable que les dirigeants du PS, du PCF, s'obstinent à refuser de dire clairement et nettement « retrait »*", puisqu'ils ont exprimé à une multitude de reprises à demi-mot ou très ouvertement leur soutien à la contre-réforme que veut imposer Sarkozy, donc les travailleurs savent à quoi s'en tenir en ce qui concerne ces partis qui sont vertement brocardés et à juste titre ailleurs dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, pour finalement terminer avec une citation des *Echos* : "*Si péril il y a, il vient moins de l'hémicycle que de la rue, de cette manifestation syndicale unitaire du 7 septembre, dont les responsables de la majorité craignent qu'elle n'agrège les ressentiments.*" et si effectivement un mouvement mûrit ne faudrait-il pas lui donner un contenu et une orientation politique ? Il est l'heure d'écrire une nouvelle page de la lutte de classe des exploités qui ne peut se donner comme objectif que l'émancipation du capital et de la servitude, ce que ressentent toutes les classes, y compris certaines couches au sein de la bourgeoisie qui comprennent bien qu'à ce rythme-là l'économie mondiale court à la catastrophe, ce qui n'en fait pas des socialistes je vous rassure ou je vous le confirme.

Pourquoi ne pas indiquer si Sarkozy maintient son projet de loi au soir du 7 septembre, que seul un gouvernement ouvrier pourrait garantir nos retraites dans l'avenir ? Pourquoi ne pas donner clairement cette perspective à notre combat contre le régime dont les militants et le prolétariat pourraient se saisir ?

Les cadres se rebiffent, mais ils ont une vie de chiens, je ne souhaite à personne de le devenir, car c'est bourré de contraintes qui finissent par vous épuiser et vous user moralement. J'ai été cadre pendant 8 mois, un exploit ! Si le patron avait envie de se faire un gueuleton dans une auberge ou un manoir faisant office de restaurant à 19h, je devais téléphoner à Magueswary qu'elle ne m'attende pas pour manger car je devais l'accompagner, lui tenir compagnie et lui faire la conversation... J'ai conservé un très mauvais souvenir de cette expérience. On parle de la pénibilité du travail, elle est différente selon les postes de travail, pour certains c'est physique, pour d'autres c'est moral ou mental, les cadres ne sont pas plus épargnés que les ouvriers, certes ils ont de meilleurs salaires, mais au prix de quels sacrifices, la vie de l'entreprise passe avant la vie privée ou de famille, on a franchement l'impression d'être des esclaves, on vous le fait tellement sentir...

En tant que délégué du personnel chez U-Bix (Konica) j'ai assisté de nombreux cadres à des entretiens avant licenciement (art. L 122-12, le seul que je connaisse par coeur, et pour cause !), qui s'y attendaient depuis un moment, ils avaient été mis en condition psychologique,

officieusement, sournoisement par une rumeur que la direction avait balancée et qui était arrivée à l'oreille de l'intéressé. Il suffisait que la direction invoque n'importe quel prétexte pour les virer, c'est un peu comme pour les heures de travail, il n'y a pas de limite pour un cadre, il est censé être disponible 24h/24 et 365 jours par an pour "son" entreprise. Un matin vous arrivez dans votre bureau et il est vide, plus de dossiers, plus rien à faire, les jours ou les semaines s'écoulent ainsi jusqu'au jour où vous craquez et acceptez n'importe quelle condition pour partir, vous pouvez aussi vous retrouver dans le même bureau que votre futur remplaçant qui vient d'être embauché, vous pouvez aussi vous retrouver sans bureau du tout, on vous case dans un coin sans vous donner de travail, le plus efficace c'est encore de vous fournir des objectifs que vous ne pourrez jamais atteindre, c'est alors un motif de licenciement, on peut aussi doubler votre charge de travail sans vous donner les moyens pour l'assumer, du coup vous enchaîner les erreurs et les retards, la direction n'a plus qu'à les comptabiliser et quand elle estime que le compte est bon, elle vous vire pour faute professionnelle, dans ce cas-là vaut mieux négocier son départ avant c'est plus avantageux... On pense à tort que les ouvriers ou les employés sont les seuls maltraités par les patrons, en réalité c'est l'ensemble des salariés qui doivent être corvéables à merci selon eux. Je n'ai jamais bossé autant de ma vie que lorsque j'étais cadre, quelle punition ! Je me suis rattrapé en quittant la France quelques mois plus tard, fin décembre 90 ! (A suivre)

Grâce à la pluie qui est tombée les derniers jours et à l'absence de vent hier encore, j'ai gagné trois heures par jour pour bosser en plus pour le site. Hier après-midi j'en ai profité pour télécharger quelques textes des marxistes que j'ai perdus quand mon disque dur avait brûlé, j'en ai découvert d'autres dont un sur le front unique de Trotsky qui date de juillet 1922. J'ai passé la matinée depuis 7h ce matin à le lire et à le commenter. Je mettrai ce document et mon article en ligne demain si possible. Dans une des réponses aux courriels que j'ai reçus, j'ai commis une erreur à propos de la manifestation en Russie en juillet 1917, je voulais parler d'une autre manifestation dont j'ai oublié la date, j'ai une mémoire horrible, avec mes excuses !

Merci au camarade qui m'a adressé plusieurs courriels ce matin ou hier soir. Je te souhaite bonne continuation camarade, et le bonjour à ton épouse qui je l'espère se porte mieux.

### **Quelques infos en bref.**

#### **L'hystérique flic-président en état de "guerre" permanent.**

Albert Dupuy, préfet de l'Isère remercié mardi par Nicolas Sarkozy après les violences dans le quartier de la Villeneuve était en poste depuis décembre 2008. Interrogé par 20minutes.fr, il revient sur cette décision.

Comment avez-vous appris la décision de Nicolas Sarkozy de vous remplacer au poste de préfet de l'Isère? Je l'ai appris mardi soir de la bouche de Brice Hortefeux, une façon rarissime. En général, c'est le secrétaire général du ministère qui appelle. Je l'ai remercié d'avoir pris le temps de m'appeler. De son côté, il m'a rapporté la déclaration du président, qui estime que dans un état de guerre il fallait que le préfet soit un policier.

Que pensez-vous de cette décision? Je n'ai pas à la commenter, je la reçois, je l'accepte et je l'applique. Je reste préfet jusqu'au 29 juillet, mon successeur sera installé le 30. Je n'ai pas d'autre affectation pour le moment, je fais mes valises et je vais aller rejoindre ma famille à côté de Montpellier.

Considérez-vous que Grenoble soit en «*état de guerre*»? Grenoble, non. Mais la situation est extrêmement préoccupante, difficile. Il y a un malfaiteur qui est mort, même si c'est dans un contexte de légitime défense, il y a eu des tirs et des menaces de morts envers des policiers, des insultes sur les murs...

Mais pourtant, la situation semble se calmer? Oui, ça se calme. Je pense que c'est lié au fait que les obsèques du malfaiteur ont lieu jeudi. Les proches sont dans le recueillement. Ça peut repartir. Certains le disent, je n'en sais pas plus. (20minutes.fr 21.07)

Pour le PS la solution est la suivante : "*Nos concitoyens ont droit à une véritable politique de sécurité, plus efficace que l'envoi ponctuel de quelques unités supplémentaires qui sont reparties dès que les ministres ont tourné le dos.*"

Martine Aubry réclame dans un communiqué publié hier soir la tenue d'une rencontre nationale sur la sécurité. Et de conclure : "*Le moment est venu de réagir fortement*". (Lepost.fr 21.07)

Au lieu d'avoir le GIGN, la brigade anti-terroriste et une armada de CRS ponctuellement dans vos cités aux allures de ghettos, vous les aurez en permanence... Vivez heureux braves gens, le PS va transformer vos ghettos en casernes ! Ce parti n'a rien d'autre horizon à vous proposer aujourd'hui comme hier ou demain.

J'ai lu dans un autre article que les flics viraient les jeunes de cages d'escaliers jusqu'à 6 fois en une seule journée, à ce niveau-là c'est de l'acharnement ! Un gouvernement ouvrier leur proposerait de choisir entre une formation à leur convenance ou un emploi correspondant à leur qualification dans les deux cas rémunéré 1600 euros nets par mois, il mettrait fin également à ces ghettos, les familles seraient relogées immédiatement dans des habitations proche de leur lieu de travail après accord de leur part, etc.

### **Une compagnie aérienne infréquentable.**

La compagnie low-cost irlandaise Ryanair a exigé mercredi que l'armée prenne en charge le contrôle aérien en France en cas de grève, "pour que les passagers aériens innocents ne soient pas pris en otages", a justifié la compagnie dans un communiqué. "Le gouvernement doit tenir les aéroports vitaux de France et les services de contrôle du trafic aérien ouverts même pendant les périodes de troubles sociaux", ce qui se fait "dans de nombreux autres pays européens", soulignait le porte-parole de la compagnie, qui dessert de nombreux aéroports régionaux en France et à Beauvais, en région parisienne.

En prenant l'exemple européen, Ryanair fait sans doute référence à l'Espagne, où le gouvernement a déclaré qu'il enverrait, si nécessaire, des militaires pour remplacer les contrôleurs aériens du pays en arrêt-maladie, un mouvement qu'il soupçonne d'être une grève déguisée et qui a provoqué des retards dans la région de Barcelone. (Lepoint.fr 21.07)

A plusieurs reprises cette compagnie s'est illustrée en refusant d'embarquer des personnes se déplaçant en chaises roulantes.

### **Et les affaires continuent...**

Battre le consensus signifie que ces sociétés ont atteint les objectifs de croissances qu'elles s'étaient fixées.

- Les sociétés du CAC 40 devraient encore battre le consensus - Reuters
- Airbus compte dépasser son objectif de commandes sur l'exercice - Reuters
- Fiat multiplie son bénéfice trimestriel par deux - Reuters
- Faurecia relève ses objectifs 2010 - Reuters
- Plastic Omnium voit un 2e semestre "dynamique" - Reuters
- Morgan Stanley bat le consensus au 2e trimestre, le titre monte - Reuters
- United Technologies bat le consensus au 2e trimestre - Reuters
- Coca-Cola fait mieux qu'attendu au deuxième trimestre - Reuters
- Le fonds PAI est ouvert à des propositions de rachat de Yoplait - Reuters
- Berli Jucker convoite les actifs thaïlandais de Carrefour - Reuters

### **Etats-Unis.**

La banque centrale américaine est prête à prendre si nécessaire des mesures supplémentaires pour soutenir la croissance compte tenu du niveau élevé d'incertitude, a annoncé mercredi son président.

"La Réserve fédérale continue certes à organiser de façon prudente le retrait définitif des mesures d'accommodation de la politique monétaire, mais nous reconnaissons aussi que les perspectives économiques restent extraordinairement incertaines", a déclaré Ben Bernanke devant la Commission bancaire du Sénat. (Reuters 21.07)

---

### **Le 23 juillet**

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui.

### **La violence de l'Etat.**

C'est au tour des gens du voyage et des Roms d'être stigmatisés par le flic-président. On peut préciser la distinction entre gens du voyage et Roms, les premiers sont de nationalité française contrairement aux seconds qui sont les plus pauvres parmi les gens du voyage et qui sont originaires de Roumanie ou de Hongrie ou encore des pays limitrophes à ces derniers, au-delà jadis ils viendraient du sous-continent indien.

Hier en Conseil des ministres il a dit : «*Je tiendrai une réunion à ce sujet le 28 juillet. Cette réunion fera le point de la situation de tous les départements et décidera les expulsions de tous les campements en situation irrégulière*», il a donc parlé d'expulsion avant même d'avoir examiné la situation. Comme l'écrit un journaliste du Post : "*l'amalgame délinquance-Roms ainsi formulé au plus haut niveau de l'État donne le vertige. (...) quand le Chef de l'Etat se trouve un os à ronger, il ne le laisse pas tomber comme ça. Nous voilà partis pour la chasse aux Roms de l'été 2010.*"

J'ai relevé ce passage d'un Internaute : "*En prenant prétexte des situations de violences pour jeter à la vindicte publique, non des personnes éventuellement responsables mais des catégories de population a priori coupables, il attise les brasiers et libère le pire démon qu'une société peut connaître: le racisme. Et ceci est d'autant plus détestable qu'il lui confère une justification politique et institutionnelle. Si le Président désigne les Roms, les Arabes ou les Africains comme groupes dangereux, pourquoi se gêner et s'interdire des propos si ce n'est des actes de racisme?*"



## Retraites.

Le gouvernement a confirmé jeudi qu'il voulait repousser à la rentrée l'examen des mesures principales sur la pénibilité au dernier jour de l'examen du dossier des retraites en commission à l'Assemblée.

"Comme cette question (de la pénibilité) doit être revue avec les partenaires sociaux, l'idée est d'examiner les amendements juste avant la séance publique en septembre pour tenir compte des arbitrages entre le gouvernement et les partenaires sociaux", a expliqué la députée UMP Valérie Rosso-Debord. (Lepoint.fr 22.07)

Le Figaro précise la tactique du gouvernement : " Les sarkozystes ont bien conscience que cette première étape parlementaire n'était qu'une formalité. Sans surprise, les débats ont été bouclés sans problème". En attendant ils ont l'esprit ailleurs, et pour cause : "Paradoxalement, la majorité semble plus inquiète par l'évolution de l'affaire Bettencourt et son volet Woerth que par la tournure du débat sur les retraites.". Il s'inquiète " «La gauche va matraquer Woerth à la rentrée. Tiendra-t-il le coup ?», se demande déjà un ministre", s'il pose cette question c'est qu'elle serait dans l'air. Le Figaro poursuit : "L'Élysée espère que la pause estivale fera baisser la pression", les grandes chaleurs rendent nerveux ! " Nicolas Sarkozy et François Fillon ont répété qu'Éric Woerth défendrait bel et bien le texte le 7 septembre. Autrement dit, qu'il ne sera pas conduit à démissionner d'ici là.", après peut-être... " «On est tranquille car on sait qu'il n'y a rien dans le dossier» , confie le premier ministre", c'est le procureur Courroye à la solde de Sarkozy qui l'affirme, mais entre ce qu'il veut faire croire à la population et ce qu'elle serait prête à gober après les affaires des derniers mois le fossé n'a cessé de croître.

L'ampleur de la mobilisation du 7 septembre témoignera du degré de rupture de la population laborieuse avec Sarkozy et son gouvernement...

## Chère que briseur de grève professionnel.

A propos de la grève des contrôleurs aériens : "Je suis en désaccord avec cette grève, c'est une grève qui à mon avis n'a pas lieu d'être pour deux raisons : la première chose c'est que le gouvernement a retiré son texte de fusion, donc je crois qu'il est temps de négocier. Et de temps en temps mieux vaut faire de bonnes négociations que de grèves qui gênent les usagers" déclare-t-il.

"Et puis je crois que beaucoup de personnes partent en vacances, ils sont fatigués, ils ont vécu une année difficile c'est la crise, et je crois que ben leur vacances, ils les ont méritées et ils méritent de partir. C'est pas le moment de les embêter !" (Lepost.fr 21.07, sources: l>Télé, RTL)

Hier soir aux infos de 20h30, le journaliste sur TV5Monde Asie a affirmé le contraire de ce qu'a dit Chère que.

## A la jaunisse des syndicats, répond "l'appétit" de GM...

1- Trois des quatre syndicats (CFDT-CFTC-FO) de l'usine General Motors de Strasbourg, dont la CFDT, majoritaire, ont donné leur accord jeudi au projet de reprise présenté par le constructeur automobile américain, a-t-on appris de source syndicale. Les syndicats doivent signer formellement l'accord vendredi, date butoir fixée par le groupe américain. L'attitude de la CGT, qui a jusqu'ici refusé le projet d'accord, pourrait toutefois être déterminante, la firme de Detroit ayant demandé à ce que le texte soit paraphé par les quatre organisations syndicales.

"On a toujours fait valoir qu'on était sur un recul social, mais que nous étions d'accord, CFDT, CFTC et FO, avec les conditions de reprise pour préserver l'emploi et la pérennité du site", a précisé Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise et de la CFDT. (Lepoint.fr 22.07)

C'est la Fed qui est propriétaire, l'actionnaire majoritaire de GM à hauteur de 60%, mais ces syndicalistes inféodés au capital font comme s'ils l'ignoraient. Mailly : Retirez son mandat au délégué syndical FO de chez GM !

2- GM débourse 3,5 milliards pour la société de crédit AmeriCredit, un établissement de Fort Worth (Texas). L'appétit de GM est tel que le constructeur offre aux actionnaires de la firme texane une prime de 24 % par rapport au cours de clôture de mercredi soir. (Lefigaro.fr 22.07)

La direction de GM aurait tort de se gêner...

## Il faut bien remplir les caisses de l'Etat !

Les frais d'inscription universitaire pour la rentrée 2010 vont augmenter. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fixé par arrêté une augmentation moyenne de 2,1%.

Le montant des droits d'inscription pour les diplômés conduisant au grade de licence vont augmenter de 1,7% et ceux pour les masters de 2,5%. Le tarif de la sécurité sociale étudiante va elle aussi passer de 117 à 200 euros et le prix du ticket de restaurant universitaire de 2,90 à 3 euros. (Lepost.fr 22.07)

## Dure la crise !

American Express fait état d'un triplement de son bénéfice au deuxième trimestre à 1,02 milliard de dollars, favorisé par la reprise des dépenses de ses clients et une baisse des défauts sur cartes de crédit. (Reuters 22.07)

## Etats-Unis.

Les nouvelles inscriptions au chômage aux Etats-Unis ont bondi fortement et plus que prévu après deux semaines de baisse notable, selon des chiffres publiés jeudi 22 juillet par le département du travail à Washington.

Le ministère a recensé le dépôt de 464 000 nouvelles demandes d'allocations dans le pays du 11 au 17 juillet, soit 8,7 % de plus que la semaine précédente.

Depuis le début de l'année, les nouvelles inscriptions au chômage n'ont pas baissé plus de deux semaines de suite.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a déclaré mercredi que les créations d'emplois du secteur privé observées depuis le début de l'année étaient "insuffisantes" pour faire baisser réellement le chômage, qui atteignait 9,5 % fin juin.

La persistance d'un chômage élevé couplée à une croissance molle a fait ressurgir récemment les craintes d'une rechute de l'activité, qui torpillerait la reprise de l'économie américaine engagée pendant l'été 2009.

En outre, le niveau très bas de l'inflation ravive l'hypothèse d'une éventuelle déflation aux effets dévastateurs. (Lemonde.fr 22.07)

---

## Le 24 juillet

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site ce matin, car j'ai dû faire de la plomberie ! Hier soir je me suis retrouvé sans eau ! A force de négliger la baraque, voilà ce qui arrive ! Deux vannes hors d'usage depuis plus de 5 ans se sont retrouvées complètement obstruées par un agglomérat...de terre rouge ! Il faut savoir que les canalisations sont en plastique, y compris celles de la ville, comme il arrive fréquemment qu'elles pètent, je ne vous fais pas un dessin vous avez compris où se situe le problème. Tout est délirant dans ce pays. Bon, il est 13h20 et par chance ce matin ils n'ont pas coupé le courant, du coup j'ai pu remplir entièrement le réservoir grâce au moteur.

Je mets en ligne le document sur les retraites que m'a signalé Olivier (Combattre pour le socialisme), cela me fait toujours plaisir d'avoir de tes nouvelles. (<http://www.luttedeclasse.org/tribune/cps030610.pdf>)

A propos du congrès de la CGT Finances Publique, deux extraits pour vous mettre en bouche :

*"Appliquant la méthode initiée au congrès confédéral consistant à ne plus décompter les abstentions (13% des voix), ce qui permet de majorer considérablement la proportion des « pour » et de minorer toute critique même partielle, les directions avaient ouvert le congrès en se prévalant d'une approbation sans précédent (pour ce qui est du syndicat des impôts) du bilan propre à chaque syndicat et de leur projet commun de document d'orientation.*

*Il faut dire que ce vote d'approbation sans précédent dans le syndicat des impôts trouve pour partie son origine dans le fait que le Parti Ouvrier Indépendant, qui y détient des positions importantes n'a pas voté contre le bilan d'activité de la direction nationale. Et ceci alors que son « bilan », c'est la prise en charge d'une des applications les plus abouties de la RGPP en ne revendiquant jamais le retrait du projet de fusion. Fusion dont la conséquence immédiate est de permettre à l'administration fusionnée de battre des records en nombre de suppressions de postes (2 départs à la retraite sur trois non remplacés en 2010) et d'être à l'avant garde de la mise en coupe réglée du statut de la fonction publique en supprimant les statuts particuliers nationaux des agents des impôts et du trésor.*

*Le POI dans le compte rendu du congrès qu'il fait dans Informations Ouvrières a le toupet d'affirmer " les délégués ont réaffirmé leur hostilité à la fusion"... a ceci près que les prises de position contre la fusion au moment où les personnels y sont confrontés c'est une chose, une fois que c'est fait c'en est une toute autre dans laquelle les appareils excellent pour mieux dissimuler le soutien qui a été le leur. NE pas s'opposer au rapport d'activité, c'est, sur cette question décisive pour les agents, capituler. Concernant le document d'orientation, le POI a certes fait voter des amendements, mais cela lui a surtout servi à exécuter un tour de passe-passe, car au bout du compte les délégués membre de ce parti ont fini par voter, dans les A.G. puis dans le congrès, « pour » le texte « amendé ». Or l'orientation de ce texte est celle du syndicalisme de concertation avec le gouvernement."*

Plus loin : "Les militants du POI, sont eux intervenus sur l'axe d'une journée de grève interprofessionnelle sur les revendications... toute ressemblance avec l'appel de la direction Force Ouvrière au 15 juin ne serait pas fortuite.

*Sur les « revendications » ? Oui mais pas une, pas celle du retrait du projet du gouvernement !*

*Et la « concertation » ? Les militants du POI ont expliqué que la rupture de la concertation ne pouvait faire l'unité et qu'il fallait en rester aux revendications.... dans lesquelles encore une fois il n'y avait pas celle du retrait du projet Sarkozy !*

*Il se trouve que le POI a aussi une influence certaine dans le syndicat FO des Finances, et par exemple à Paris.*

*Or dans un centre des Finances, une adresse aux directions syndicales ayant recueilli plusieurs dizaines de signatures fin mai a été soumise par un militant FO à la section départementale... Les dirigeants de cette section, membres du POI, ont appelé à voter contre ce texte qui a été rejeté. Que dit ce texte ?*

*« Le 17 mai, le gouvernement a rendu aux directions syndicales son « document d'orientation sur les retraites », avec les déclarations du ministre Woerth aucun doute ne subsiste sur le projet de contre- « réforme » de Sarkozy :*

*C'est la fin de la retraite à 60 ans ;*

*C'est l'allongement de la durée de cotisation ;*

*Et c'est la hausse des cotisations pour les retraites pour les fonctionnaires. Alors que nous n'avons pas de caisse de retraite, cela signifie la baisse des salaires des fonctionnaires.*

*C'est une attaque sans précédent, qui demande donc des dirigeants syndicaux une réaction d'urgence. Ce projet n'est ni négociable ni amendable, alors : prononcez vous, retrait PUR ET SIMPLE du projet DE "REFORME" DU GOUVERNEMENT,*

*Et en conséquence, rompez toutes discussions qui ne servent qu'à finaliser cette contre « réforme ».*

*Adressez vous à la direction du syndicat CGT Finances et à la Fédération de Fonctionnaires CGT pour qu'ils en fassent de même.*

*Alors, les conditions du combat pour la défense de nos retraites seraient réunies. »*

*Voilà qui est clair : ni « retrait du projet Sarkozy », ni rupture des concertations, c'est la ligne qu'applique dans les syndicats le Parti Ouvrier Indépendant."*

Plus loin sur la question spécifique des retraites.

*"« Aucun recul n'est négociable » ? En rester là signifiait que le congrès adoptait une généralité, un couteau sans lame. C'est pourquoi un amendement a été formulé qui ajoutait à la suite de « aucun recul n'est négociable »: « C'est pourquoi notre syndicat se prononce pour la rupture des discussions, actuellement en cours, organisées par le gouvernement pour préparer son projet de loi. Il demande à l'UGFF et à la Confédération de quitter ces discussions. »*

*Cet amendement a recueilli 25 à 30 voix sur un total de délégués approchant les 400, ce qui est certes non négligeable, mais indique aussi le degré de verrouillage politique de ce congrès.*

*Et les militants du POI ont refusé de voter pour l'amendement des militants combattant pour la rupture du dialogue social.*

*Ils ont par contre voté sans hésiter la motion de la direction... qui ne demande ni le retrait du projet de réforme gouvernemental, ni la rupture des discussions ! On peut le dire, le POI a donc joué un rôle très important dans ce congrès...au service de l'appareil.*

*C'est ce qui explique sans doute que deux de ses militants les plus connus aient même été appelés à présider deux séances du Congrès, dont la séance de clôture, ce qui en constitue un symbole particulièrement éloquent."*

Les dirigeants du POI tels qu'ils sont pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris. Dommage !

J'ai quand même trouvé le temps en fin de matinée d'analyser rapidement un passage du derniers numéro de *Débat révolutionnaire* (NPA) avant de le mettre en ligne.

Les militants du NPA qui diffusent *Débat révolutionnaire* prennent position contre la rupture avec l'Union européenne. Extrait du n°33 du 23 juillet 2010 :

*"...le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale posera comme une question cruciale l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe. Une rupture avec l'Europe de la finance et de la BCE sous la seule forme d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne serait une impasse, sans avenir.*

*La rupture avec l'Europe de la finance c'est la perspective d'une Europe débarrassée de la dictature de l'oligarchie financière et du carcan des frontières nationales, une Europe des travailleurs et de la libre coopération entre les peuples. Seul le mouvement ouvrier, reconstruit sur des bases politiques d'indépendance de classe, est capable de construire cet avenir progressiste."*

Comment serait-il possible au prolétariat européen de "mettre un coup d'arrêt à la régression sociale" orchestrée par l'UE sans rompre avec cette institution fondée pour servir les intérêts des multinationales ? En se débarrassant de la "dictature de l'oligarchie financière" affirment-ils. Peuvent-ils nous citer un seul exemple qui démontrerait que l'UE n'est pas une institution tournée exclusivement contre les intérêts du prolétariat **depuis le Traité de Rome** ?

La Communauté du charbon et de l'acier qui marqua les débuts de l'UE se solda par la fermeture des mines et des hauts-fourneaux, la liquidation presque totale de la sidérurgie en France. Donc le caractère ultra réactionnaire de l'UE ne date pas d'hier où de la domination écrasante de l'aristocratie financière sur l'industrie que nous connaissons depuis plusieurs décennies, parce que l'industrie financière était déjà aux commandes en 1950, l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne date pas des crises du capitalisme des dernières décennies, mais du début du XXe siècle.

Dès l'origine de l'UE on trouvait cette orientation du capitalisme qui tendait à privilégier la recherche du profit sous le contrôle des banquiers, disons que depuis le début des années 90 cette tendance s'est confirmée et s'est amplifiée au point de devenir la seule orientation possible pour les capitalistes les plus puissants qui dominent le capitalisme mondial, face à de nouveaux concurrents auxquels ils n'entendent pas céder du terrain, encore moins leurs places.

Parole, parole, parole...

Pourquoi employer le futur quand il s'agit d'aborder la question de "*l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe*", parce qu'il ne faudrait pas avoir déjà engagé depuis longtemps "*le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE ?

Par ailleurs, la rupture avec l'UE capitaliste ne doit pas se réduire à une rupture avec l'oligarchie financière que l'on pourrait traduire pas l'appropriation sociale sans rachat des banques, des assurances et des institutions financières, un Etat capitaliste peut très bien nationaliser banques et compagnies d'assurance sans que les rapports de production ne changent pour autant dans le pays pour les 99% de travailleurs restants, donc sans remettre en cause le régime capitaliste et sans toucher non plus aux institutions politiques en place.

Que l'appropriation sociale des banques s'accompagnent de leur contrôle par le prolétariat, c'est une nécessité, mais comment pourrait-on parvenir à une "*Europe des travailleurs*" sans que cette condition soit remplie, ce qu'admettent ces militants, mais sans nous dire comment ils comptent s'y prendre sur le plan politique pour aboutir à cet objectif, car c'est bien beau d'avancer la perspective d'"*une Europe des travailleurs*", faudrait-il encore pour y parvenir que le prolétariat de tous les pays de l'UE aient liquidé au préalable les institutions politiques et la Constitution qui gèrent de fait les rapports sociaux au sein du régime capitaliste et se portent garants du respect et de la survie de ce système économique dans leur pays respectif, dans le cas contraire, ce serait se fixer pour objectif de vivre mieux en régime capitaliste une fois mis au pas l'aristocratie financière, qui peut croire une telle fable sachant à quel point les intérêts de l'aristocratie financière et des dirigeants des multinationales sont liés, imbriqués, pour ne pas dire qu'ils sont identiques.

Pourquoi la bourgeoisie au XVIIIe siècle a-t-elle été amenée à liquider le pouvoir politique de l'Ancien régime ? Pourquoi une révolution ? Parce qu'aussi longtemps que les représentants de l'Ancien régime conserveraient le pouvoir politique, il serait impossible à la classe aspirant à devenir la classe dominante de mettre en oeuvre une politique économique correspondant à ses propres intérêts, car elle entrerait forcément en contradiction ou conflit avec celle de la classe qui détient réellement le pouvoir.

Il me semble que ces camarades n'aient pas compris que la classe qui détient le pouvoir en dernière analyse est celle qui est maître des moyens de production, et que le pouvoir politique ne peut être que le reflet ou l'expression de ce pouvoir. Le pouvoir politique ne fait que traduire les rapports sociaux (de production) existant qui reposent sur la place qu'occupe chaque classe au sein de ces rapports (ou de la production), et il est impossible de briser ces rapports sans s'emparer du pouvoir politique qui est entre les mains de la classe qui tire profit de sa position dominante au sein de ces rapports.

Au-delà, ces militants n'ont pas compris les rapports qui existent entre le combat sur le terrain économique et sur le plan politique, le premier devant être subordonné au second, d'où leur incapacité à poser clairement la question de l'Etat et du pouvoir politique, ce qui se traduit par leur incapacité à proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Cette position des militants de *Débat révolutionnaire* qui se refusent à rompre avec l'Union européenne aurait-elle un rapport avec l'adhésion récente du Parti de gauche au Parti de la gauche européenne (PGE) qui légimite à la suite du PS et du PCF l'UE qu'il prétendait combattre ? Il faut dire qu'en échange le PG va être financé par l'UE, inutile de commenter ! Rappelons que ces partis s'engagent selon le règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe à « *respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée* ».

Question : la position défendue par les militants de *Débat révolutionnaire* serait-elle l'annonce d'un tournant encore plus droitier de la direction du NPA dans la perspective d'un "*rassemblement de toute la gauche*" en vue des présidentielles de 2012 dans lequel le NPA compterait jouer un rôle, tous les partis composant ce *rassemblement de toute la gauche*" devant partager la même position (fondamentale) sur l'UE, c'est-à-dire se soumettre à son joug dévastateur pour la classe ouvrière ?

Bon week-end à tous et à demain.

---

## Le 25 juillet

Pas le temps de causer, il est déjà 14h50 et je bosse depuis 8h30 ce matin. Les infos en bref me prennent vraiment trop de temps. Bon dimanche.

## Une histoire de volaille...

"Un bon poulet est un poulet libre." La dernière campagne du groupe avicole Loué fait grincer des dents les syndicats de police.

Les Gardiens de la paix (SGP-FO) ne trouvent pas normal "qu'un groupe avicole aussi important ait besoin d'une publicité aussi simpliste". Dans une lettre à Loué, Nicolas Comte, secrétaire général du SGP, relaye le "mécontentement de [ses] collègues qui sont dénigrés d'une manière les plus vulgaires".

Selon le directeur général des Fermiers de Loué, l'objet de la campagne est d'interpeller les consommateurs sur la différence entre un poulet élevé en plein air et un poulet élevé en batterie. (Lexpress.fr et Lepoint.fr 23.07)

### **Sympôme de la décomposition de la société et des tensions qu'elle engendre.**

Le nombre des gardes à vue en France a augmenté de 22,89% entre 2004 et 2009, près de deux fois plus vite que celui des personnes mises en cause, selon un rapport de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESI) rendu public vendredi.

Par grandes catégories d'infractions, l'augmentation la plus élevée du nombre des gardes à vue a concerné des atteintes à l'intégrité physique (hors vol), soit + 55,19%, tandis que la plus faible a concerné les infractions économiques et financières: + 10,03%. (Lepoint.fr 23.07)

### **Parole de gitan contre parole de gendarme.**

Il s'était rendu pour donner sa version des faits. Miguel Duquet, le conducteur qui accompagnait Luigi, le jeune gitan tué par balle par un gendarme dans le Loir-et-Cher il y a une semaine, a été écroué vendredi soir et mis en examen pour «tentative d'homicide volontaire», selon le parquet de Blois.

Avant de se rendre, il avait expliqué qu'il contestait la thèse de la légitime défense des gendarmes, qu'il n'avait pas forcé de contrôle routier, ni participé à une quelconque course poursuite.

Les gendarmes, qui ont été entendus au lendemain du drame survenu dans la nuit de vendredi à samedi, assurent de leur côté que le véhicule a refusé de s'arrêter et leur a foncé dessus par deux fois, ce qui a poussé l'un deux à ouvrir le feu.

La mort du jeune homme avait entraîné dimanche matin des violences de la part de la communauté de gens du voyages, qui avaient alors pris pour cible la gendarmerie de Saint-Aignan.

Le tribunal de Blois a condamné jeudi deux hommes pour ces dégradations, l'un à 10 mois de prison ferme, l'autre à 4 mois avec sursis. Un mineur de 17 ans a été mis en examen et laissé en liberté sous contrôle judiciaire pour les mêmes faits tandis qu'un autre prévenu a été relaxé. (20minutes.fr 24.07)

### **Sortez les drapeaux rouges.**

L'outrage au drapeau français est désormais passible d'une amende de 1.500 euros sur l'ensemble du territoire, selon un décret du ministère de la Justice paru vendredi au Journal officiel.

Le décret sanctionnera le fait "lorsqu'il est commis dans des conditions de nature à troubler l'ordre public et dans l'intention d'outrager le drapeau tricolore", de "détruire, détériorer ou utiliser de manière dégradante" le drapeau "dans un lieu public ou ouvert au public". Le texte précise qu'est également puni, "pour l'auteur de tels faits, même commis dans un lieu privé, de diffuser ou faire diffuser l'enregistrement d'images relatives" à ces faits.

Jusqu'à présent, les seuls outrages au drapeau susceptibles d'être poursuivis étaient ceux intervenant "au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques", c'est-à-dire principalement les manifestations culturelles ou sportives. (Lepoint.fr 23.07)

### **Affaire Woerth-Bettencourt, suite.**

La banque Dexia, où l'ex-comptable de Liliane Bettencourt a retiré à sa demande 100.000 euros en espèces quatre mois avant la présidentielle de 2007, a refusé au préalable un retrait de 500.000 euros à la milliardaire, affirme l'hebdomadaire Marianne à paraître samedi.

Selon Marianne, qui cite des documents internes de la banque découverts lundi par les enquêteurs de la brigade financière, "Liliane Bettencourt avait demandé à tirer non pas 100.000, mais 500.000 euros" à la banque Dexia, en décembre 2006.

Dans un entretien accordé début juillet à Mediapart, l'ex-comptable a évoqué un financement politique illégal par le couple Bettencourt,

assurant notamment que le ministre du Travail, Eric Woerth, trésorier de l'UMP, avait reçu 150.000 euros en espèces au printemps 2007 pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, aurait rencontré Eric Woerth en qualité de trésorier de l'UMP le 19 janvier 2007, selon l'agenda de l'ex-comptable Claire Thibout, a révélé samedi le site Internet de l'hebdomadaire *Marianne*.

Dans l'agenda de Claire Thibout, dont l'hebdomadaire reproduit un fac-similé, la rencontre, à la ligne du 19 juillet à 8h30, est mentionnée ainsi: «*Patrice et trésorier*».

Selon l'édition papier de *Marianne* datée de samedi, l'agenda du gestionnaire de fortune faisait également mention d'un rendez-vous «au café» à la même heure avec Eric Woerth.

L'agenda de Claire Thibout révèle qu'un autre rendez-vous était programmé la veille à 13h30 entre Patrice de Maistre et Liliane Bettencourt «pour donner enveloppe qui donnera à Patrice». *Marianne* affirme que «ce jour-là, Claire Thibout se souvient avoir remis 50.000 euros en liquide dans une enveloppe à Mme Bettencourt, qui l'a ensuite confiée à Patrice de Maistre». (Lepoint.fr et 20minutes.fr 23.07)

### **"Dans notre pays, on ne croit plus aux mots. On croit aux décisions", Sarkozy vendredi devant les ouvriers de STX.**

1- M. Sarkozy s'est estimé en mesure d'annoncer que deux autres Mistral seraient construits. "Avec nos amis russes, vous allez fabriquer les deux BPC. Le contrat, on est en train de le négocier, mais la décision de le faire, elle, est certaine..."

Le président de la République a demandé l'embauche de jeunes et expliqué devant l'actionnaire coréen de STX qu'il refuserait toute délocalisation et transfert de technologie. (Le Monde 23.07)

2- La Russie maintient son exigence d'un transfert de technologie avant d'acquiescer des navires français de type Mistral, a prévenu, samedi, le commandant en chef de la marine russe, l'amiral Vladimir Vissotski, faute de quoi le marché n'aboutira pas. "Ce qui est important ici, c'est que nous obtenions la possibilité d'un transfert de technologies-clés, fondamentales (...) pas seulement en matière de construction navale, mais dans d'autres domaines", a déclaré l'amiral Vissotski à la radio *Écho de Moscou*. "Cela est sans aucun doute la principale condition pour cette transaction. Si cela ne se produit pas, alors il n'y a aucune raison d'aller de l'avant", a-t-il dit.

Ses propos interviennent au lendemain de l'annonce par le président Nicolas Sarkozy que la France allait construire deux puissants porte-hélicoptères de type Mistral pour la Russie. Il n'a pas cependant évoqué la question du transfert de technologie réclamé par Moscou. Ce marché portant sur la vente de quatre bâtiments de projection et de commandement (BPC) à la Russie, pour lequel les deux pays sont entrés en mars en "négociations exclusives", suscite les inquiétudes des pays voisins de la Russie, États baltes et Géorgie en tête. Une telle vente de matériel de défense à la Russie constituerait aussi une première pour un pays de l'Otan. (Lepoint.fr 24.07)

Le journal *Le Monde* relevait que les cinq navires mis en chantier ou sur le point de l'être par STX avaient été commandés par l'Etat ou avaient été subventionnés par l'Etat, l'armateur du navire italien s'est vu avancer des fonds d'une banque française avec la caution de l'Etat, la commande du navire de croisière lybien avait dû faire l'objet d'un marchandage avec Kadhafi dans le cadre d'un contrat d'armement, c'est moi qui rajoute cette précision.

### **Etats-Unis.**

Six banques américaines ont été déclarées vendredi en faillite par les autorités de régulation, portant à 102 le nombre d'établissements dans cette situation aux Etats-Unis depuis le début de l'année. En 2009, la barre des cent banques en faillite n'avait été atteinte qu'en octobre. (Reuters 24.07)

### **Inde.**

L'Inde vient de dévoiler le prototype d'une tablette à écran tactile destinée aux étudiants dont elle espère lancer la production en 2011. Son coût: seulement 35 dollars (27 euros).

La tablette fonctionne sous Linux et n'a pas de disque dur, utilisant à la place une carte mémoire, un peu comme un téléphone portable. Elle peut être utilisée pour diverses applications comme le traitement de texte, la navigation sur Internet et les conférences vidéo. Elle propose une option énergie solaire, importante pour les régions du pays où l'accès à l'électricité pose problème, même si ce "plus" renchérit le coût de l'appareil.

L'Inde prévoit de subventionner la tablette pour ses étudiants, ce qui abaisserait son prix d'achat autour de 20 dollars (15,50 euros).

Le projet s'inscrit dans initiative éducative ambitieuse qui vise également à doter les universités du pays de connexions à haut débit et à mettre en ligne du matériel pédagogique. (AP 2407)

Pendant que des centaines de millions d'Indiens doivent se contenter quotidiennement de riz entre 1 et 4 roupies le kilo que les gouvernements de chaque Etat leur vendent généreusement pour qu'ils ne crèvent pas de faim dans le cadre du Ration card, le carnet de rationnement qui fait office de Livret de famille. Dans le commerce le prix du riz est de 15 à 40 roupies le kilo selon la qualité, plus de 100 roupies pour le riz basmati. Ajoutons que les études universitaires sont payantes et hors de prix pour les familles d'ouvriers ou de paysans, un peu comme si vous deviez déboursier chaque année des milliers d'euros pour simplement inscrire votre enfant à l'université en France.

## Le 26 juillet

Je n'ai pas trouvé le temps de finir mon article sur le front unique, dans la semaine. En revanche je vous ai mis en ligne quelques textes de Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline, pour ne pas laisser aux franc-maçons qui se prétendent ses "héritiers" (CCI-POI) le monopole d'y rendre hommage.

J'ai appris dans le blog du responsable du Post.fr que Jean-François Kahn avait décidé de fermer son blog car il ne supportait plus la connerie humaine qui s'y déversait quotidiennement. On peut se demander pourquoi il n'a pas utilisé le filtrage des messages avant qu'ils se retrouvent en ligne ou de les mettre en ligne, je ne sais pas trop comment cela fonctionne, j'imagine que lorsqu'il y a un filtrage les messages ne peuvent pas être mis en ligne en temps réel et le blog ne peut pas être actualisé 24h/24 non plus, dans le cas contraire cela signifierait qu'une ou plusieurs personnes se relaieraient devant un écran et ne feraient que cela.

Dans une chanson des Beatles on entendait ces paroles : "*you say yes, I say no, you say no, I say yes, you say goodbye, I say hello...*" qui résument bien le fait qu'aucun homme n'étant identique à un autre, ils seront portés à interpréter différemment le même fait ou la même expérience, c'est naturel et inévitable, c'est ce qui fait le charme et la richesse de la nature humaine, jusqu'à un certain point. Par contre ce qui l'est moins, c'est qu'on ne l'admette pas ou qu'on n'en ait pas conscience. A partir de là toutes les dérives comportementales sont possibles. L'imperfection du langage ou de la langue, ce qui n'est pas la même chose, ne présente pas un obstacle à la communication ou à la compréhension d'un message, il est même en grande partie à l'origine de son développement.

Si maintenant on a à l'esprit sur quoi repose l'existence de l'homme, de la société et de l'univers, à savoir que celle-ci repose sur un processus dialectique que l'on nomme le mouvement, le mouvement sans lequel rien n'existerait, le mouvement étant en soi le produit d'une contradiction entre deux éléments au moins ou le reflet des rapports complexes et instables qu'ils entretiennent, en constante évolution, on pourra peut-être parvenir à comprendre que les rapports qu'entretiennent les hommes entre eux reposent avant tout sur l'ignorance de leurs conditions d'existence, sur l'inconscience de leur place et de leur rôle au sein des rapports sociaux (de production) qui déterminent l'ensemble de tous les rapports qui se manifestent dans la société, de leurs faits, gestes et pensées, de l'ensemble de leur production comme aurait dit Engels dans sa jeunesse hégélienne.

Le problème de gens comme J-F Kahn, c'est qu'ils n'ont pas cette compréhension-là en tête, ils voudraient que la réalité corresponde à l'idée qu'ils s'en font. Au lieu de fonder leur réflexion sur les rapports de classe et la conscience qu'on en a qui déterminent le comportement des hommes en général, elle repose sur un a priori qui ne correspond pas à la réalité et qui leur saute à la figure, et elle se traduit dans leur discours par une confusion permanente entre ce qui correspond à une connaissance déterminée objectivement et une forme de pensée privilégiant un intérêt subjectif plus ou moins conscient ou avoué.

Leur incapacité à assumer les contradictions qui existent entre leurs paroles et leurs actes et qui donnent lieu à de violentes critiques qu'ils supportent mal, traduit sur le plan politique leur incapacité à assumer la contradiction qui existe entre leur condamnation stérile (populiste ou intéressé) des dérives du capitalisme et leur incapacité à analyser à fond le fonctionnement du système capitaliste pour aboutir à la conclusion qu'il faut le liquider, du coup ils se retrouvent attaqués de tous les côtés à la fois, par les partisans de l'ordre établi qui ne supportent pas leurs critiques, par ceux qui considèrent que leur critique de l'ordre établi ne va pas assez loin parce qu'ils y sont attachés malgré tout.

C'est le drame de tous ces républicains, démocrates, intellectuels brillants mais inconséquents, dès qu'il s'agit pour eux d'analyser à fond les rapports sociaux qui régissent la société ou les lois fondamentales qui déterminent le développement de l'humanité depuis la nuit des temps, ce qui les amèneraient à se placer sur le terrain du marxisme ou le même terrain que le marxisme, perspective impensable puisqu'ils le honissent par ignorance.

Les intellectuels ont remplacé le combat pour parvenir à une meilleure interprétation du monde et son évolution qui devrait reposer sur les bases matérielles à l'origine de toutes les idéologies, par un combat idéologique qui consiste à opposer des idées entre elles tels des philosophes ou des métaphysiciens, ce qui ne peut les conduire qu'à se débattre indéfiniment avec des contradictions inextricables et incompréhensibles pour leur auditoire.

Des camarades avaient émis l'idée que je pourrais créer un blog dans lequel des militants pourraient intervenir directement. Je leur avais répondu que je n'aurais pas le temps de m'en occuper et que je ne savais pas comment cela fonctionnait, j'avais ajouté qu'ayant constaté que tous les blogs politiques donnaient lieu à des dérives inacceptables, je n'en voyais franchement pas l'utilité. J'ai noté ce matin l'expérience d'un Internaute qui confirme mon appréciation :

*"J'ai moi-même, habitant en pleine campagne, voulu ouvrir un petit forum pour trouver à discuter, à échanger. Peine perdue, j'ai été obligée de le fermer rapidement devant tant de violence et de bêtise humaine. C'est tellement facile sous l'anonymat et derrière un écran de déverser tous ses sentiments plus ou moins vils. L'homme est un drôle d'animal pas toujours très courageux !"*

Pour finir avec une réflexion sur les intellectuels dont certains sont assimilables à des bourgeois, je pense à Jean Ziegler. Ce bourgeois, membre du Parti socialiste helvétique et rapporteur spécial des Nations Unis, proche du milieu altermondialiste, est connu pour sa dénonciation féroce des dérives du capitalisme, j'ai lu un de ces livres *Les nouveaux maîtres du monde* dans lequel il dresse un tableau et un verdict sans appel contre le capitalisme, je le répète avec une violence inouïe à faire pâlir nos dirigeants. Mais incapable d'aller au bout de son analyse il finit par s'en remettre... à l'ONU comme seul recours pour sauver l'humanité du chaos et de la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne tous les peuples. Il manque vraiment peu de choses pour qu'il ne bascule sur le terrain du marxisme.

Ce qui vaut dans son cas vaut dans le cas de bien des démocrates ou républicains dont il a été question plus haut, il est symptomatique que sa réflexion s'arrête aux portes de l'ONU dont il est membre et dont il n'a pas dû analyser sérieusement le fonctionnement depuis sa création après guerre, auquel cas s'il était fidèle à son analyse du capitalisme, il condamnerait également cette institution du capital. Il ne le peut pas parce que c'est elle qui le nourrit ! Qui nourrit J-F Kahn, de qui dépend l'existence de son journal *Marianne* ? Son banquier. Son banquier accepterait-il de financer un journal ou une entreprise qui prônerait le renversement du régime, on est en droit d'en douter.

Ces gens-là ne sont pas prêts à sacrifier leur confort matériel pour ce qu'ils considèrent être que des idées, alors que c'est le sort de l'humanité qui est en jeu. Il n'est pas dit que l'un d'entre eux ne franchira pas le pas un jour, cependant on ne peut pas se baser sur cette hypothèse plausible pour définir une stratégie politique, c'est vers le prolétariat qu'il faut se tourner résolument, quand on observe quelle dure réalité il doit affronter quotidiennement pour survivre, on ne risque pas de s'enfermer dans un débat d'idées qui ne peut mener que dans une impasse.

Bonne semaine à tous.

## UMPS

Le député PS et président du Conseil général de l'Isère André Vallini a estimé dans une interview au *Journal du Dimanche* que "*La gauche et la droite doivent +déposer les armes+. Chacun devrait faire un pas vers l'autre : la gauche doit accepter sous condition la vidéosurveillance et la droite doit relancer la police de proximité*". (Lepoint.fr 25.07)

## Irak. La survie du capitalisme : exterminator !

Selon *The Independent*, une étude récente réalisée par le Britannique Chris Busby (expert en radiation et auteur d'une étude sur le syndrome de la guerre du Golfe) fait ressortir que d'autres substances plus toxiques que le phosphore blanc ont été utilisées par l'armée américaine lors des combats de Falloujah en 2004, il y aurait bien quelque chose d'inhabituel qui serait arrivé dans la ville depuis cette époque. Les recherches — qui ont porté sur près de 5.000 personnes en janvier et février 2010 — montre désormais que le taux de cancer a été multiplié par quatre, tandis que les cancers parmi les enfants de moins de 14 ans ont été multipliés par 12. Dont les leucémies, multipliés par 38 : c'est le double de ce qui a été constaté parmi les survivants d'Hiroshima.

Autre donnée dramatique : la baisse des naissances d'enfants de sexe masculin, en chute de 18%, ce qui, selon *The Independent*, est l'indication d'un dommage génétique. Ce n'est d'ailleurs pas tant les nombres qui frappent les chercheurs, mais la vitesse à laquelle les maladies se développent.

Personne ne connaît réellement la raison de ces chiffres, mais un des responsables de l'étude estime que ce changement ne peut arriver qu'en cas d'exposition majeure à un élément mutagène. De quoi suspecter les Marines américains d'avoir utilisé des munitions qui contiennent de l'uranium, affirme le responsable de l'étude. (Slate.fr 25.07)

---

## Le 27 juillet

Je n'ai pas le temps de causer, l'actualisation du site me prend trop de temps. Je pense sérieusement à supprimer toutes les rubriques infos et les infos en bref dès le mois d'août pour me consacrer à des articles de fond ce qui nécessite d'avoir du temps pour lire. J'aurais voulu commenter des écrits des marxistes aussi. J'aurai montré depuis août 2008 ce qu'un parti pourrait faire sur Internet, notamment, seul je ne peux pas tout faire. Ma décision est prise pour ainsi dire.

Seule la causerie sera conservée sous forme de chroniques deux ou trois fois par semaine ou de discussions sur des questions diverses. Je dois encore y réfléchir. Le mois d'août peut servir de ballon d'essai. De toutes façons, je suis lucide, le site a une audience limitée, on est dans une sacrée merde sans parti, donc quoi qu'il puisse se passer, il n'y a pas urgence en la demeure, et ce n'est pas ce que vous allez lire ci-dessous qui me fera changer d'avis.



## **Prémonition, hypothèse envisageable sérieusement ou crainte du pire exprimée à haute voix ?**

Le journal patronal *La Tribune* a mis en ligne ce qu'il appelle Un récit de politique-fiction en sept dates sur le thème : Et si le président de la République s'apprêtait à se relancer par un coup d'éclat politique dont lui seul a le secret ? Cet article-fiction est d'une longueur inhabituelle. Rapidement voilà de quoi il s'agit.

La contre-réforme des retraites ne passerait décidément pas, Woerth aurait été débarqué et les manifestations monstres dans le prolongement du 7 septembre auraient dégénérées en affrontement violent avec la police, le pays serait paralysé et la situation quasi insurrectionnelle au point que La Talonnette a décidé de démissionner...

Voilà ce qu'ils lui font dire : *"Moi, le boulot je le voulais, et je l'ai eu ! J'avais cette boule, vous savez, au creux de l'estomac. Le jour où j'ai été élu, elle est partie. Le reste, c'est du superflu. Je ne suis pas là pour être aimé, je suis là pour faire mon travail. La 'big picture', comme ils disent les Américains. Je suis là pour moderniser la France. Elle en a besoin, la France. Et, honnêtement, j'ai pas mal réussi déjà non ? Alors voilà, il faut parfois savoir tout remettre en jeu. Il faut savoir repartir de zéro. Demain, je démissionne."*

Et d'imaginer son discours à la télévision le 6 octobre : *"Mes chers compatriotes, en mai 2007, vous m'avez élu pour que j'assure la rupture avec les méthodes du passé, avec les comportements qui, si souvent, ont conduit la France dans l'abîme. Aujourd'hui, les forces de l'immobilisme et du conservatisme se liquent pour ruiner vos efforts, pour entraver la marche en avant de ce pays qui nous tient tant à cœur. J'ai fait le choix du courage et de la responsabilité. Je démissionne ce jour de mes fonctions de président de la République. Une élection présidentielle anticipée sera organisée dans les délais prévus par la Constitution. Il vous reviendra de dire si vous voulez que la France s'engage résolument dans la modernisation. J'aurais pu, comme le demandaient des esprits irresponsables dans l'opposition, vous interroger par référendum sur la réforme des retraites qu'Éric Woerth, tombé au champ d'honneur de la politique, avait lancée avec noblesse. Je préfère vous saisir de l'ensemble des questions qui se poseront dans les années qui viennent à ceux qui auront la charge de diriger la France. Parce que mon vœu le plus cher est de continuer de la servir. Pour garantir à chacun d'entre vous l'avenir auquel il a droit. Je vous remercie. Vive la République, vive la France..."* (source : *La Tribune.fr* 26.07)

On serait guère plus avancé, sauf si au-dessus des combinaisons des partis pour sauver le régime, les masses laborieuses parvenaient à s'organiser...

## **Riches, voleurs, fraudeurs, et quoi encore ? Légitimes ?**

Le contrôle fiscal a rapporté à l'Etat français près de 15 milliards d'euros en 2009, moins qu'en 2008 et en 2007, écrivent lundi *Les Echos*.

Selon les chiffres du quotidien économique, qui cite le rapport d'activités de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux ont permis d'engranger 14,7 milliards d'euros l'an dernier, contre 15,7 milliards en 2008 et 16,4 milliards en 2007. (*Reuters* 26.07)

Ils n'ont pas trouvé ces milliards d'euros dans la poche des pauvres.

## **Derrière la concurrence se cache un monopole.**

Depuis le 1er janvier 2007 et l'ouverture du marché à la concurrence, EDF côtoie de nouveaux opérateurs. Mais 95% des Français ont choisi de garder les tarifs réglementés proposés par le fournisseur historique. Dans ses recommandations adressées à la France, l'AIE pousse cependant le pays à envisager leur suppression.

Dans un rapport publié lundi, elle estime que ces tarifs freinent la libéralisation du marché de l'énergie. *«Parmi les obstacles au développement d'un marché effectivement concurrentiel, le plus important est le maintien de tarifs régulés qui coexistent avec des tarifs de marché»*, critique le rapport. (*20minutes.fr* 26.07)

Réaction d'un Internaute : *"la concurrence a pour but de faire baisser les tarifs. Or plus on avance dans la concurrence, plus les tarifs augmentent, c'est quand même pas logique"*. Si, quand le service en question est privatisé, c'est le côté monopolistique du capitalisme qui prime, en réalité il n'y a pas véritablement de concurrence, donc les opérateurs appliquent les tarifs qu'ils veulent. Tandis que le monopole de l'Etat favorise la notion de service, le monopole privé favorise le profit, ce qui ne veut pas dire qu'EDF entreprise nationalisée ne rapportait pas d'argent aux entreprises capitalistes qui lui fournissaient le matériel, au marché ou aux banquiers sollicités par l'Etat pour collecter les capitaux nécessaires à son développement.

## **Comment virer une employée encombrante, mode d'emploi.**

Marie Pezé est victime de ce qu'elle a combattu pendant 13 ans. Spécialiste des souffrances au travail, psychanalyste et docteur en psychologie, elle a été licenciée, mardi 20 juillet, du Centre d'accueil et de soins hospitaliers (Cash) de Nanterre. La raison? *"Inaptitude définitive"*.

Handicapée physique depuis la fin des années 90, Marie Pezé n'avait pas le droit de porter de lourdes charges et devait éviter au maximum les "va-et-vient". Une condition fixée par la médecine du travail pour que la spécialiste puisse continuer d'exercer son activité. Accumulant les pépins de santé, Marie Pezé, avec l'appui de son médecin du travail, a réclamé des aménagements, comme la mise à disposition d'un secrétariat.

Si certains de ces agencements ont été pris en compte, la charge de travail de la spécialiste est allée crescendo: le nombre de ses consultations pour "*souffrance au travail*" ne cessait d'augmenter. Un climat délétère a fini par s'installer entre elle et sa hiérarchie. La psychanalyste accumulait les arrêts maladie jusqu'à ce que la médecine du travail la déclare "définitivement inapte à son poste", à la mi-juin. Faute de lui trouver un autre emploi, plus adapté, la direction de l'établissement l'a renvoyée. (Lexpress.fr 26.07)

Au lieu de prendre en compte son handicap et réduire sa charge de travail, la direction en a rajouté pour lui pourrir la vie et la faire craquer, résultat : ambiance délétère, donc arrêts de travail plus nombreux, condition qui devait déterminer la décision du médecin du travail : inapte, donc virée !

Je vous ai parlé de la situation des cadres dans un précédent courriel, j'ajoute un mot. Pour virer un cadre, saviez-vous qu'un patron peut invoquer ses mauvaises relations avec lui ? C'est suffisant. Autre cas qui m'est revenu à l'esprit, il suffit que vous émettiez un avis négatif ou des réserves sur la politique de l'entreprise pour qu'on décide que vous ne serez peut-être pas le meilleur cadre pour la mener à bien : viré ! J'ai été témoin de ces deux cas une bonne dizaine de fois, les cadres en question ont été amenés à négocier leur départ discrètement, le lendemain matin ils ne faisaient déjà plus partie du personnel.

### **Régime policier.**

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi avoir déposé plainte contre deux sites internet hostiles à la police.

Selon une source proche du ministère de l'Intérieur, il s'agit de [juralibertaire.over-blog.com](http://juralibertaire.over-blog.com) et [grenoble.indymedia.org](http://grenoble.indymedia.org).

Le ministre a dit avoir déposé plainte pour «*injure et diffamation publiques contre la police*». «*Il y a des campagnes qui me choquent et que je ne laisserai pas passer*», a-t-il expliqué. Selon lui, le contenu de ces sites «*porte atteinte à l'honneur de la police*». «*Les policiers sont traités de "troupes d'assassins" et la BAC est traitée de "bande armée de criminels"*», a-t-il précisé. Sur le portail du premier de ces deux sites, apparemment proche du mouvement anarcho-autonome, on peut notamment lire: «*la police travaille... à l'apartheid social*». (Libération.fr 26.07)

Interdit de siffler La Marseillaise, interdit de piétiner le drapeau des Versaillais, interdit de critiquer la police, interdit de retourner au flic-président ses propres insultes, par contre les sites Internet faisant l'apologie de perversités sexuelles, du racisme ou de la xénophobie, du fascisme, etc. sont autorisés car ils servent les intérêts de leur République.

Le flic de service fait son métier avec plus ou moins de zèle, il n'est pas responsable des lois qu'on lui demande de faire respecter, donc il ne faut pas le confondre avec le flic-président qui pond tous les quatre matins une loi liberticide qu'ensuite les policiers doivent appliquer en se mettant évidemment une grande partie de la population à dos. Il faut noter que ce ne sont pas des policiers qui portent plainte ici mais le ministre de l'Intérieur.

On plaisante souvent sur les policiers, on n'aime pas la police en général parce que lorsqu'on a à faire à eux, c'est le plus souvent pour se faire verbaliser ou taper dessus, donc ce n'est pas agréable. Ce n'est pas le policier en soi après lequel on doit en avoir, il y en a qui adhèrent à l'Unsa ou à FO, d'autres à Alliance ou l'Honneur de la police qui est encore plus à droite, mais après les missions à caractère répressive ou liberticide que leur confie l'Etat, ne tombons pas dans le gauchisme, là aussi il faut faire la part des choses.

### **Etats-Unis.**

Les ventes d'habitations ont bondi de 23,6% pour s'élever à 330.000 unités en rythme annualisé par rapport au chiffre de 267.000 finalement publié pour le mois de mai.

Malgré le rebond, le rythme de juin n'en reste pas moins le deuxième plus faible niveau enregistré depuis le début du suivi de cette statistique en 1963.

En pourcentage, ce rebond est le plus fort observé depuis mai 1980. Il se compare à une chute sans précédent de 36,7% du mois de mai.

Le nombre de logements neufs en vente est tombé à 210.000, le plus bas depuis septembre 1968. Le prix médian d'un logement neuf a reculé de 1,4% à 213.400 dollars. (Reuters 26.07)

### **Etats-Unis. Eliminator.**

1- Le président afghan a accusé lundi les forces internationales d'avoir attaqué à la roquette et tué 52 «civils innocents» dans le sud de l'Afghanistan.

Samedi, deux habitants interrogés par un journaliste de l'AFP à l'hôpital de Kandahar, dans la province voisine, avaient affirmé qu'une quarantaine de civils pourraient avoir été tués et blessés la veille et que les roquettes avaient été tirées par des hélicoptères des forces internationales.

Selon les deux témoins, des habitants avaient quitté leur village sous la pression de talibans assurant qu'une attaque de l'Otan était imminente. Les habitants avaient alors trouvé refuge dans un village voisin, qui a été bombardé par l'Otan, selon eux. Abdul Ghafar, 45 ans, a déclaré avoir perdu «deux filles, un fils et deux soeurs» dans l'attaque.

Avec six autres familles, ils avaient fui leur village et s'étaient réfugiés à 500 m, dans le village de Regey. Vers 16h30, «les hélicoptères ont commencé à tirer sur une maison et tué quasiment tout le monde à l'intérieur», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 26.07)

2- Dimanche, le site WikiLeaks a mis en ligne quelque 91.000 documents militaires américains confidentiels sur six années de guerre en Afghanistan, faisant notamment état d'opérations secrètes contre des talibans et d'incidents sur la mort de civils n'ayant pas été rapportés.

Le fondateur du site web WikiLeaks Julian Assange a déclaré lundi que des documents militaires américains confidentiels diffusés sur Internet semblaient contenir des preuves de crimes de guerre commis en Afghanistan. "Il revient à un tribunal de décider" s'il s'agit de crimes, a-t-il expliqué à des journalistes. (AP 26.07)

---

## Le 28 juillet

Pas de causerie.

Hystérie sécuritaire à la tête de l'Etat et c'est reparti de plus belle pour créer un climat de psychose généralisé et tenter de rassembler le bon peuple de France autour de "son" monarque déjà usé.

### 1- L'Etat français, Sarkozy responsable de la mort de Michel Germaneau... s'il est mort !

- Mort de l'otage français Michel Germaneau: Sarkozy dénonce un "assassinat programmé" - AP

- François Fillon: «Nous pouvions penser que Michel Germaneau était déjà mort» - 20minutes.fr

- Sarkozy promet des représailles après la mort de l'otage français au Sahel - LePoint.fr

- Michel Germaneau assassiné? "On ne le sait pas" - Le Post.

Alors que Sarkozy avait justifié l'escapade militaire au Mali par la mort certaine qui attendait Michel Germaneau selon un ultimatum de ses ravisseurs, le lendemain Fillon déclarait qu'avec Sarkozy il pensait qu'il était déjà mort, dans ce cas-là le prétexte à l'opération militaire avancé par Sarkozy pour tenter de le libérer ne tenait plus, pour ensuite, une fois cette grave erreur d'appréciation de la situation sur place ayant peut-être précipité la décision de ses ravisseurs de l'exécuter, se rabattre sur des représailles histoire de faire oublier la responsabilité de Sarkozy et son gouvernement dans sa mort sur laquelle personne ne sait rien au juste, car après tout il est peut-être encore vivant !

A en croire le va-t-en-guerre Sarkozy, ils n'avaient jamais eu de contacts avec les ravisseurs, ils ne savaient pas ce qu'ils réclamaient, ils ne savaient pas ou était détenu Michel Germaneau, bref, ils ne savaient rien mais ils ont organisé ce raid qui a tourné au fiasco une fois de plus.

En attendant, cela permet de justifier le maintien de Vigipirate au niveau maximum sur une grande partie du territoire, et après le Karcher, la "racaille" des banlieues, les sans-papiers, les femmes voilées, les Roms et les gens du voyage, la menace d'Al-Qaïda Maghreb est à votre porte ma brave dame, le FN vous le dit, nous à l'UMP nous sommes au pouvoir, faites-nous confiance, on est en guerre...

### 2- A cas "extrême", mesure "extrême".

Des mesures ont été prises pour protéger les familles des policiers de Grenoble menacés de mort après la fusillade dans le quartier de La Villeneuve, ainsi que pour retrouver les auteurs de ces menaces, déclare François Fillon.

"On est en face de gens extrêmement dangereux, extrêmement violents, et donc nous allons donc devoir répondre avec une extrême

*détermination*", a-t-il dit.

Selon *Lepoint.fr*, plusieurs policiers feraient l'objet d'un "contrat" et la plupart des 45 hommes de la BAC de Grenoble ont obtenu d'être mis "au repos" et certains d'être mutés.

"Pour les remplacer, on a fait appel à d'autres BAC, notamment celles de Lyon et de Marseille", écrit le site de l'hebdomadaire, selon lequel les policiers auraient appris qu'un lance-roquettes circulerait dans la cité.

Des syndicats de police ont souligné récemment que ce type de menaces était courant dans les banlieues sensibles, raison pour laquelle les organisations recommandent aux fonctionnaires de ne pas vivre à proximité de leur lieu de travail. (Reuters 27.07)

### **3- L'Etat dit la menace intimide la pègre.**

Un local municipal dans le quartier sensible de la Villeneuve à Grenoble (Isère) a été incendié dans la nuit de lundi à mardi, a-t-on appris de source policière et auprès de la mairie. Ce geste criminel qui n'a pas fait de blessé. (AP 27.07)

### **S'ils avaient pu lui tirer dans le dos...**

Les avocats de la famille de Luigi Duquet, le gitan tué par balle par un gendarme à un contrôle routier dans le Loir-et-Cher dans la nuit du 16 au 17 juillet, ont déposé plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Blois, a-t-on appris, mardi, auprès d'eux.

Ils ont demandé au juge d'instruction Xavier Girieu une reconstitution des faits. Selon eux, la victime aurait été atteinte au cou et de profil. "Nous voulons connaître les circonstances du tir", ont-ils dit. (Lepoint.fr 27.07)

### **Chômage.**

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a diminué de 8.600 (-0,3%) le mois dernier en métropole, à 2.691.000, après une augmentation de 0,8% en mai.

Par rapport à juin 2009, il croît de 6,9%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,4% en variation mensuelle en juin (+15.600 personnes), comme en mai, pour une hausse de 9,3% d'une année sur l'autre.

"Fin juin 2010, en France métropolitaine, 3.958.500 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.201.100 y compris Dom), dont 2.691.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.267.500 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

Pour les catégories A, B et C, le chômage des jeunes augmente encore de 2,6% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru en catégorie A de 19,1% sur un an et de 17,9% pour les trois principales catégories.

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus pour les catégories A, B, C - a augmenté de 29,1% sur un an. (Reuters 27.07)

### **Une particule en remplace une autre sous l'uniforme, comme au bon vieux temps de l'Ancien Régime.**

Xavier Bout de Marnhac remplacera un autre Français, Yves de Kermabon, comme chef de la Mission européenne de police et de justice au Kosovo (Eulex), a annoncé mardi une responsable de l'Union européenne. (AP 27.07)

### **Prisonniers de la concertation.**

Le ministère de la Justice a annoncé lundi soir que 23 petites maisons d'arrêt vétustes, représentant environ 9.000 places, seront fermées "pour la plupart entre 2015 et 2017", tandis que 14.000 places seraient ouvertes dans une vingtaine d'établissements.

Les 191 prisons françaises sont régulièrement critiquées en raison de leur surpopulation (62.113 détenus au 1er juillet pour 56.400 places), leur vétusté fréquente, voire leur saleté, et un fonctionnement inadéquat vu comme à l'origine d'un nombre de suicides record en Europe - 115 en 2009 et 76 depuis début 2010 selon l'association Ban public.

Les syndicats disent ne pas être opposés au principe d'une refonte de la carte pénitentiaire mais déplorent ne pas avoir été consultés sur le choix des établissements à fermer et voient derrière le projet des motivations purement économiques.

*"Nous n'avons été associés à aucune réflexion. Cette annonce est faite un lundi soir à la fin du mois de juillet. Il y a de la part du gouvernement une volonté de faire ça dans son coin, sans concertation",* a dit à Reuters Céline Verzeletti, secrétaire général de la CGT Pénitentiaire.

*"Nous sommes d'accord pour la fermeture de prisons vétustes, mais nous demandons qu'elles soient remplacées à proximité par de petites structures de 200 places et non pas des grandes institutions de 700 ou 800 places",* explique-t-elle.

Pour les organisations syndicales, dont l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), c'est la taille des futures prisons qui va constituer le principal problème.

Les grandes structures pénitentiaires sont moins favorables au travail de réinsertion et *"d'humanisation"* car elles génèrent plus de tensions, plus de violences entre les détenus et plus de suicides.

*"On va créer des places mais pas dans des conditions idéales pour la population pénale",* a dit Stéphane Barraut, secrétaire général adjoint de l'UFAP sur i-Télé. *"Nous sommes favorables à des établissements à taille humaine et pour l'instant ce n'est pas ce vers quoi on se dirige",* a-t-il ajouté.

*"Il est clair que construire une prison de 800 places coûte moins cher que d'en construire quatre de deux cents places",* note Céline Verzeletti.

Pour FO Pénitentiaire, l'annonce de Michèle Alliot-Marie est perçue comme un déclenchement des hostilités car elle porte *"un grave coup aux personnels et à leurs familles"* en les obligeant à des déplacements plus longs pour se rendre sur leur lieu de travail.

Le syndicat appelle *"dès à présent tous les personnels à se préparer au vent de fronde qui va se lever pour renverser (...) les fossoyeurs du système pénitentiaire"*.

La CGT annonce qu'elle va tenter d'explorer différentes voies de négociation mais n'exclut pas devoir recourir à une *"mobilisation forte"* si cela est nécessaire.

Sur son site, l'UFAP/UNS dit prendre acte de l'annonce du ministère de la Justice et réitère son opposition à une politique *"quantitative, économique et antisociale"*. (Reuters 27.07)

S'il ne s'agit que d'associer les syndicats aux décisions du gouvernement, que cela ne tienne, monsieur Sarkozy s'il vous plaît, faites le nécessaire, si possible en concluant votre réunion par un bon repas bien arrosé, et n'oubliez pas les cigares, tous les participants en graderont un excellent souvenir ! Décidément tout est bon pour collaborer avec le régime, pourquoi pas sur la couleur du papier à chiottes ? Et après il nous parle de *"mobilisation forte"*, c'est l'orientation générale du syndicalisme qui est insupportable.

### **Privatisation du nucléaire.**

Un rapport sur l'industrie nucléaire française remis en mai à Nicolas Sarkozy juge celle-ci menacée si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour la redresser, selon une synthèse publiée mardi par l'Elysée.

Il conforte le modèle "intégré" d'Areva mais souligne que cela ne dispense pas le groupe *"d'achever (sa) rationalisation"* et d'aller vers une *"meilleure maîtrise des coûts"*.

Il plaide pour l'ouverture de la filière nucléaire aux investisseurs privés, la condition étant de créer des conditions de rentabilité attractives.

*"Vouloir créer les conditions économiques d'un financement privé du nucléaire n'est pas un choix idéologique mais un principe de réalité",* écrivent ses auteurs, pour qui le développement de cette industrie *"ne se fera plus par un vaste programme national piloté par l'Etat"*. (Reuters 27.07)

### **14,2 millions d'euros pour service rendu... et même pas viré !**

Pour remercier le futur-ex DG de ses bons et loyaux services, le directeur général de BP, Tony Hayward, ce dernier touchera quelque 1,045 million de livre d'indemnités (1,2 million d'euros), soit un an de salaire, conformément aux pratiques du groupe.

Il recevra également ses droits à la retraite accumulés en cours de carrière. Ces derniers s'élèvent à 10,8 millions de livres (13 millions

d'euros), soit 584.000 livres (697.000 euros) versés annuellement à partir de ses 65 ans.

Au total, Tony Hayward va donc toucher 11,8 millions de livres, soit 14,2 millions d'euros, de la part de BP, sans compter ses actions dans le groupe. Il en détiendrait 576.000, plus une série d'options d'achat d'actions accumulées au cours de sa carrière. D'après un calcul de l'AFP, ces actions valaient ce mardi environ 2,4 millions de livres, soit près de 2,9 millions d'euros.

Tony Hayward prendra la direction non exécutive de TNK-BP en Russie. (20minutes.fr 27.07)

---

## Le 29 juillet

La causerie dans l'article sur GM.

### Affaire Woerth-Sarkozy- Bettencourt. Même pas un soupçon d'ingratitude chez La Talonnette...

Le dossier d'attribution de la Légion d'honneur à Patrice de Maistre, ancien employeur de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, a été saisi par le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine), apprend-on auprès du cabinet du procureur.

Patrice de Maistre a reçu la décoration des mains d'Eric Woerth fin janvier 2008, deux mois après l'embauche pour 200.000 euros par an de Florence Woerth dans sa société Clymène, qui gère la fortune de Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal.

La décoration a été attribuée sur le contingent du ministère de l'Economie.

Florence Woerth a nié tout arrangement mais confirmé que c'était bien Patrice de Maistre qui lui avait proposé cet emploi à l'été 2007, soit quelques semaines après l'arrivée de son mari au Budget.

Patrice de Maistre a expliqué qu'Eric Woerth lui avait préalablement demandé de voir son épouse pour parler de l'évolution de sa carrière.

L'enquête a montré qu'à l'époque et depuis au moins 2006, Patrice de Maistre remettait des chèques de Liliane Bettencourt à Eric Woerth au titre du financement légal de l'UMP dont il était trésorier. (Reuters 28.07)

### Après le tête de Turc, la tête de Rom de Sarkozy.

La réunion sur « *les gens du voyage et les Roms* », convoquée par Nicolas Sarkozy après les heurts dans le Loir-et-Cher, a eu lieu ce mercredi après-midi 28 juillet.

Première décision prise: le démantèlement d'ici trois mois de la moitié des quelque 600 «*camps ou squats*» illégaux recensés en France, a annoncé Brice Hortefeux . Dans un communiqué, l'Elysée parle de 200 camps pour les seuls Roms, originaires de l'est de l'Europe.

Deuxième mesure, le gouvernement va procéder «à la reconduite quasi-immédiate des Roms qui auraient commis des atteintes à l'ordre public ou à des fraudes en direction de la Bulgarie ou de la Roumanie».

Troisième mesure, l'exécutif promet en outre d'«*affecter dix inspecteurs du fisc afin de contrôler la situation des occupants de ces camps illégaux*». Car, a dit Brice Hortefeux , «*beaucoup de nos compatriotes sont à juste titre surpris en observant la cylindrée de certains véhicules qui traînent les caravanes*». (20minutes.fr 28.07)

Autrement dit les gens du voyage sont soupçonnés d'être des voleurs potentiels, des trafiquants, des délinquants, etc., l'hystérique du Palais va donc les faire contrôler... y compris par le fisc qui avait "oublié" de contrôler les affaires de Liliane Bettencourt au cours des trois dernières années, c'est étrange, cela correspond justement avec la durée que vient de passer Sarkozy à l'Elysée !

### Compromission un peu trop tapageuse pour les Verts.

Rama Yade aux Journées d'été des Verts ?! À première vue, ça a tout l'air d'un canular. Eh bien non ! L'idée vient de Daniel Cohn-Bendit.

L'initiative n'a pas fait rire tout le monde. Hier, la nouvelle a créé un vent de panique chez les écolos. Sur des e-mails internes à Europe Écologie, que *Le Point.fr* a pu consulter, les critiques allaient bon train. Certains n'osant pas y croire : " *Vous êtes sûrs ? N'est-ce pas une blague de mauvais goût ?* " ; " *J'avoue que les bras m'en tombent*". D'autres s'indignant de la venue d'"*une ministre de Sarkozy*" : " *Cette invitation à droite est du n'importe quoi, alors pourquoi ne pas inviter Sarko, Fillon, etc. ?* " ; "Franchement, c'est très déprimant. Où allons-nous ?" ...

Alors qu'une pétition était en cours de rédaction, la réponse de Dany n'a pas tardé. Il vient d'annoncer en fin de matinée qu'il annulait la tenue du fameux atelier "foot" auquel devait participer l'euro-député Yannick Jadot, Dany Cohn-Bendit et Rama Yade. (Lepoint.fr 28.07)

### **OGM : coup de force de La Commission européenne.**

La Commission européenne a autorisé mercredi 28 juillet la commercialisation dans l'Union européenne de six maïs génétiquement modifiés utilisés pour l'alimentation humaine et animale, faute d'accord entre les Etats membres sur une position commune.

"La Commission fait une proposition pour autoriser la commercialisation. Les Etats doivent (ensuite) se prononcer à la majorité qualifiée et s'ils ne parviennent pas à s'entendre pour ou contre, la Commission est obligée de les autoriser", a expliqué un de ses porte-parole, rappelant les règles en vigueur au sein de l'Union européenne.

Lors d'une réunion des ministres de l'agriculture, le 29 juin, aucune majorité ne s'était dessinée pour ou contre l'autorisation de trois maïs hybrides développés par le groupe américain Pioneer, de deux maïs de Monsanto et du Bt11xGA21, de Syngenta. De même, aucune majorité n'a pu être dégagée sur une demande de renouvellement d'une autorisation du maïs Bt11. La Commission a donc tranché, mercredi, un mois après ce constat d'échec, "pour sortir de l'impasse", a souligné le porte-parole. Les autorisations sont valables dix ans.

Les maïs concernés sont destinés surtout à l'alimentation animale et ont obtenu un avis scientifique favorable. Cette autorisation va surtout permettre d'éviter le blocage des cargaisons de maïs naturels qui auraient été contaminés par des OGM, a précisé la Commission. La règle de la tolérance zéro prévoit en effet l'interdiction de débarquer dans l'UE toute marchandise dans laquelle des traces de produits OGM non autorisés ont été décelées. Bruxelles reconnaît que ce mécanisme d'autorisation est loin de donner satisfaction, car il la désigne comme "bouc émissaire" à la vindicte des opposants aux OGM.

L'exécutif a soumis aux gouvernements et au Parlement de l'UE une proposition pour tenter de débloquer les processus d'autorisations pour les cultures et pour la commercialisation en laissant le choix aux Etats d'appliquer ou non les autorisations de culture décidées au niveau européen. (Lemonde.fr 28.07)

### **Grèce.**

Le gouvernement grec a ordonné mercredi la réquisition des chauffeurs de camions-citernes, dont la grève entamée dimanche était en train d'assécher les pompes à essence du pays

La plupart des stations-service du territoire, dont 70% de celles d'Athènes, sont à cours de carburant, selon la fédération des pompistes, des pénuries commençaient à toucher l'approvisionnement alimentaire et les voyageurs et entreprises s'inquiétaient.

Le dirigeant syndicaliste Georges Tzortzatos avait annoncé un peu plus tôt l'échec des négociations, expliquant que le gouvernement de centre-gauche avait rejeté les principales exigences des chauffeurs. Dans ces conditions, "la grève continue", avait-il conclu.

Les chauffeurs protestent contre le changement des règles d'attribution des licences. Ces mesures font partie du programme d'économies budgétaires imposé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à la Grèce. (AP 28.07)

### **Russie.**

Conséquence de la canicule et de la sécheresse, la Russie annonce le plafonnement des prix des denrées alimentaires de base, en prévision d'un retour en force de l'inflation à l'automne.

Plus un jour ne passe sans qu'un nouveau record de température ne soit franchi: la Russie n'avait pas eu si chaud depuis 130 ans! Vingt-trois régions ont été placées en état d'urgence par le ministère de l'Agriculture, et 20% des récoltes ont été détruites par la sécheresse soit plus de 9 millions d'hectares, l'équivalent de la superficie du Portugal. Le prix du blé pourrait doubler, selon l'Union nationale des producteurs de blé.

Craignant un effet ricochet, la Douane a donc rédigé «en urgence» une liste de 24 produits alimentaires de base dont la farine de blé, la viande, le poulet, le poisson, le lait, les œufs, le beurre, le sel et le sucre. Si leur prix de vente au détail augmente de plus de 30% en un mois, un plafond entrera en vigueur pour les trois mois suivants.

Le gouvernement a également décidé d'intervenir sur le marché en vendant 3 millions de tonnes de grain aux producteurs de viande et de lait «pour contenir les prix», explique le ministère de l'Agriculture.

Pour la première fois de son histoire, la production de blé russe s'apprêtait cette année à dépasser les États-Unis, avec plus de 61 millions de tonnes. (Lefigaro.fr 28.07)

## Etats-Unis.

La loi devait entrer en vigueur jeudi dans l'Arizona. Ce sera finalement dans une version dépouillée de ses mesures phares. Mercredi, une juge fédérale de Phoenix a en effet suspendu les points les plus controversés de la réforme de l'immigration voté dans par Etat du grand ouest américain, en attendant qu'elle analyse le texte dans son ensemble. (20minutes.fr 28.07)

## Le 30 juillet

Comme annoncé l'ensemble des infos économiques, sociales, politiques, justices et internationales sont supprimées. Disparaissent également du site les articles du Réseau Voltaire et les documents ou rapports divers qui sont disponibles sur Internet, seuls les archives seront conservés. Les causeries ne comporteront plus d'infos en bref. Cela ne signifie pas pour autant que je cesserai de suivre l'actualité quotidiennement et de lire un certain nombre de documents, rapports ou articles, au contraire j'aurai plus de temps à y consacrer. Les annonces ou infos qui figureront dans la rubrique INFO ne seront pas archivées. J'archiverai demain ou dimanche les infos et la causerie de juillet au format pdf, en attendant vous pouvez y accéder au format html dans le menu en haut de l'écran.

Pendant ces dernières années j'ai fourni un exemple de ce que pourrait être un site d'informations aussi complet que possible au service des militants, ce qui n'existe nulle part ailleurs sur Internet s'agissant de l'actualité quotidienne en France et dans le monde, avec évidemment les limites qu'imposait le fait d'avoir été seul à faire ce travail harrassant, il était possible de faire beaucoup plus et beaucoup mieux avec une équipe de militants. Qu'aucun parti ne fasse ce travail est révélateur du peu d'enthousiasme que manifestent leurs dirigeants à informer leurs militants.

Bien sûr que chacun peut se connecter sur des sites d'informations comme Google ou Yahoo news, faut-il encore avoir le temps de parcourir les centaines de titres d'articles d'agences de presse ou de médias, de télécharger les articles qui nous semblent intéressants, puis les lire en prenant le temps de réfléchir à leur contenu, puis les archiver, ce qui prend un temps considérable quand on veut le faire sérieusement. Pour les militants qui travaillent et j'imagine que c'est le cas de la plupart d'entre vous, il est impossible de se livrer à cet exercice quotidiennement. Il ne reste plus qu'à s'abonner à un quotidien papier genre *Le Monde* pour se tenir informé, mais ce n'est pas sans risque, car la presse nationale ne retient des dépêches de presse que ce qui l'intéresse ou que ce qui est conforme au besoin de sa ligne éditorialiste, c'est ainsi que des faits peuvent être tronqués et les éléments fournis inexploitable, pire ils peuvent carrément vous induire en erreur. Pour être à peu près sûr d'être informé correctement, pour bien faire il faut comparer les faits à la source, c'est-à-dire auprès des différentes agences de presse, ce qui veut dire que l'on va télécharger la même info donnée par Reuters, Associated Press, etc, c'est ce que je faisais en fonction de l'importance du sujet traité. On doit donc admettre qu'un minimum d'erreurs se glissent dans les infos que l'on collecte et que l'on répercute ensuite sans que l'on en soit responsable. Vous voyez que j'avais étudié sérieusement mon sujet avant de tenir ces rubriques ces dernières années. Si j'ai horreur qu'on me raconte des blagues, j'ai encore plus en horreur d'en raconter aux autres, tel est le principe qui m'animaient.

Changer de cap n'est jamais facile. Je vous avouerais que je ne sais pas encore comment je vais organiser mon travail à présent. Une chose est sûre, c'est que je pouvais pas continuer ainsi. Je suis un peu face à une page blanche si vous voulez. J'ai bien quelques idées, mais je dois les trier et les classer par ordre d'importance. Je ne dois pas décrocher de l'actualité non plus, sinon on raconte facilement n'importe quoi ou l'on finit par se taire définitivement par crainte de passer pour un dilettante, ce dont j'ai horreur également. Il y aurait tellement de choses à faire. Je me dis à quoi bon s'attaquer ici à Sarkozy et au gouvernement puisqu'en principe tous les militants qui se connectent sur le site les combattent déjà. Et si je passe une partie de mon temps à dénoncer et combattre l'opportunisme des partis ouvriers, je risque de passer pour un démolisseur du mouvement ouvrier, alors que ce sont eux qui s'emploient à le dévoyer et à le conduire dans une impasse, c'est un paradoxe difficile à comprendre pour les militants et à gérer de mon côté en vérité. Ce travail est indispensable, donc je ne le laisserai pas tomber. Je peux aussi affiner mes positions politiques et continuer d'étudier l'ensemble des questions que je vous ai soumises au cours des dernières années, notamment sur l'orientation du capitalisme mondial, pour ce faire je pensais relire tout ce que j'ai écrit pour rassembler les passages les plus intéressants. J'envisage également de commenter des articles ou textes des marxistes, mettre en relief les leçons que l'on peut encore en tirer en précisant dans quelles contextes précis, donc en tenant compte des transformations de la société ou du monde depuis leur parution. Voilà à quoi je vais m'atteler dorénavant.

L'actualisation quotidienne du site était une contrainte telle qu'elle a désorganisé mon existence au point de rencontrer de graves problèmes que je n'aurais jamais eu autrement. Ces problèmes se sont tellement accumulés que parfois il était devenu impossible d'y apporter une solution, je vous passe les détails, entre un chat et un chien que j'ai pour ainsi dire laissé crever, un autre atteint maintenant d'une maladie de peau au point qu'il n'a plus de poils et dégage une odeur pestilentielle, il aurait fallu que j'y consacre du temps et je n'en avais pas, ma baraque qui se délabre de partout, j'ai repoussé depuis des années des travaux aussi essentiels que la toiture ou la façade qui s'effrite, alors que la rémunération d'une journée de travail d'un ouvrier était de 200 roupies par jour, elle est passé à 450 roupies, idem pour le matériel, le transport des matériaux, d'avoir tardé va me coûter plus du double alors que je n'ai pas de fric, et puis il faut savoir que lorsque des ouvriers travaillent chez vous, vous devez les surveiller en permanence, c'est obligatoire sinon ils ne font que des conneries, de grosses conneries (monter une fenêtre à l'envers !) ou ils ne foutent rien de la journée, c'est indescriptible et je ne sais pas si vous pouvez le comprendre sans le voir de vos propres yeux, donc il faut tout arrêter ou aller voir ce qu'ils sont en train de faire 50 fois en une journée, autant dire que l'on ne peut plus rien faire d'autres sérieusement, or pour actualiser le site qui n'est pas un blog, la moindre erreur d'écriture peut nécessiter de



longues heures de recherche pour la trouver, la corriger ne prend pas plus de temps qu'un clique de souris, je ne suis pas informaticien.

Actualiser le site quotidiennement cela voulait dire aussi être sous tension perpétuellement, se plier à un emploi du temps très stricte dans un pays où tout est bordélique et où l'on perd forcément un temps fou, au point d'être sur les nerfs en permanence, de ne plus avoir de temps à consacrer à réfléchir au meilleur moyen de résoudre les problèmes que je rencontrais, notamment dans le village où j'habite. Je suis devenu agressif, alors que je ne l'étais pas particulièrement auparavant, ce qui s'est ressenti aussi dans mon travail politique. Et je n'évoque même pas le fait que ma compagne est handicapée, ce qui est une autre contrainte pas toujours facile à gérer, surtout quand on manque de temps. Je l'ai sacrifiée pour continuer le site, donc vous comprendrez pourquoi cela ne pouvait pas durer indéfiniment de la sorte. Je passe aussi le fait que je n'ai plus trouvé le temps de lire, de me distraire l'esprit aussi, on en a tous besoin pour décompresser et nourrir notre inspiration par de nouvelles expériences, cela pourra sembler banal de dire qu'après une balade d'une heure en moto dans la campagne on arrive à résoudre une question sur laquelle on butait depuis des jours, mais c'est pourtant ainsi que cela se passe, idem après une lecture de Balzac par exemple.

La nouvelle formule du site démarrera donc lentement, car je dois éponger le passif de ces années passées, pendant lesquelles j'ai négligé mes propres affaires, elle sera au point d'ici le début septembre, avant le début de la mousson !

Je vous souhaite un bon week-end ou de bonnes vacances.

[Haut de page ↗](#)